

PRÉFACE

par Pierre-Philippe Rey

ARGENTINE-FRANCE

PÉRONISME ET STALINISME, PARENTHÈSES ENTRE UN PASSÉ ET UN AVENIR COMMUNISTES LIBERTAIRES

LE LIVRE DE GUILLAUME DE GRACIA nous parle de l'histoire du mouvement ouvrier argentin sur un peu plus d'un siècle : comment est-on passé d'une époque où l'anarchisme dominait quasiment sans partage (des années 1880 aux années 1930), au peronisme puis, après la grande crise de 2001, à « l'horizontalisme » des *piqueteros*, qui semble un retour à la tradition première de la classe ouvrière argentine ? La « relance » soi-disant « de gauche » entreprise depuis cette crise par le couple (néoperoniste) Kirchner en transformant la pampa, puis les zones agricoles situées au nord-ouest de la pampa, en gigantesque plantation de soja transgénique peut-elle avoir un autre avenir que celui de faire manger du beefsteack de soja OGM aux Argentins et de sauver (provisoirement) la firme Monsanto ? La crise, ou plutôt l'effondrement du capitalisme argentin en 2001 ne préfigurent-ils pas l'effondrement mondial du capitalisme qui souffle

par rafales successives depuis l'automne 2008 ? Et les solutions « horizontalistes » inventées par les Argentins ne préfigurent-elles pas celles auxquelles nous allons devoir avoir recours dans quelques mois ?

Pour le public français, ce livre présente un intérêt particulier : en effet, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier français a beaucoup de points communs avec le mouvement ouvrier argentin et même l'influence au point d'être à l'origine du sigle CGT qui désigne jusqu'à aujourd'hui, malgré toutes les vicissitudes vécues de part et d'autre, la principale centrale syndicale dans les deux pays. Et la tradition d'« action directe » reste aussi très forte dans les deux pays.

Les ressemblances, c'est-à-dire :

- le rôle prépondérant de l'anarchisme dans l'organisation initiale du mouvement ouvrier et du syndicalisme,

- le passage de l'anarcho-syndicalisme au syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire le passage d'un syndicalisme qui prétend non seulement abattre le capitalisme, mais aussi préparer la société communiste libertaire, à un syndicalisme qui abandonne cette deuxième perspective pour se contenter de la première,

- l'évolution inévitable, à partir de là, vers la domination sur le mouvement syndical d'un parti politique qui lui fournit de l'extérieur un programme bien différent de celui qu'il a abandonné (stalinisme en France, peronisme en Argentine),

- s'accompagnent, dès le début, de différences importantes qui expliquent peut-être les évolutions divergentes ultérieures. C'est pourquoi il me paraît particulièrement intéressant d'approfondir un parallèle entre l'histoire du mouvement révolutionnaire argentin et l'histoire du mouvement révolutionnaire français, que Guillaume de Gracia a seulement esquissé.

Jusqu'en 1924, l'Argentine reçoit une masse d'immigrants européens, notamment italiens (2 600 000) et espagnols (1 800 000), accessoirement français. Le reste de l'Amérique latine, qui développe à l'égard des Argentins en général et des habitants de Buenos Aires en particulier le même genre d'animosité que les Français provin-

ciaux à l'égard des Parisiens, résume cette situation par une plaisanterie (d'origine argentine) :

« Les Mexicains descendent des Aztèques, les Péruviens descendent des Incas et les Argentins descendent du bateau. »

Cette vanne archiconnue n'aurait aucun intérêt si elle ne désignait pas un problème sur lequel nous aurons à revenir : contrairement au Mexique et au Pérou et à beaucoup d'autres pays d'Amérique dite Latine, pour ne pas parler des pays d'Afrique ou d'Asie, l'Argentine n'a qu'une très faible tradition paysanne endogène, qu'elle soit indienne ou métisse (excepté au Nord-Ouest, la seule zone où il y ait des petits paysans, d'ailleurs progressivement expulsés de leurs terres au fur et à mesure de l'expansion du soja transgénique). L'agriculture et l'élevage argentins étaient depuis toujours largement latifundiaires et tendent à le devenir à 100 % aujourd'hui.

Dans chacun des pays d'origine des migrants arrivant en Argentine jusqu'au premier quart du XX^e siècle, l'anarchisme est très présent. Il le sera en Espagne jusqu'à la guerre civile contre Franco, époque à laquelle la centrale syndicale anarchiste, la CNT, était bien plus puissante que ses concurrentes d'obédience stalinienne ou social-démocrate. On sait que pour renverser ce rapport de force, les staliniens ont mené une véritable guerre civile à l'intérieur du camp républicain, pour exterminer les anarchistes – ainsi d'ailleurs que d'autres antistaliniens comme les militants du POUM –, ce qui a grandement facilité la victoire de Franco.

1. Aux origines du syndicalisme ouvrier français : un projet de société communiste libertaire héritier du communisme agraire de la « Grande Révolution » paysanne de 1789-1795 et des quatre siècles de révolutions paysannes qui l'ont précédée

En France, qui fournit un contingent de migrants bien inférieur à l'Italie et à l'Espagne, mais dont l'influence sera grande sur la structuration du mouvement ouvrier argentin, la construction du mouvement ouvrier, après la saignée de la Commune de 1871, passe par plusieurs voies :

- les différents partis socialistes, nommés chacun d'après leur principal dirigeant : Jules Guesde pour les guesdistes du parti ouvrier français, Jean Jaurès pour les jauressiens, Auguste Blanqui pour les blanquistes du Comité révolutionnaire central, Paul Brousse pour les broussistes ou possibilistes, dont l'aile la plus combative scissionnera en 1890 derrière l'ancien communalard Jean Allemane pour former le groupe dit allemaniste ou parti ouvrier socialiste révolutionnaire,

- la Fédération nationale des syndicats, où les guesdistes sont majoritaires mais n'arrivent pas à organiser une nébuleuse de syndicats de base qui n'est pas coordonnée en dehors des congrès,

- la Fédération nationale des Bourses du travail qui coordonne, elle, efficacement, les structures locales que sont les Bourses du travail et est, à partir de 1895 – date à laquelle Fernand Pelloutier en devient le Secrétaire principal – l'organisatrice des luttes ouvrières concrètes ; les courants les plus actifs à l'intérieur de cette fédération sont les allemanistes et les anarchistes, qui se sont ralliés récemment au syndicalisme, à l'appel notamment de Kropotkine ; mais en fait la logique profonde de l'action des Bourses du travail sera une logique anarchiste, à laquelle les allemanistes adhèrent au point de finir par s'autodissoudre en tant que courant politique. Pelloutier lui-même, guesdiste dans sa jeunesse, est depuis longtemps anarchiste lorsqu'il est porté à la direction de la Fédération des Bourses ¹.

1. Fernand Pelloutier fait lui-même le décompte de l'influence des diverses sensibilités politiques ouvrières dans les différentes Bourses du travail dans son article : « L'œuvre des Bourses du travail », in *La Revue politique et parlementaire*, n° 63, 10 septembre 1899, t XXI, pp. 493-544, cité ici d'après le texte reproduit dans l'ouvrage de Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, Paris, 1971, pp. 426-491. « Quarante huit Bourses du travail sont adhérentes à la Fédération. La plupart d'entre elles répudient toute liaison politique, et c'est surtout dans le groupe de leurs représentants qu'il faut chercher ces libertaires avérés que les Bourses ont maintenus malgré les reproches de certaines écoles socialistes, et qui, sans fracas, ont tant fait depuis plusieurs années pour le relèvement de l'énergie individuelle et le développement des syndicats. Trois Bourses, dont les adhérents sont, en proportions diverses, affiliés au parti socialiste révolutionnaire (blanquiste), sont représentées par des membres du Comité socialiste révolutionnaire central. Une dizaine de Bourses, enfin, à tendances allemanistes, ont pour délégués des membres du parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Il n'y a point de Bourse professant la théorie de la Fédération des travailleurs socialistes (broussistes) ; et quant aux cinq Bourses plus ou moins inféodées à la politique du parti ouvrier français, du jour où elles constatèrent que jamais le siège du Comité ne serait transféré en province, exposé par conséquent à leurs entreprises, elles quittèrent la fédération. » (*Op. cit.*, p. 476).

PRÉFACE

C'est donc en fait cette Fédération des Bourses qui sera la matrice de la CGT anarcho-syndicaliste, dont les Argentins vont largement s'inspirer, y compris pour le choix du nom de leur centrale syndicale dominante.

L'action de ces Bourses du travail, aussi bien après qu'avant leur intégration comme épine dorsale de la CGT, vise non seulement la défense des ouvriers (et des paysans) mais surtout, comme le dit fort bien Edouard Dolléans ² à « *créer des organismes de remplacement, en vue d'une éventuelle disparition de la société capitaliste ; elles doivent se préparer à étudier les régions qu'elles embrassent, à comparer avec leurs besoins les ressources industrielles, les zones de culture, la densité de la population ; devenir des écoles de propagande, d'administration et de gestion.* »

– La Bourse du travail est au départ une mutuelle de placement des ouvriers à la recherche d'un emploi. Dans son article de 1899 ³, Fernand Pelloutier « *estime le nombre des ouvriers placés par les Bourses du travail à un peu plus des quatre cinquièmes du nombre des offres d'emploi et à la moitié du nombre des demandes* » ; elle est aussi une caisse de secours mutuel pour les chômeurs et de secours aux ouvriers de passage.

– Pour préparer les producteurs à gérer eux-mêmes la société après l'effondrement du capitalisme, la méthode préconisée dans l'article ⁴ précédemment cité par Pelloutier consiste à faire porter tout l'effort « *sur le développement des sociétés coopératives de consommation, de telle sorte que celles-ci soient bientôt amenées à produire elles-mêmes, dans des ateliers coopératifs à elles, le plus grand nombre possible, voire la totalité, des produits dont elles ont besoin. Ainsi disparaîtrait l'antagonisme économique, fruit de la concurrence, qui existe aussi bien entre associations coopératives qu'entre particuliers, et se trouverait établi entre la production et la consommation le circulus normal. Donc remplacement progressif des sociétés coopératives de production créées sans choix, sans mesure et sans guide, d'existence précaire et d'accès difficile, par des ateliers coopératifs qui soient en même temps la propriété et l'œuvre des collectivités toujours ouvertes de consommateurs* ». Je reviendrai sur

2. *Histoire du mouvement ouvrier*, Armand Colin, Paris, 1957, t. 2, 1871-1920, pp. 45-46.

3. Pelloutier *in, op. cit.*, note 1, p. 429.

4. *Ibid.*, p. 474, note 1.

l'enjeu théorique considérable de ce propos, au-delà de la question du rapport entre coopératives de production et coopératives de consommation : cet enjeu est le renversement global de la relation entre production et consommation. Nous voyons tous les jours en effet que le capitalisme, contrairement à ce que ses chantres voudraient nous faire croire, ne développe pas la production pour mieux répondre aux besoins de consommation, mais à l'inverse se préoccupe sans arrêt, notamment en ces temps de crise, de « stimuler la consommation » (de n'importe quoi et non pas bien sûr celle qui répondrait aux véritables besoins des peuples) pour développer ou maintenir la production (capitaliste évidemment). Et les organisations syndicales sont complètement complices de cette démarche, dès lors qu'on y rajoute que développer ou maintenir la production, c'est développer ou maintenir l'emploi, quelle que soit la marchandise produite. De ce fait les organisations syndicales se mobiliseront par exemple, au nom du maintien de l'emploi, contre la fermeture d'une usine d'armements.

– C'est dans cette perspective que le congrès de Rennes de la Fédération nationale des Bourses du travail de 1898 a introduit dans ses statuts la nécessité de la « *recherche par les coopératives de production de la clientèle des sociétés de consommation*,⁵ [ce qui] a pour objectif d'exempter les coopératives de production de l'avilissement des prix de vente (source de dépréciation des salaires) à quoi les réduit, surtout au début de leur existence, la recherche de la clientèle flottante. Cette réforme a été inspirée par l'exemple de la société des sabotiers la Conciliation, de Limoges, qui ne se fonda qu'après avoir conclu avec la société de consommation l'Union (700 membres) un accord aux termes duquel celle-ci "acceptait toute la fabrication, que l'on pourrait poursuivre hardiment et d'avance, au prix du commerce de détail, diminué de 11 %" »⁶

– Cette logique d'articulation entre coopératives de consommation et coopératives de production rend tout à fait inappropriés les commentaires de Jacques Julliard qui écrit que Pelloutier « *ne paraît pas concevoir que l'élimination des mécanismes du marché conduirait à*

5. *Ibid.*, p. 472.

6. *Ibid.*, p. 473.

PRÉFACE

*peu près fatalement à une centralisation économique extrême, et au rétablissement d'un État, organe de commandement, sinon de coercition »*⁷. En effet, c'est à l'échelle de petites unités locales (une coopérative de consommation de 700 personnes) que Pelloutier et les anarchosyndicalistes pensent établir la satisfaction des besoins par la production locale. Ceci ne suppose en rien l'intervention de l'État et la rendrait même totalement contre-productive. Dans son rapport « Du rôle des Bourses du travail dans la société future » présenté au V^e Congrès de la Fédération des Bourses du travail (Tours, 9-12 septembre 1896), Pelloutier expose très clairement que la satisfaction des besoins locaux doit être d'abord assurée par la production locale et que recours ne sera fait aux « associations voisines » (et non pas à une production étatique centralisée !!) que dans la mesure où on ne dispose pas sur place des moyens de répondre à certains besoins : « *il reste à constituer l'association des producteurs : association librement constituée, toujours ouverte... Appelons ces associations syndicats et voyons quel est leur rôle. Chacune d'elle a le soin d'une branche de la production : celle-ci, le logement ; celle-là, l'alimentation ; cette autre, l'art. Les unes et les autres doivent s'enquérir tout d'abord des besoins de la consommation, puis des ressources dont elles disposent pour y satisfaire. Combien faut-il, chaque jour, extraire de granit, mouldre de farine, organiser de spectacles pour une population donnée ? Ces quantités connues, combien de granit, de farine peuvent être obtenus sur place ? Combien de spectacles, organisés ? Combien d'ouvriers, d'artistes sont nécessaires ? Combien de matériaux ou de producteurs faut-il demander aux associations voisines ?... Eh bien ! ces fonctions diverses, ne sont-ce pas celles qu'ont à remplir les associations ouvrières baptisées en France du nom malheureux de Bourses du travail, en Italie du nom moins équivoque de Chambres du travail ?* »⁸. Il convient de noter de plus que, dans ce texte, lorsque Pelloutier parle de « branches de la production », c'est en réalité des secteurs de la consommation qu'il désigne.

– Dans la même logique, les Bourses du travail s'occupent de la formation des travailleurs et ceci à plusieurs niveaux : la formation

7. Jacques Julliard, *op. cit.*, pp. 236-237.

8. Fernand Pelloutier, cité *in op. cit.*, p. 412.

professionnelle d'abord, dans toutes les branches techniques ; la culture générale ensuite à travers les bibliothèques ; la presse corporative ; et même, perspective chère à Fernand Pelloutier, le projet est formé de Musées du travail qui permettraient aux adhérents des Bourses, pour chaque produit, de suivre toute la chaîne de production depuis l'extraction de la matière première jusqu'au produit fini. Cet ensemble manifeste la méfiance du monde ouvrier par rapport au système de formation étatique mis en place par la bourgeoisie et sa capacité à construire un système de formation alternatif ; ce système de formation fonctionne effectivement à cette époque dans de nombreuses Bourses du travail et est conçu comme une des branches du futur système de production communiste libertaire que ces Bourses du travail doivent mettre en place dès aujourd'hui, sans attendre la disparition du capitalisme. Il est clair en effet que la logique d'intégration des coopératives de production aux coopératives de consommation et la gestion de cet ensemble depuis l'extraction des matières premières jusqu'au produit consommé par ces coopératives de consommation coordonnées *au plan local* par la Bourse du travail vise non seulement à satisfaire les besoins des travailleurs au moindre coût et à assurer un emploi stable et décemment payé aux producteurs coopérants, mais encore à retirer au marché capitaliste progressivement la totalité de la consommation populaire, ce qui serait un moyen sûr d'effondrer le capitalisme et doit donc précéder et provoquer cet effondrement plutôt que lui succéder.

– Inévitablement ceci amène les Bourses de Travail à rechercher la syndicalisation des principaux producteurs de matières premières nécessaires à la consommation populaire, c'est-à-dire les produits alimentaires ; elles se préoccupent donc de syndicaliser les paysans et les marins pêcheurs. En ce qui concerne les paysans, on ne se contente pas de penser aux ouvriers agricoles, dont le nombre est d'ailleurs en rapide diminution à cette époque. Le Comité fédéral des Bourses « *élimina de la liste des adhérents admissibles les propriétaires de fonds ruraux dépassant dix hectares* »⁹, mais à cette exception près

9. Pelloutier *in op. cit.*, p. 462.

chercha à syndicaliser tous les paysans qu'ils soient propriétaires, fermiers, métayers ou ouvriers agricoles, c'est-à-dire à cette époque l'immense majorité des paysans. Mais cette recherche d'intégration des paysans ne correspond pas seulement à une nécessité économique dans l'objectif de répondre aux besoins alimentaires (ou vestimentaires – lin, laine – ou d'ameublement et de logement – bois) des ouvriers des villes ; elle entre pleinement dans la perspective de construction d'une société communiste libertaire à laquelle les paysans sont particulièrement préparés à adhérer ; le congrès de Toulouse de la Fédération des Bourses du travail de 1897 constate en effet que « *le paysan a **plus encore peut-être que l'ouvrier des villes**, le sens de la coopération communiste : il l'a en raison même de son âpreté au gain, de son désir ardent de remplacer une propriété précaire par une possession durable* »¹⁰. Cette reconnaissance de l'aspiration de la paysannerie au communisme, pour des raisons qui lui sont propres et ne sont donc pas importées des villes et de la classe ouvrière, est clairement aux antipodes de la conception marxiste, et surtout léniniste, de la paysannerie comme simple classe d'appoint de la classe ouvrière. C'est elle qui a permis à Kropotkine d'écrire dès 1909¹¹ à propos de la Révolution française : « *Le soulèvement des paysans pour l'abolition des droits féodaux et la reprise des terres communales, enlevées aux communes villageoises depuis le XVII^e siècle par les seigneurs laïques et ecclésiastiques, c'est l'essence même, c'est le fond de la grande Révolution. Là-dessus vient se greffer la lutte de la bourgeoisie pour ses droits politiques.* » L'objectif principal de cette Révolution étant, selon le même texte de Kropotkine, « *de proclamer les grands principes du communisme agraire que nous allons voir surgir en 1793* ». Là aussi nous sommes aux antipodes de Marx caractérisant la Révolution française de Révolution bourgeoise et considérant, un demi-siècle après la Révolution française, que la paysannerie n'a pas plus d'unité spontanée qu'un sac de pomme de terre ; nous sommes même en avance d'un siècle sur les Historiens de l'École des annales, longtemps intimidés par Marx, et qui en arrivent seulement ces dernières années, grâce à

10. *Id., ibid.*, p. 464 (souligné par moi, P.-P. R.).

11. Pierre Kropotkine, *La Grande Révolution*, Paris, 1909, p. 124, souligné par lui.

l'accumulation de travaux sur le déroulement *local* de la Révolution qui vont tous incontestablement dans ce sens, à affirmer le caractère paysan de la Révolution ; Georges Lefebvre, le premier d'entre ces historiens qui ait affirmé qu'il y avait une Révolution paysanne dans la Révolution française, la considère cependant comme subordonnée à la Révolution bourgeoise, alors que Kropotkine dit clairement exactement l'inverse : l'essentiel est la Révolution paysanne, sur laquelle « *vient se greffer* » la lutte de la bourgeoisie, qui n'apparaît donc que comme un appendice. Il est particulièrement important cependant que la Fédération des Bourses du travail considère l'aspiration au communisme des paysans non pas comme résultant d'une prise de conscience moraliste, mais précisément de « leur âpreté au gain » et de leur préférence pour la propriété communale et pour les droits collectifs (glanage, chaumage, vaine pâture..) plutôt que pour le caractère « précaire » de la seule propriété individuelle. Nous reviendrons sur ce point en ce qui concerne la France à partir d'exemples beaucoup plus anciens que la Révolution française.

– La paysannerie est directement mise en relation avec son environnement artisanal, en amont comme en aval : « *Les syndicats agricoles devront surtout admettre dans leur groupement les travailleurs des industries diverses qui subsistent à côté des cultivateurs, pour les besoins mêmes de la culture, et qui forment à peu près le quart ou même le tiers de la population rurale... : meuniers, charrons, maréchaux, menuisiers, cordonniers, sabotiers et même marchands de vin* »¹². Le syndicat « *organisera ou encouragera les entreprises de travail en commun : transport au marché voisin du plus grand nombre de produits avec le moins d'animaux, de voitures et de personnel possible ; pacage collectif dans les landes et les prés communaux ; création de coopératives pour la fabrication du beurre, du fromage, etc. ; organisation d'équipes de batteurs... ; il favorisera l'entente entre ses membres pour l'achat collectif des outils, semences et engrais.* »¹³ ; certaines Bourses, telle celle de Nîmes, envisagent de se décentraliser en Bourses du travail cantonales¹⁴.

12. *Id. ibid.*, p. 461.

13. *Id. ibid.*, pp. 462-463.

14. Page 465.

PRÉFACE

Toute la logique de l'action communiste libertaire à travers les Bourses du travail consiste donc à préparer, sur le plan local le plus réduit possible (au niveau du canton rural par exemple), une intégration économique allant de la production des matières premières à la consommation finale en passant, toujours sur le plan local, par toutes les étapes de la transformation par des artisans ou des coopératives industrielles intégrées aux coopératives de consommation et donc directement au service des besoins du peuple, au lieu d'être à la recherche de débouchés aléatoires, et donc dominées par la logique de marché. Comme nous l'avons noté précédemment, ceci concerne non seulement la production matérielle mais aussi l'art. Dans le vocabulaire actuel, une telle relocalisation de l'art débouche forcément en particulier sur une valorisation du « patrimoine immatériel » local, sous une forme certainement plus vivante que la muséographie à laquelle nous nous limitons aujourd'hui.

On remarquera que cette construction d'une production communiste libertaire pilotée par les Bourses du travail, précédant la chute du capitalisme et contribuant puissamment à l'accélérer, permet de dépasser l'antagonisme entre marxistes et proudhoniens, comme l'a bien vu Georges Sorel, qui était très influencé par Pelloutier :

1. En effet la critique marxiste du système proudhonien des coopératives de production, puis des mutuelles, était parfaitement pertinente tant que ces coopératives et ces mutuelles étaient des entreprises séparées les unes des autres qui s'unissaient par des liens fédéraux, forcément beaucoup plus faibles que les lois du marché capitaliste auxquelles elles étaient obligatoirement soumises et qui s'imposaient à elles comme elles s'imposent à chaque capitaliste individuel ; mais elle ne s'applique plus à un système coopératif où la priorité est donnée aux coopératives de consommation, dont les différentes coopératives de production ne sont plus que les fournisseurs, liés à elles par un contrat à long terme qui fait sortir cet ensemble hors du mécanisme de marché et rend inopérante la concurrence capitaliste ; Marx avait bien analysé ce phénomène dans le chapitre XX du livre III du *Capital*¹⁵, « Aperçu

15. Marx, *Le Capital*, édition en 8 volumes, Éditions Sociales, Paris, 1957, Livre III, tome 1, pp. 341-342.

historique sur le capital marchand », mais seulement dans le cas des sociétés indiennes et chinoises précapitalistes : « *Un exemple frappant des obstacles que la solidité interne et la structure des modes de production nationaux précapitalistes opposent à l'action désagrégatrice du commerce, nous est donné par les relations de l'Angleterre avec les Indes et la Chine. Dans ces pays, l'unité de la petite agriculture et de l'industrie domestique constitue la grande base du mode de production ; il faut y ajouter, pour les Indes, la forme des communes rurales reposant sur la propriété foncière en commun... La grande économie et le gain de temps résultant de la connexion directe de l'agriculture et de la manufacture offrent ici une résistance des plus opiniâtres aux produits de la grande industrie ; les prix de ces produits comportent les faux frais du procès de circulation qui les met partout en mauvaise posture.* » Marx corrige heureusement là ses textes de jeunesse où, tout en considérant l'action anglaise en Inde comme une « saloperie »¹⁶, il s'enthousiasmait cependant pour la « révolution sociale » accomplie par les Anglais : « *Les systèmes zemindari et ryotwari eux-mêmes, si abominables soient-ils, constituent tels qu'ils sont deux formes de propriété privée de la terre, le grand rêve de la société asiatique.* »¹⁷. Malheureusement ceci demeure pour lui une forme archaïque de résistance et il ne voit pas que la succession des révoltes paysannes connues sous le nom de « jacqueries »¹⁸, culmi-

16. Lettre à Engels du 14 juin 1853.

17. Marx, « Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde », article du *New York Daily Tribune* paru le 25 juin 1853.

18. La première « Grande Jacquerie », qui donne son nom à toutes celles qui vont suivre, a lieu en 1358 dans le Bassin parisien et en Normandie, en liaison avec les commerçants et artisans parisiens ; la deuxième démarre d'Alsace en 1493 et s'étend à toute l'Allemagne du sud jusqu'en 1517 : c'est le mouvement du *Bundschuh*, qui signifie en alsacien chaussure de paysan, emblème de cette révolte ; elle est à l'origine de la « Guerre des Paysans » allemands qui connaît derechef en Alsace un épisode particulièrement intense en 1525 ; c'est la noblesse française, sous la direction du duc Antoine de Lorraine, et non les Princes allemands, qui noie dans le sang cette jacquerie alsacienne de 1525, ce qui anticipe l'annexion de l'Alsace par la France en 1648 au traité de Westphalie. Dans son ouvrage *Histoire des paysans français. De la Peste Noire à la Révolution*, Seuil, Paris, septembre 2002, Emmanuel Le Roy Ladurie énumère toute une série de jacqueries aux XVI^e et XVII^e siècles : la révolte des « Pitauts » de 1548 s'étend de la Guyenne rurale au Périgord et au Limousin ; celle des « premiers Croquants » démarre, elle, du Limousin en 1594, s'étend au Périgord et derechef à la Guyenne, avec des prolongements en Languedoc ; les « Bonnets Rouges » se soulèvent en Bourgogne de 1589 à 1594 ; les Gautiers en Normandie de 1587 à 1588 et les Bretons bretonnants en 1589 – 1595. Après l'intermède du bon roi Henri, dont tous les paysans gardent la nostalgie, les révoltes paysannes reprennent : Nu-pieds normands de 1639 dont le soulèvement part des sauniers d'Avranches, « Nouveaux Croquants » du Sud-Ouest (Angoumois

nant dans les six ou sept grandes jacqueries qui ont balayé la France de 1789 à 1793, ont permis à la paysannerie française, alliée aux artisans des villes (cette alliance est connue pendant la Révolution française sous le nom de « sans culottes ») contrairement à la paysannerie anglaise, de maintenir un système d'intégration agriculture-artisanat-manufacture rurale qui opposait au capitalisme le même type de résistance que celle des communautés rurales indiennes ou chinoises précapitalistes. De ce fait, avant même la Révolution, l'ensemble de procédures qui ont permis aux nobles anglais et à ceux des autres pays européens d'expulser les paysans de la terre (*enclosures*, etc.)¹⁹ est bloqué par l'action révolutionnaire des paysans français. Il en résulte que le capitalisme, contrairement à ce qui se passe au même moment en Angleterre, ne peut voir venir à lui qu'une quantité infime de paysans chassés de la terre et contraints de vendre leur force de travail pour survivre. C'est au contraire lui qui est obligé de se déplacer dans les campagnes pour bénéficier des temps morts de l'activité paysanne ou fournir des revenus salariaux complémentaires à des paysans qui, y compris les « manouvriers » sans terre, n'ont aucune envie de quitter leur zone rurale d'origine et les différents droits collectifs dont ils bénéficient (pâture des troupeaux sur les terres communales ou sur les terres des autres paysans par la « vaine pâture », glanage, chaumage, etc.). Faisant le bilan de la situation française aux XVII^e et XVIII^e siècles, Anatoli Ado²⁰ écrit :

« La population rurale industrielle et semi-industrielle regroupait toute une gamme de types sociaux et de formes transitoires : un groupe supérieur, détaché de la paysannerie et formé de marchands, d'intermédiaires et de "fabricants" ;

et Périgord) de 1636-1637, « Fronde rurale » en Limousin, en Angoumois, en Périgord et ailleurs en 1648-1649. En dehors des révoltes armées que sont les jacqueries, les paysans français mènent constamment des luttes pacifiques contre la noblesse et le clergé usurpateurs de terres communales : récoltes sauvages de foin sur ces terres, envahissement par les troupeaux, récolte des fruits sur les arbres plantés par les seigneurs au nom du « droit de plantage » et pendant tout le XVIII^e siècle, multiples procès contre ces mêmes seigneurs qui traîneront souvent jusqu'à ce que la Révolution leur donne une conclusion définitive et extrajudicielle.

19. Ces procédures ont été étudiées par Marx de façon détaillée, et jamais contestée par les historiens ultérieurs, dans la 8^e section du premier livre du *Capital* intitulée « L'accumulation primitive ».

20. Anatoli Ado, *Paysans en Révolution. Terre, pouvoir et jacqueries 1789-1794*, Société des Études robespierristes, Paris, 1996, pp. 62-63.

un groupe d'artisans indépendants ; une couche de petits paysans qui trouvaient une activité complémentaire dans la manufacture dispersée ; des ouvriers occupés à l'industrie et coupés totalement du travail agricole. Mais ce dernier type était exceptionnel, car même les ouvriers salariés des manufactures concentrées étaient partiellement liés à l'agriculture, qu'ils fussent originaires de l'endroit ou bien venus travailler temporairement. En Normandie, ces ateliers fermaient durant la période des moissons. De même les manufactures de savon de Provence, Languedoc, Guyenne libéraient leurs ouvriers de mai à septembre. Dans le Rouergue, la majorité des contrats d'apprentissage prévoyaient trois semaines pour la moisson. »

Après la Révolution et durant tout le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, cette situation bloquant très largement le développement capitaliste se renforce encore : il n'est évidemment plus question de chasser les paysans de la terre, alors que cette expulsion des paysans bat son plein dans tout le reste de l'Europe. Les paysans sans terre non seulement continuent à rester à la campagne comme avant la Révolution, mais de plus arrivent à acquérir progressivement des terres, si bien que le nombre d'unités de production paysannes ne cesse d'augmenter.

La grande industrie et les compagnies minières hors zones rurales ne peuvent compter que sur la main d'œuvre immigrée, qui est composée de paysans chassés de la terre en Pologne ou en Italie ; mais ces paysans n'arrivent en France que dans de faibles proportions, la majorité préférant émigrer en Amérique où ils ont l'espoir de retrouver de la terre. La dispersion de l'industrie, le maintien d'un artisanat rural vigoureux en complément de l'activité agricole sont donc le legs que plus de quatre siècles de révolutions paysannes culminant dans la « Grande Révolution » de 1789-1794 transmettent à la classe ouvrière française. C'est sur ces acquis révolutionnaires paysans, qui se maintiendront en fait jusqu'au milieu du XX^e siècle, que peut s'élaborer le projet anarcho-syndicaliste de construction d'une société communiste libertaire. La saignée paysanne de 1914-1918 sonne le glas de ces cinq siècles de Révolutions. Mais elle ne suffit pas à détruire la République. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il y a encore 32 % de paysans dans la population active et l'artisanat et les petites unités industrielles ruraux restent encore très forts. Ces paysans,

PRÉFACE

artisans ruraux et ouvriers des petites entreprises rurales ont d'ailleurs fourni, avec les instituteurs ruraux, l'essentiel des « maquisards » résistant à l'occupation allemande.

C'est donc l'autodestruction de la paysannerie entreprise à partir de 1945 sous la houlette d'anciens dirigeants de la Jeunesse agricole chrétienne comme Debatisse et Guillaume qui détruira définitivement la base de la République en France pour aboutir à la déliquescence que nous vivons actuellement. La carrière de ces personnages est d'ailleurs emblématique : débutant à la JAC, ils fonderont et dirigeront ensuite le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), puis dirigeront la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et finiront l'un et l'autre ministres de l'Agriculture de gouvernements de droite ; durant toute cette période ils seront les principaux artisans de l'extermination de la paysannerie au nom de la productivité, en particulier grâce à la Politique agricole commune de l'Europe, qui sera notamment le maître d'œuvre de la contre-révolution antipaysanne au Portugal après la Révolution des œillets.

2. Si le projet économique de l'anarcho-syndicalisme permet de dépasser ce qui, chez Proudhon, était critiqué à juste titre par Marx, son projet politique permet tout autant de dépasser ce qui chez Marx était critiqué à juste titre par Proudhon. En fait les critiques de Proudhon ne sont pas dirigées directement contre Marx, mais contre toutes les formes de socialisme autoritaire. Elles portent principalement sur deux points, dont ce qui s'est passé un siècle après en Union soviétique et dans les pays soi-disant communistes montre le caractère quasi prophétique : a) tout d'abord, selon Proudhon, le socialisme autoritaire doit son succès à l'habitude qu'ont les ouvriers, dans l'usine capitaliste, d'obéir à un chef ; ceci les amène, dans le parti révolutionnaire également, à faire confiance aux chefs plutôt que de compter sur eux-mêmes ; de ce fait ils n'apprennent pas du tout à gérer la production autrement que le fait le capitalisme et donc, si le projet socialiste autoritaire arrivait à vaincre, les ouvriers se trouveraient incapables de gérer les unités de production autrement que l'a fait le capitalisme ; ils feraient confiance à leurs

chefs pour gérer à leur place et ceux-ci prendraient tout simplement la place des anciens capitalistes sans rien changer au système. b) ensuite, l'objectif de tout parti est de conquérir le pouvoir d'État ; sitôt qu'ils l'auraient conquis, les socialistes autoritaires s'empresseraient de l'utiliser pour maintenir leur domination sur le peuple et ne permettraient jamais à la société de se développer librement à partir de la base. Or le syndicat anarchiste répond à ces deux critiques : la Fédération des Bourses du travail est une coordination, qui permet de dépasser par exemple l'individualisme des coopératives, mais elle n'est pas une structure centralisatrice ; *a fortiori* elle ne vise en aucun cas la conquête du pouvoir d'État ; et il forme les ouvriers, à travers le système des coopératives de consommation – coopératives de production qu'il impulse, à la gestion non seulement des entreprises productives, mais surtout de la société (y compris au niveau culturel et artistique).

2. Le communisme libertaire argentin reprend les mêmes formes d'organisation ouvrière que son homologue français mais son caractère presque exclusivement urbain le prive du projet de reconstruction de la société alternatif au capitalisme.

Le mouvement anarchiste argentin n'hérite évidemment pas d'une situation historique analogue. L'essor de l'élevage au début du XIX^e siècle s'est fait aux dépens des communautés indiennes et la figure rurale emblématique va désormais être celle du gaucho. Comme le montre Guillaume de Gracia, il s'agit d'une figure individualiste et machiste. La solidarité existe mais elle est une libre décision d'individus et non le produit d'une longue histoire communautaire. Ce machisme va affecter même les anarchistes argentins au point de voir se développer dans les années 1920 des règlements de compte physiques entre anarchistes ; Guillaume de Gracia souligne le caractère exceptionnel de ce genre de pratique dans le mouvement libertaire, mais le fait qu'elle ait existé à plusieurs reprises en Argentine alors qu'elle est pratiquement inconnue ailleurs mérite d'être souli-

gné car, sans résoudre la question, il suggère que ce pourrait être une des pistes permettant de comprendre comment un mouvement ouvrier si durablement dominé par l'anarchisme a pu être « capté » par le caudillisme peroniste.

Il est donc très intéressant de suivre comment, en Argentine et en France, s'est opérée cette « captation » du mouvement ouvrier à dominante anarchiste par les partis politiques. En Argentine Guillaume de Gracia montre que cela passe d'abord par une répression féroce du mouvement ouvrier au début de la première « décade infâme » (1930-1943). Cette répression a été facilitée par un certain « endormissement » de la principale centrale syndicale, la FORA (qui d'ailleurs se scinde à plusieurs reprises) anarchiste.

Lors du coup d'État d'Uriburu du 6 septembre 1930, qui amorce cette décade infâme, le syndicat laisse faire et ne bénéficiera pas du rapport de force qu'aurait pu lui créer le fait de prendre les armes soit pour, soit contre le coup d'État. De ce fait la répression des anarchistes, faisant suite à leur relatif endormissement antérieur, s'accompagne immédiatement du passage du syndicalisme anarchiste au syndicalisme révolutionnaire par la création de la CGT par fusion de deux centrales syndicales antérieures opposées à la FORA anarchiste (la CORA et l'USA) le 27 septembre 1930. Mais il est évident que le projet de construction d'une société communiste libertaire coordonnée par le syndicat anarchiste avait déjà été perdu de vue depuis longtemps. Sans doute n'a-t-elle jamais été aussi construite que dans le mouvement français des Bourses du travail et dans la CGT française des années précédant la Première Guerre mondiale. Ceci est certainement dû aux différences que nous avons déjà soulignées : le syndicalisme et l'anarchisme argentins sont avant tout urbains, dans ces mégapoles qui absorbent bateau après bateau les Italiens et les Espagnols qui débarquent.

Les sociétés ouvrières de résistance, regroupant les ouvriers de différents métiers (par exemple dans le sud-est de la région de Córdoba et dans le sud de la région de Santa Fé un peu après 1910), qui étaient la base du syndicalisme anarchiste, peuvent être comparées aux Bourses du travail françaises, mais seulement partiellement car

presque entièrement situées dans les grandes villes, elles ne peuvent pas envisager de mettre en place une production intégrée depuis l'extraction ou la production de matières premières (y compris agricoles) jusqu'à la coopérative de consommation anticipant le communisme libertaire.

Certes il existe de petits paysans, notamment dans le Nord-Ouest, parmi lesquels on retrouve une grande partie des 2,5 % d'Indiens et les 8 % de métis que compte l'Argentine ; ils ont souvent une relation précaire à la terre, ce qui en fait actuellement les victimes désignées des expropriations et expulsions hors de leurs terres au bénéfice des grands agriculteurs développant la culture du soja transgénique.

Mais les liens avec le mouvement ouvrier n'existent pas et l'on n'a pas du tout ce continuum sur lequel s'appuyait l'anarcho-syndicalisme français des Bourses du travail avant et après la création de la CGT : petits paysans (propriétaires de moins de 10 hectares, fermiers, métayers), artisans ruraux, ouvriers de petites industries situées en zone rurale. Même à l'époque où, par l'intermédiaire des *linyers* la propagande anarchiste atteignait chaque village argentin, il semble bien que ceci n'ait concerné que les ouvriers agricoles et pas les petits producteurs indépendants, propriétaires, métayers ou fermiers.

Donc à moins d'expulser le latifundiaire qui exploite ces ouvriers, ce qui suppose un affrontement révolutionnaire général, on ne peut pas imaginer une production agricole (ni d'ailleurs artisanale) directement au service de la consommation populaire, anticipant et préparant cette révolution.

Au demeurant la zone nord-ouest où se trouvent essentiellement les petits paysans est loin des grands centres urbains qui concentrent les ouvriers : les zones rurales proches de Buenos Aires (actuellement 13 millions d'habitants), Córdoba (1,6 million), Rosario (1,4 million), Mendoza (1 million) sont celles de la pampa entièrement dominée par les latifundiaires et actuellement centre de la production de soja transgénique ; au début du XX^e siècle cette zone était partagée déjà entre latifundia agro-exportateurs (blé, maïs) et latifundia d'élevage, également exportateurs.

3. La guerre de 1914-1918 en France est la vraie « contre révolution » par rapport à la « Grande Révolution » paysanne de 1789. En détruisant en partie la paysannerie, elle annihile aussi le projet ouvrier communiste libertaire.

Cependant, malgré ces différences, le mouvement économique qui, à la base, explique le passage du syndicalisme anarchiste au syndicalisme révolutionnaire est bien le même en Argentine et en France. Guillaume de Gracia pointe très bien le phénomène : « *L'année 1930 marque une scission au sein du mouvement ouvrier argentin, du moins dans ses structures. L'industrie s'est développée et avec elle, on l'a vu, la notion de sociétés ouvrières de résistance recule pour céder la place aux fédérations d'industrie.* » Le même phénomène se produit en France après la Première Guerre mondiale mais une variable essentielle, absente en Argentine, intervient pour accélérer la « captation » des syndicalistes révolutionnaires par un parti politique, en l'occurrence le parti communiste ; cet élément est la bataille qui se livre à l'intérieur de la CGT pour ou contre l'« union sacrée » autour du gouvernement dès le début de la guerre de 1914-1918, union sacrée à laquelle s'est rallié le secrétaire général anarcho-syndicaliste de la CGT, Léon Jouhaux, entraînant derrière lui la majorité de l'appareil confédéral. Toute l'histoire du syndicalisme français jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale et même au-delà va se jouer entre d'anciens anarchistes qui passent au syndicalisme révolutionnaire : Jouhaux, fils de communard, anarchiste, héritier de Griffuelhes, lui-même héritier de Pelloutier, entraîne d'abord la majorité de la CGT dans l'union sacrée. Très logiquement, en juillet 1918, Jouhaux fait disparaître la structure autonome de la Fédération des Bourses du travail à l'intérieur de la CGT. Mais la minorité s'était comptée à plusieurs reprises à partir de 1915 en dénonçant l'« union sacrée ». Le 3 octobre 1920, cette minorité crée les Comités syndicalistes révolutionnaires qui restent à l'intérieur de la CGT et sont dirigés par Pierre Monatte, disciple de Pelloutier passé de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire. En décembre 1921, cette minorité scissionne pour fonder la CGTU, dont les trois secrétaires (Cadeau, Labrousse, Totti) sont des anarchistes. Mais un autre anarchiste

passé au syndicalisme révolutionnaire, Gaston Monmousseau, s'empare de la direction en obtenant une majorité pour l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, fondée par Lénine. Il adhérera au parti communiste en 1925. Il faut noter qu'il a alors 42 ans et qu'il a donc passé une très grande partie de sa vie de militant comme anarchiste, puis syndicaliste révolutionnaire avant d'adhérer au PC. En 1926, il deviendra membre du Bureau politique du PC et le restera jusqu'à sa mort en 1960. Son successeur à la tête de la CGTU à partir de 1933, Benoît Frachon, qui prendra la tête de la CGT de 1945 à 1967 et en sera président d'honneur jusqu'à sa mort en 1975, a été anarchiste dès l'âge de 16 ans (en 1909) ; comme tel il participe à des grèves particulièrement violentes ; il rallie le parti communiste en 1920 et entre au Bureau politique du PCF dont il sera membre jusqu'à sa mort. En 1939, malgré le pacte germano-soviétique, il se prononce dans le journal de la CGT, *La Vie Ouvrière*, pour une défense nationale antifasciste, ce qui n'empêchera pas le gouvernement de le faire interner avec les autres dirigeants communistes. Il sera pendant la Résistance un des deux dirigeants de la Résistance communiste avec Jacques Duclos.

Ces histoires de vie de dirigeants ne sont pas intéressantes en elles-mêmes, mais parce qu'elles permettent de suivre le mouvement de captation du syndicalisme d'abord par des militants comme Jouhaux qui se rapprochent de la SFIO, et ensuite par des anarchistes devenus syndicalistes révolutionnaires, puis communistes sous la pression de la Révolution russe qui a satellisé après sa victoire l'ensemble du mouvement antiguerre qui s'était organisé dès 1915 dans le syndicalisme français. Les histoires de vie de militants de base qu'on pouvait recueillir il y a encore une trentaine d'années suivaient toutes cette trajectoire. Il faut d'ailleurs reconnaître que ces militants issus de l'anarchisme, y compris ceux arrivés au sommet de l'appareil communiste comme Monmousseau ou Frachon, avaient une tout autre dimension que les misérables bureaucrates qui leur ont succédé. C'est peut-être bien à l'extinction de cette tradition anarchiste et syndicaliste révolutionnaire en son sein que le PCF doit son épouvantable descente aux enfers.

PRÉFACE

Quoiqu'il en soit, l'évolution vers le stalinisme qui marque assez vite l'ensemble des partis communistes rend très vite intenable le militantisme à l'intérieur de la CGTU pour les anarcho-syndicalistes et une bonne partie des syndicalistes révolutionnaires : en 1926, ils quittent la CGTU pour fonder la CGT-SR, ancêtre de l'actuelle CNT. C'est une toute petite minorité, autour de 8 000 adhérents dans les années 1930, quand la CGT en compte un million et la CGTU 400 000. Mais elle jouera un grand rôle dans les luttes anti-coloniales ainsi que dans la guerre d'Espagne, avec des militants comme Saïl Mohamed (à qui Jacques Prévert a consacré un poème), qui rejoint la colonne Durruti pour lutter contre le fascisme espagnol. On voit donc que la minorisation de l'anarcho-syndicalisme en France se fait en plusieurs étapes qui, à chaque fois, constituent une « captation » par des forces politiques extérieures, puisque ce sont toujours d'anciens anarchistes et syndicalistes révolutionnaires qui organisent la mainmise de ces forces extérieures sur le syndicalisme.

Sur le plan organisationnel, comme nous venons de le noter, l'élément le plus important de la mutation du syndicalisme est la disparition de l'autonomie de la Fédération des Bourses du travail obtenue par Léon Jouhaux en juillet 1918, soit quelques mois seulement avant la fin de la guerre et de l'Union sacrée à laquelle le même Jouhaux avait rivé la CGT depuis quatre ans. Le maintien de cette autonomie n'était pas une fiction, au moins jusqu'à la guerre de 1914. Nous avons vu en effet qu'avant la création de la CGT, la Fédération nationale des Bourses du travail était une organisation beaucoup plus présente et active que l'autre structure syndicale nationale qui va servir de base à la CGT, la Fédération nationale des syndicats, dominée par les guesdistes. Ceci était dû à la structure sociale résultant de la victoire de la Révolution paysanne française que nous avons soulignée : il y a peu de grandes entreprises industrielles autour desquelles puisse se structurer l'organisation par branches qui va progressivement triompher dans le syndicalisme, y compris français, lorsque la concentration industrielle va commencer. En France, cette concentration industrielle sera en particulier l'effet second du grand massacre des paysans dans la guerre de 1914-

1918. En effet, comme on peut le constater encore aujourd'hui en lisant la liste des paysans tués durant la « Grande Guerre » sur le monument aux morts du moindre village français, cette saignée a profondément déséquilibré le monde rural. Il faut se souvenir que, depuis le XIX^e siècle, pour éviter d'avoir à partager la terre à l'occasion de l'héritage, les paysans avaient largement pratiqué la politique de l'enfant unique. Quand cet enfant meurt à la guerre ²¹, les parents sont trop vieux pour en faire un autre et l'unité de production paysanne va disparaître, c'est-à-dire être rattachée à une unité voisine plus chanceuse qui rachètera la terre au moment de la retraite des tenanciers précédents. Ceci a pour effet une décroissance encore beaucoup plus rapide de l'artisanat rural car les nouvelles unités agricoles, plus grandes, ne peuvent plus fonctionner avec les outils et les savoir-faire traditionnels et amorcent l'intégration (en amont et en aval) à l'industrie capitaliste qui les tuera une quarantaine d'années après. La SFIO à l'intérieur de la CGT et le parti communiste à l'intérieur de la CGTU, tous deux héritiers des guesdistes, vont donc profiter de cette évolution du syndicalisme vers la structure en branches. Le patronat poussait aussi dans cette direction, car il était parfaitement conscient du danger que représentait pour lui le fait que le vrai pouvoir du syndicat s'exerce dans chaque Bourse du travail, c'est-à-dire dans une structure interprofessionnelle locale qui, parce qu'elle était interprofessionnelle et locale, pouvait construire une alternative communiste libertaire au capitalisme dans chaque canton de la République. Au contraire la structure en branches, qui d'une part déplace le centre de gravité du pouvoir syndical du niveau local au niveau national (ce qui renforce le rôle de l'État central) et d'autre part unit d'abord entre eux des syndiqués qui ne sont pas à même de gérer la production autrement que le capitalisme – puisque par définition les travailleurs d'une même branche, qui produisent grosso modo tous les mêmes produits, n'ont pas de complémentarité économique entre eux –, intègre en fait dans le syndicat la structure même de la division du travail capitaliste. À l'intérieur de la CGT,

21. Les cas ne sont d'ailleurs pas rares où, même quand il y a plusieurs fils, ils sont tous tués à la guerre ou reviennent infirmes et incapables de reprendre leur activité de paysans.

cette évolution a donc détruit les bases sur lesquelles reposait la prééminence des Bourses du travail jusqu'en 1914. On peut dire que chaque jeune paysan qui mourait sur le front affaiblissait les Bourses du travail, et par conséquent les anarchistes, et renforçait les tenants du socialisme autoritaire, socialistes ou communistes, qui démontraient qu'avec ou sans Révolution ils n'étaient qu'un rouage de la logique du Capital et que leur lutte contre lui était en réalité un élément de sa reproduction. Donc en dissolvant la Fédération nationale des Bourses du travail à l'intérieur de la CGT, Jouhaux ne faisait que cueillir les fruits du massacre de la paysannerie révolutionnaire auquel il avait largement contribué²². Ceci explique pourquoi, par désespoir et après avoir longtemps résisté, les anarchistes eux-mêmes ont fini par se transformer en syndicalistes révolutionnaires, puis en communistes dans la CGTU : dans les nouvelles structures syndicales et dans la nouvelle société qui sortait du grand massacre de la paysannerie, leur ancien projet ne semblait plus crédible face à l'inexorable progrès de l'industrie capitaliste auquel adhéraient non seulement la bourgeoisie mais aussi les socialistes autoritaires, qu'ils soient « démocrates » (comme la SFIO) ou staliniens. Staline a bien rendu compte de cet alignement en donnant pour mot d'ordre lors du lancement des plans quinquennaux de « rattraper et dépasser le capitalisme » ; on n'a jamais vu en effet qu'on pouvait rattraper et dépasser quelqu'un si on ne courait pas sur le même chemin !

Nous verrons comment ce projet communiste libertaire des Bourses du travail, que capitalistes et socialistes autoritaires ont tourné en dérision et présenté comme passéiste depuis près d'un siècle, retrouve aujourd'hui toute sa crédibilité et se présente même comme la seule alternative réaliste à un capitalisme en plein délire, qui a définitivement intégré le socialisme autoritaire (notamment en Chine) comme un de ses rouages.

22. Cette convergence entre capitalisme et syndicalisme mènera René Belin, proche de Léon Jouhaux et souvent considéré à partir de 1933 comme « secrétaire général adjoint » de la CGT, à devenir ministre du Travail de Pétain et à être un des principaux rédacteurs de la « Charte du Travail » pétainiste abolissant les syndicats et réunissant patrons et ouvriers dans une même structure corporative dans le plus pur esprit du fascisme.

4. En Argentine, faute de lien avec la paysannerie et de projet de société communiste libertaire, la structuration « horizontaliste » du mouvement ouvrier se vide de son sens et laisse la place à une structure « verticaliste » annonçant dès 1930 la future CGT peróniste.

Il est donc très intéressant de comparer cette captation de la CGT française avec la captation de la CGT argentine par Perón. Il faut d'abord se souvenir qu'avant la Première Guerre mondiale, l'Argentine est un pays capitaliste développé. Elle se positionne par son produit intérieur brut par habitant au 12^e rang mondial, juste devant la France. Ce classement de la France de ce point de vue est d'ailleurs très significatif de son sous-développement capitaliste relatif, résultat de la victoire des paysans dans la Révolution. En effet, en 1789, la France était au deuxième rang mondial, juste derrière l'Angleterre. Le blocage dû en particulier au fait que les paysans ne pouvaient plus être chassés de la terre après la Révolution, ce qui privait le capitalisme de forces de travail, et maintenait des formes de circulation non marchandes et donc non saisissables par les instruments de mesure de la richesse individuelle et collective institués par le capitalisme, a donc fait passer la France, de 1789 à 1914, du 2^e au 13^e rang dans la hiérarchie des pays capitalistes. Mais il ne faut pas se laisser mystifier par ces chiffres qui traduisent simplement le développement capitaliste et non la satisfaction des besoins. Notamment l'autoconsommation ou les échanges de proximité reposant plus ou moins sur le troc ne sont pas pris en compte dans le calcul du PIB²³ et, pour toutes les raisons que nous avons développées, ils étaient forcément jusqu'en 1914 beaucoup plus importants en France qu'en Argentine.

Après la Première Guerre mondiale, comme résultat de la mutation que le massacre des paysans induit dans la structure sociale

23. On sait au demeurant que quand l'hiver est très froid, le PIB augmente à cause de l'augmentation des dépenses de chauffage. Il est douteux que cela corresponde à une meilleure satisfaction des besoins populaires, mais il ne fait pas de doute par contre que ça corresponde à une augmentation de l'extraction de plus-value par les capitalistes.

PRÉFACE

française²⁴, le PIB par tête de la France passe très nettement devant celui de l'Argentine. Comme, de plus, le PIB argentin repose en grande partie sur l'exportation des produits de l'agriculture et de l'élevage latifundiaires, il est clair que l'industrie capitaliste française est alors nettement plus puissante que son homologue argentine. C'est sans doute ce qui explique le décalage dans le temps de la mutation des structures syndicales : les structures centrées sur le local perdent tout pouvoir à l'intérieur des syndicats français dès 1918 avec la suppression de la Fédération nationale des Bourses du travail à l'intérieur de la CGT ; il faut attendre 1930 pour qu'il en soit de même en Argentine, date à laquelle, selon Guillaume de Gracia, « *la notion de sociétés ouvrières de résistance recule pour céder la place aux fédérations d'industrie* ». Rappelons quand même que le nom même de « *sociétés ouvrières de résistance* » montre le caractère beaucoup plus défensif qu'avaient ces structures locales en Argentine si on les compare aux Bourses du travail françaises. La FOA (qui transformera plus tard son sigle en FORA), syndicat anarchiste par excellence, s'oppose lors de son congrès ouvert le 6 juin 1903 à toute forme de coopérative, aussi bien de consommation que de production, ce qui la prive de toute possibilité de concevoir une gestion de la production alternative au capitalisme. Certes le syndicalisme français s'était lui aussi longtemps opposé aux coopératives, mais il s'agissait de coopératives uniquement de production, où les coopérateurs initiaux en arrivaient à sous-payer les travailleurs embauchés par la suite et se réservaient tout le pouvoir. À l'époque de la Fédération nationale des Bourses du travail, le renversement de la hiérarchie entre coopératives de production et coopératives de consommation au profit des dernières permet de dépasser aussi bien les conflits entre travailleurs coopérateurs et non coopérateurs dans chaque coopérative (Pelloutier, dans l'article déjà cité, donne de nombreux exemples de

24. En faisant passer sur le marché ce qui auparavant passait par l'autoconsommation ou le troc, l'entraide, les droits collectifs de vaine pâture, glanage, chaumage (que nous appellerions aujourd'hui « échange de services ») et en substituant l'industrie chimique à la fumure organique de l'agropastoralisme, les industries mécaniques au forgeron de village, les industries du cuir au bourrelier, les industries agro-alimentaires à la transformation du produit à la ferme, etc.

la disparition de cette hiérarchie dans les nouvelles coopératives impulsées par les Bourses) que la compétition entre les coopératives pour trouver des débouchés sur le marché capitaliste. Le caractère purement défensif des « sociétés ouvrières de résistance » explique l'endormissement progressif de la FORA anarchiste que nous décrit Guillaume de Gracia dans les années qui précèdent la première « décade infâme ». Certes au congrès d'octobre 1925 de la FORA est encore réaffirmé, dans une perspective communiste libertaire, le choix d'une organisation fédéraliste basée sur la fédération locale qui regroupe les différents métiers, puis de là on monte à la fédération régionale, puis à la fédération provinciale, ce qui formellement correspond exactement à la structuration en France de la Fédération nationale des Bourses du travail ; ce choix est clairement opposé à celui de l'USA (future composante de la CGT Argentine) qui choisit l'organisation par branche. On retrouve donc les mêmes clivages structurels qu'en France, mais sans que ceci puisse déboucher sur un projet alternatif au capitalisme. De ce fait l'alternative au capitalisme prend une autre forme : celle de l'« expropriation », c'est-à-dire les attaques à main armée contre les banques, d'agences de change, de gares, etc., pour financer le mouvement. D'août 1925 à mars 1926, Durruti s'illustrera dans ce domaine en Argentine.

Outre la différence de structure sociale, ce qui différencie l'histoire ouvrière argentine de la française, c'est la relation à la Première Guerre mondiale, puis à la deuxième. L'effet principal de la Première Guerre mondiale sur le mouvement ouvrier en France a été la violente coupure entre « réformistes » et « révolutionnaires ». Sur le plan syndical, pendant toute la Première Guerre mondiale, c'est la politique d'« Union sacrée » menée par la majorité confédérale derrière Léon Jouhaux qui va faire clivage entre ces deux camps ; à la fin de la guerre ceci se traduit d'abord par la création, au sein de la CGT, des « Comités syndicalistes révolutionnaires », puis par la scission de la CGTU. Les anarchistes ou anarcho-syndicalistes qui suivent Monmousseau puis Frachon dans l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge vont faire très vite le pas suivant : adhérer au parti communiste, où les dirigeants syndicaux prennent immédiatement des

PRÉFACE

places au Bureau politique. Ils constitueront d'ailleurs à l'intérieur du PC un bloc qui continue à croire beaucoup plus à l'action directe syndicale qu'à la conquête du pouvoir par les urnes, ce qui les distingue du communisme municipal de tradition guesdiste qui règne sur les membres de l'ancienne SFIO ayant conquis la majorité au Congrès de Tours en 1920. À l'intérieur de la CGTU, ces nouveaux militants communistes s'appuient cependant sur la concentration industrielle de la France après la Première Guerre mondiale pour minoriser puis éliminer leurs anciens camarades restés fidèles à la tradition anarchiste.

En Argentine, la guerre de 1914 est très lointaine et ses effets sur le mouvement ouvrier sont beaucoup plus dilués. On peut dire que la mutation du mouvement syndical se fait sous le seul effet de la concentration industrielle, sans que vienne s'y ajouter une rupture résultant du siphonage des anciens opposant à la guerre par les bolcheviks. Certes, comme le montre Guillaume de Gracia, il se crée en Argentine, immédiatement après la Révolution Russe de 1917, un courant « anarcho-bolchevik » qui a pour principal programme syndical de prôner la structuration du syndicat en branches. On devine bien quel est l'enjeu pour eux de cette structuration : non pas combattre une tradition de reconstruction communiste libertaire du système de production à partir de la base locale, puisque cette tradition n'existait pas chez les anarchistes argentins qui, contrairement à leurs homologues français, étaient restés hostiles à toutes les formes de coopératives ; mais simplement passer d'une structuration « horizontale » à une structuration « verticale » du syndicalisme.

Ceci débouchera sur la création en mars 1922 de l'USA syndicaliste révolutionnaire par autodissolution d'une ancienne scission de la FORA (la « FORA 9 », opposée à la « FORA 5 » qui gardera l'ancienne étiquette de FORA et maintiendra, voire renforcera en 1925 sa structure « horizontaliste »). La FORA restera cependant jusqu'à la « décade infâme » le principal syndicat et de très loin le plus capable de mobiliser les travailleurs argentin. Elle ne disparaîtra définitivement qu'en 1960. Cependant, après des tentatives initiales en ce sens, l'USA ne rejoindra pas l'Internationale syndicale rouge et corrélativement

le parti communiste ne connaîtra pas de développement significatif en Argentine et encore moins d'influence dans la classe ouvrière, même si durant la « décade infâme » l'enfermement et l'assassinat des anarchistes par le pouvoir lui laisse quelque temps un peu d'espace. L'USA, qui au départ se sent proche de la CNT espagnole, restera à mi-chemin entre l'ISR et l'AIT anarchiste à laquelle adhère la FORA. Au moment de la création de l'USA, ses principes apparaissent comme très révolutionnaires : « *Tout le pouvoir aux syndicats* » proclament les syndicats majoritaires de la nouvelle centrale lors du Congrès des 6, 7, 8, 9 et 10 mars 1922. Et on ne tarde pas à expulser les réformistes de la nouvelle centrale, au grand dam des socialistes qui s'attendaient à la création d'une centrale réformiste. Mais derrière le discours révolutionnaire et proclamant bien haut l'indépendance du syndicat par rapport à tous les partis se profile sans doute déjà l'évolution²⁵ qui amènera dix ans plus tard l'USA²⁶ à fusionner avec la CORA (antérieurement COA) tout à fait réformiste²⁷ pour fonder la CGT qui, treize ans après, deviendra l'épine dorsale du mouvement « justicialiste » de Perón.

Que signifie en effet « tout le pouvoir aux syndicats » si l'on prône en même temps une structuration du syndicat par branche, donc forcément « verticaliste », sinon « tout le pouvoir à l'appareil confédéral » ? Et qui mieux que le « Premier Travailleur d'Argentine » a réalisé ce programme ?

La FORA ne pourra pas résister à cette évolution car si les anarchistes argentins ne sont pas, contrairement à leurs camarades français, « siphonnés » par les communistes léninistes au nom de l'unité internationale de ceux qui s'étaient opposés à la guerre impérialiste, par contre l'absence d'un projet communiste libertaire d'organisation de la production alternatif au capitalisme les laisse sans base sérieuse pour justifier le maintien d'une organisation « horizonta-

25. Dès 1924, un des théoriciens anarchistes, Abad de Santillán, pronostique déjà cette évolution réformiste de l'USA.

26. Peut-être de plus infiltrée au sommet par la police, infiltration évidemment beaucoup plus destructrice pour l'organisation quand on a affaire à des structures « verticalistes » plutôt qu'à des structures « horizontalistes ».

27. Et d'ailleurs affiliée à l'Internationale syndicale réformiste d'Amsterdam.

PRÉFACE

liste » face à la structuration « verticaliste » en branches prônée par l'USA, puis la CGT. L'« horizontalisme » ne peut se contenter d'être une démarche idéologique. Pour survivre il doit proposer un mode de satisfaction des besoins populaires qui permette de se passer du capitalisme pour la satisfaction de ces besoins, puis d'effondrer ce capitalisme en le privant du marché populaire. C'est ce qui manquait cruellement à tous les niveaux (absence des paysans maîtres en partie – fermiers, métayers – ou en totalité – petits propriétaires – de leur production, refus des coopératives de consommation comme de production...) à la FORA, à la différence de la Fédération nationale des Bourses du travail française, y compris après l'intégration de celle-ci dans la CGT, jusqu'à la guerre de 1914.

Mais le mode même selon lequel l'anarchisme a été marginalisé dans chacun des deux pays annonce et prépare le programme et la structure politiques qui se pareront de ses dépouilles : d'un côté le léninisme qui établit la domination du parti à l'intérieur du syndicat, de l'autre le peronisme qui fait de l'appareil syndical (verticaliste) lui-même l'axe de construction du parti.

Pendant la première « décade infâme » (1930-1943) une certaine réunification des différents courants anarchistes, indépendamment de leurs appartenances syndicales respectives, s'effectue à partir de l'unité 3 de la prison de Villa Devoto où 300 d'entre eux vont en 1931 tenir pendant deux mois leur « petit congrès » sous la surveillance permanente des gardiens de prison. Ceci confortera la prééminence de la FORA, tout en impulsant le travail anarchiste à l'intérieur des autres centrales syndicales, mais par la suite beaucoup de ces militants anarchistes partiront combattre en Espagne aux côtés de la CNT et l'on peut supposer que beaucoup d'entre eux y disparaîtront, victimes des fascistes ou des staliniens, si bien qu'en 1943, au moment de l'arrivée de Perón au pouvoir, c'est la CGT qui occupe le devant de la scène syndicale. Le programme de la CGT est à cette époque entièrement réformiste, c'est-à-dire se concentre sur les revendications, notamment salariales, mais ce qui reste de l'héritage

syndicaliste révolutionnaire, c'est une très grande combativité. Perón s'efforcera, avec succès, de récupérer cette combativité à son profit. Le fait de dénommer son mouvement « justicialiste » est un signe envoyé aux anarchistes pour leurs luttes durant la « décade infâme » contre les emprisonnements iniques de militants, tels les « prisonniers de Bragado » pour lesquels le peuple argentin va se mobiliser sans relâche de 1931 à 1942 au point que même la CGT, qui au départ ne s'était pas beaucoup occupée de la question, va finir, sous la pression de sa base, par demander la libération des anarchistes injustement condamnés à la prison à vie.

Dans le même sens, après la prise du pouvoir par Perón en 1943, l'épouse du caudillo, Evita, reprend le terme de *descamisados* à son compte : il s'agit tout simplement du nom d'un des premiers journaux anarchistes argentins, créé en 1879. Mais l'accent mis sur les plus démunis et la paternelle et maternelle sollicitude de Juan et Evita Perón à leur égard n'impliquent absolument pas une remise en cause du capitalisme, dont le leader argentin se proclame le meilleur défenseur. Cependant, à la différence des régimes fascistes dont il s'inspire sur bien des points, Perón ne cherchera jamais à faire disparaître le syndicalisme ouvrier mais au contraire fera de la CGT le fer de lance de son mouvement. L'histoire de ce mouvement est peu déterminée par les événements internationaux, qui vont tant marquer l'histoire du mouvement ouvrier européen et notamment français : Première Guerre mondiale, Révolution russe, fascisme et nazisme, Deuxième Guerre mondiale. Même si Perón ne cache pas son admiration pour les régimes fascistes, il ne les imite pas beaucoup, et même pas du tout en ce qui concerne ses rapports avec le syndicalisme ouvrier.

Au total donc l'évolution du mouvement ouvrier argentin jusqu'en 1943 détermine ce qu'il deviendra sous Perón et après Perón et même, peut-on dire, jusqu'à la grande crise de 2001 : un mouvement combatif, réformiste et verticaliste.

5. France-Argentine 1943-2001

Le syndicalisme français, lui, va subir une deuxième mutation à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale : le première guerre l'avait fait passer d'un syndicalisme horizontaliste à dominante anarchiste à un syndicalisme verticaliste mais divisé par la bataille entre réformistes, par ailleurs partisans de l'« union sacrée » pendant la guerre, et révolutionnaires, anciens opposants à la guerre rapidement phagocytés par le mouvement communiste international par la médiation de l'Internationale syndicale rouge ; jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, c'était l'aile réformiste qui était dominante, même après le congrès de réunification de mars 1936 qui avait vu la fusion de la CGT et de la CGTU sous le label CGT. Cette aile réformiste va être déconsidérée par le vote massif des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 (569 voix pour, 80 contre et 17 abstentions) par la chambre élue en 1936 au nom du Front populaire. En ce qui concerne la CGT réformiste, si Léon Jouhaux fut assigné à résidence dès 1940 par le régime de Pétain, puis arrêté par les nazis et emprisonné de 1942 à 1945, celui qui était considéré comme son second, René Belin, sera ministre du Travail du même Pétain et cautionnera toute la politique de collaboration, y compris vis-à-vis des Juifs. Le mouvement communiste, après une période trouble liée à la signature du pacte germano-soviétique, qui vaudra notamment à Paul Nizan d'être exclu et sali par les staliniens²⁸ et qui amènera Jacques Duclos à faire au début de l'été 1940 une démarche auprès de la Kommandantur allemande pour obtenir l'autorisation de faire reparaître *L'Humanité*, se ressoude dès l'invasion de la Russie par les Allemands et entre totalement dans la Résistance à l'occupant. Le principal dirigeant communiste de la CGT réunifiée, Benoît Frachon, a semble-t-il gardé constamment une ligne antifasciste, même au moment de la signature du pacte germano-soviétique. La réunification est confirmée pendant la guerre et plusieurs rencontres ont lieu entre Frachon et Jouhaux avant l'arrestation de ce dernier par les nazis. Mais à la

28. Qui abandonneront à partir de 1970 les accusations qu'ils avaient portées contre lui pendant et après la guerre.

sortie de la guerre, le renversement du rapport de forces entre « réformistes » et « révolutionnaires » amène très vite les réformistes à sortir de la CGT pour former la CGT-FO, scission qui existe jusqu'à aujourd'hui, même si on commence à parler sérieusement d'une nouvelle réunification. Celle-ci serait assez logique car la deuxième contre-révolution antipaysanne ²⁹, menée en France sous la V^e république et qui a amené la paysannerie, sous la houlette de la JAC, du CNJA, puis de la FNSEA, à s'autodétruire grâce notamment à la PAC européenne, a détruit non seulement la possibilité d'un discours révolutionnaire en France, fût-il purement formel, mais même celle d'un discours réformiste de type néo-kéneysien si bien que les héritiers du stalinisme, notamment à la direction de la CGT ³⁰, sont tout aussi attachés à « l'économie de marché », c'est-à-dire non seulement au capitalisme, mais aussi au néolibéralisme, que ceux de la social-démocratie. L'« économie de marché », c'est le terme pudique utilisé par ceux qui n'osent pas dire qu'ils sont tout simplement les agents du capitalisme et notamment du capitalisme multinational. De ce point de vue, il convient de se demander si c'est un hasard que les deux structures mondiales les plus clairement au service du capitalisme transnational, l'OMC et le FMI, soient actuellement dirigées par deux « socialistes » français, respectivement Pascal Lamy (ex-directeur de cabinet de Jacques Delors, alors ministre des Finances, sous Mitterrand) et Dominique Strauss-Kahn (ex-ministre des Finances sous Jospin). Mais cette dérive des appareils ouvriers a une base sociale : les 32 % de paysans dans la population française en

29. Nous avons vu que la première était la guerre de 1914-1918 qui a détruit une première vague de petites unités de production agricoles en France. Mais du point de vue structurel, elle a été beaucoup moins « meurtrière » que la seconde vague des années 1958-2009 puisque, en 1945, nous étions encore à 32 % de paysans dans la population active alors que nous sommes aujourd'hui à 2,5 %. La première contre-révolution antipaysanne avait certes détruit la perspective communiste libertaire dans le mouvement ouvrier, mais la deuxième a détruit tout simplement la République, si bien qu'il n'y a plus de différence structurelle aujourd'hui entre l'Argentine du couple Kirchner et la France de Sarkozy.

30. De ce point de vue, le pas de clerc du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, appelant dans un premier temps à voter « oui » à la constitution européenne hyper néo-libérale concoctée par Giscard d'Estaing, avant de se rétracter pour ne pas être tourné sur sa gauche par Laurent Fabius, se passe de tout commentaire.

1945 continuaient à représenter une alternative sociale ³¹. La classe ouvrière française, avant la deuxième contre-révolution antipaysanne menée des années 1958 à aujourd'hui, ne se sentait pas prisonnière du mode de production capitaliste pour sa survie comme elle le croit aujourd'hui. Il est clair qu'un ouvrier d'aujourd'hui, qui reçoit tous les produits qu'il consomme du supermarché, qui considère comme une promotion pour ses enfants de faire une filière commerciale plutôt qu'une filière technique, vote inconsciemment pour cette évolution néolibérale de l'ensemble des appareils ouvriers. Et les secteurs les plus combatifs de la société urbaine renouent alors à leur façon avec la logique d'« expropriation » des anarchistes argentins des années 1920, seule alternative « anticapitaliste » possible pour une société urbaine entièrement coupée de la production paysanne. Le rapprochement est d'ailleurs loin d'être dépourvu de sens, surtout pour les jeunes d'origine algérienne, dont les familles considèrent souvent leur emprisonnement comme une gloire plutôt que comme une honte, car la résistance actuelle ³² est largement pour eux une suite de la lutte de libération des années 1945 (massacres de Sétif et Guelma) à 1962, qui était elle-même une lutte de libération sociale bien avant d'être une lutte de libération nationale.

La convergence entre la France et l'Argentine est particulièrement visible au niveau agricole : dans les deux pays, c'est le « tout exportation » qui prévaut. La France occupe le deuxième rang des pays exportateurs agricoles mondiaux, juste derrière les USA, et l'Argentine le septième rang. Les structures agraires sont très différentes

31. On l'a vu sous une forme particulièrement perverse pendant l'occupation allemande : les paysans, complètement coupés des intrants comme des débouchés capitalistes, ont dû retourner à une production 100 % écologique forcée, et même à un certain rétablissement de l'artisanat rural complémentaire de l'activité agro-pastorale ; ils ont néanmoins réussi à faire face à leur propre consommation, aux réquisitions de l'occupant, à l'afflux de réfugiés des villes tentant d'échapper à la famine qui y régnait et à un approvisionnement des villes, le fameux « marché noir », limité beaucoup plus par les contrôles de la Gestapo, de la milice pétainiste et de la police vichyste que par la capacité de production paysanne. L'« État français » de Pétain avait d'ailleurs tenté de récupérer à sa façon cette situation en prônant le « retour à la terre », dans l'optique « travail, famille, patrie », bien entendu. Les paysans lui ont répondu en fournissant, et de loin, le plus gros contingent des « maquisards ».

32. Ce qui n'empêche évidemment pas cette forme de « résistance » d'être récupérée par le cœur maffieux du système capitaliste.

puisque l'Argentine confronte une agriculture et un élevage latifundiaires dans la pampa avec une petite paysannerie précaire dans le nord et surtout le nord-ouest, tandis que la France est caractérisée par des agriculteurs suréquipés et surendettés, en général occupés à gérer les subventions européennes plus que le marché de leurs produits. Mais la logique de production est désormais la même, c'est-à-dire celle de l'OMC.

Le mouvement ouvrier argentin, lui, a pris sa forme canonique en 1943 avec l'institution de la CGT peroniste. Il garde sa combativité comme en témoigne notamment le *Cordobazo* de mai 1969. En 1955, Perón a démissionné après une tentative de coup d'État qui semblait pourtant manquée. Il reviendra au pouvoir pour un an en 1973 et meurt le 1^{er} juillet 1974. Deux ans après, commence la dictature des généraux qui s'achèvera en 1983. Au moment du *Cordobazo*, l'Église de gauche commence à s'implanter dans les « *villas miserias* ». Cet habitat précaire explose à ce moment là : Guillaume de Gracia indique que pour la seule ville de Buenos Aires « *la population des villas est passée, entre 1955 et 1970, de 80 000 à 800 000 âmes et atteint 1,5 million trois années plus tard* ». Dans cette mouvance, se constitue ainsi un « syndicalisme de libération » qui deviendra la « *CGT de los Argentinos* » où l'on trouve côte à côte les catholiques influencés par la partie de l'Église « *ayant fait le choix des pauvres* » et l'aile gauche du peronisme. Sous la dictature les « communautés ecclésiales de base », impulsées par les théologiens de la libération, se développent rapidement dans ces quartiers de la misère et organisent un mouvement d'occupation des terres urbaines avec un plan d'occupation des sols préalable qui permet de fabriquer ex nihilo un tissu urbain. Ces « *CEBS sont avant tout démocratiques, pratiquent l'assemblée et élisent des délégués révocables* ». Ainsi s'amorce, après cinquante ans de « verticalisme », et « sous la dictature la plus féroce qu'ait pu connaître le pays » un retour à l'horizontalisme qui avait caractérisé les cinquante années antérieures en Argentine. Cependant, comme le mouvement libertaire de cette époque et comme les mouvements horizontalistes qui se développeront après la crise de 2001, ces formes d'organisation des luttes populaires restent essentiellement urbaines.

PRÉFACE

Le Président radical élu après la chute de la dictature, Raúl Alfonsín ³³, démissionnera quelques mois avant la fin de son mandat, en 1989, emporté par l'inflation galopante. Sa présidence est une parenthèse démocratique, avant la deuxième « décade infâme » (1989-1999) correspondant à la présidence de Carlos Menem ³⁴. Après la dollarisation de 1992, l'économie argentine s'effondre progressivement jusqu'à la crise de décembre 2001. Carlos Menem est aussi responsable de la mutation de l'agriculture argentine basée sur le soja transgénique ³⁵ à partir de 1996, dont les semences sont fournies par la célèbre firme US Monsanto. Dix ans après, le soja (transgénique à 90 %) représente 30 % des exportations argentines, soit 37 millions de tonnes, envahissant 14 millions d'hectares, soit la moitié des terres cultivables. Cette expansion du soja transgénique sous Carlos Menem est en partie responsable de la crise de 2001, car de 1996 à 2001, les surfaces consacrées à la production de lait diminuent de 27 % et pour la première fois de son histoire l'Argentine doit importer du lait ³⁶ (d'Uruguay), la production de riz diminue de 44 %, celle de tournesol de 34 %, celle de viande porcine de 36 %, ce qui fait flamber les prix de tous ces produits, qui sont tous des produits de base de la consommation populaire.

33. Mort le 31 mars 2009.

34. Qui vient, il y a peu, d'être enfin condamné par la justice argentine qui a gelé sa fortune.

35. La principale qualité de ce soja est d'être « *round up ready* », c'est-à-dire résistant au désherbant Round Up breveté par la même firme Monsanto, ce qui est sensé permettre de le semer après un épandage de Round Up qui a éliminé les herbes concurrentes. C'est pour cela que Monsanto – firme chimique à qui on doit entre autres la production de l'« agent orange », utilisé pendant la guerre du Vietnam par l'armée américaine pour défolier les forêts vietnamiennes, et la catastrophe de Seveso –, s'est transformée en quelques années en firme semencière, la plus importante du monde. Les catastrophes écologiques et économiques qu'entraînent les produits OGM de Monsanto comme le coton Bt ou le soja transgénique s'abattent depuis quelques années sur un large ensemble de pays du Sud.

36. Actuellement, après la nouvelle flambée du soja transgénique impulsée par le couple Kirchner, les Argentins sont invités à consommer du lait de soja (transgénique) et du beefsteack de soja, manifestation par excellence de la déchéance du pays des gauchos.

6. De la crise argentine de 2001 à la crise mondiale de 2008-2009

Sous Carlos Menem, commence le mouvement horizontaliste des *piqueteros* qui va exploser lors de la crise de décembre 2001. Guillaume de Gracia expose de façon détaillée le développement de l'autoproduction et de l'économie de troc qui caractérise cette période. Les médias internationaux ont beaucoup parlé de cette économie alternative et elle est encore dans toutes les mémoires. Mais il faut aussi attirer l'attention sur un autre effet de la crise de 2001 : c'est la flambée du prix des terres. Comme la crise est alors localisée à l'Argentine, une masse d'acheteurs internationaux à visée agro-industrielle se précipitent sur la terre argentine et les petits et moyens propriétaires, étranglés eux aussi par la crise, vendent massivement. En quelques années, la surface moyenne des exploitations de la pampa passe de 250 à 538 hectares, ce qui correspond à la disparition des exploitations de moins de 50 hectares qui abaissaient la moyenne auparavant.

Avec l'arrivée du couple Kirchner au pouvoir, se produit une nouvelle explosion des surfaces consacrées au soja transgénique qui passent de 9,8 millions d'hectares en 2001 à 11,6 en 2002, pour atteindre 16 millions en 2007. Plus de 90 % des 37 millions de tonnes récoltées alors sont exportées. L'État prélève un impôt de 20 % sur les huiles et de 23 % sur les graines de soja, ce qui lui rapporte 10 milliards de dollars par an soit 30 % de ses recettes. Ce sont les fameuses *retenciones* qui ont déclenché, il y a tout juste un an, en mars 2008, un grand mouvement des producteurs de soja auquel Cristina Kirchner a dû faire face quelques mois après son élection le 10 décembre 2007. Grâce à cette manne financière, le couple Kirchner au pouvoir, « peronistes de gauche » peut tenter d'acheter un certain nombre de groupes *piqueteros*, ce qui brouille depuis quelques temps le message de l'horizontalisme argentin. Malgré le bras de fer qui oppose l'État argentin à la firme Monsanto, qui voudrait contre toute légalité percevoir des royalties sur le soja transgénique argentin, bien qu'il ait été convenu dès le départ que ses brevets ne

seraient pas valables en Argentine, il est clair que l'expansion du soja transgénique se fait au bénéfice des grands groupes agro-industriels étrangers, et notamment nord américains, qui ont largement acheté la pampa après la crise et qui, depuis quelques années, expulsent les petits paysans indiens et métis du nord-ouest argentin, comme ils le font au Paraguay ou au Brésil, pour étendre les surfaces consacrées au soja au-delà de la pampa. De plus, Monsanto elle-même n'a développé son soja transgénique résistant au Round Up que pour accroître ses ventes de Round Up, son produit phare de départ : de ce point de vue, son opération a parfaitement réussi puisque l'Argentine, qui consommait 1 million de litres de Round Up par an avant l'apparition du soja transgénique, en consomme maintenant 150 millions de litres par an. En Argentine comme en France³⁷ et à l'échelle mondiale, la « gauche » est d'abord le défenseur des intérêts des transnationales.

Cependant le brouillage du message de l'horizontalisme argentin n'est pas dû seulement à l'action de la soi-disant « gauche » au pouvoir. Il portait en lui-même certaines limites, bien qu'il représente une grande avancée par rapport au premier horizontalisme, celui de la période 1880-1930. Nous avons vu en effet que la raison principale du reflux de l'anarchisme argentin, et de la montée en son sein d'un « verticalisme » qui a directement débouché sur le peronisme de la CGT, était le refus de toute perspective de production alternative au capitalisme³⁸, ce qui le distinguait de la Fédération nationale des Bourses du travail française, y compris après son intégration dans la CGT jusqu'à la guerre de 1914-1918. Or, le mouvement horizontaliste consécutif à la crise de 2001 s'est, lui, lancé à une échelle sans précédent historique mondial dans cette production alternative, les échanges de biens et services par troc, etc. Il a même amorcé une extension à la production vivrière avec l'apparition de l'horticulture en zone périurbaine. Toutefois, son enfermement dans une logique

37. Rappelons une nouvelle fois que les principaux bras armés des transnationales que sont l'OMC et le FMI sont présidés par deux « socialistes » français, Pascal Lamy et Dominique Strauss Kahn.

38. Depuis le congrès de la FOA en juin 1903, en particulier refus des coopératives qu'elles soient de production ou de consommation.

urbaine ne lui a pas permis de retrouver la totalité du projet de construction d'une production communiste libertaire qui était celui des Bourses du travail en France. De fait, il n'a pas même opéré sa jonction avec les mouvements des paysans, notamment indiens, du nord-ouest qui luttèrent au même moment contre la dépossession de leurs terres. Or, cette jonction est absolument nécessaire pour réintégrer les Argentins dans le mouvement continental. En effet, les mouvements révolutionnaires les plus actifs dans toute l'Amérique latine (avec certaines ramifications aux USA et au Canada) sont d'une part les mouvements indiens et, d'autre part, le mouvement des sans-terres d'origine brésilienne, mais débordant largement le Brésil aujourd'hui : au Venezuela, par exemple, profitant de la volonté du régime Chavez de relancer la paysannerie, les sans-terres brésiliens sont très actifs, ce qui permettra vraisemblablement de compenser la répugnance pour les zones rurales que les Vénézuéliens partagent avec les Argentins. En ce qui concerne le mouvement indien, celui-ci a opéré sa jonction avec la théologie de la libération lorsque Don Samuel, évêque du Chiapas, a réuni en 1974 à San Cristóbal de Las Casas, pour le 500^e anniversaire de la naissance de Bartolome de Las Casas – qui fut lui aussi évêque du Chiapas –, un congrès de tous les mouvements indiens d'Amérique latine, qui peut être considéré comme l'équivalent pour la jonction entre mouvement indien et théologie de la libération de ce qu'avait été en pays musulman vingt ans auparavant la Conférence de Bandoeng, point de départ du premier tiers-mondisme. Depuis, ces mouvements sont à l'origine des principales mutations politiques en Bolivie, au Paraguay et, bien sûr, de l'action de l'EZLN au Chiapas. Le 30 juin 2008, les communautés indiennes du Chaco argentin lançaient l'appel suivant, qui converge avec les luttes de toutes les communautés paysannes du cône sud victimes de l'expansion du soja transgénique : « *Nous, les communautés indigènes du nord de l'Argentine, sommes les victimes, depuis une vingtaine d'années, d'un processus accéléré visant à l'extermination de nos communautés et de nos villages. Le soja nous expulse et nous tue. Exterminés, nous le sommes comme sous la colonisation espagnole ou sous les politiques du régime libéral de Julio Argentino Roca.* » Certes,

nous l'avons dit, ces communautés indiennes et même métisses sont très minoritaires en Argentine, mais elles présentent l'avantage d'inscrire la lutte argentine dans une lutte continentale, qui pourrait permettre enfin aux Argentins de sortir de leur enfermement urbain. À tout prendre, même dans la pampa, à supposer que les habitants de Buenos Aires, de Córdoba, de Rosario ou de Mendoza soient définitivement incapables d'aller cultiver la terre rurale, il vaudrait mieux, le jour où le soja transgénique va s'effondrer ³⁹, et où les sociétés agro-industrielles nord américaines qui ont acheté la terre après 2001 vont se retirer, que ce soit des paysans sans terres brésiliens ou des Indiens de Bolivie, du Guatemala ou du Paraguay qui reprennent la terre plutôt que de la laisser à l'abandon. Si l'usage sans discernement du Round Up n'a pas encore épuisé ces terres ⁴⁰, il pourrait alors se développer un retour à une culture vivrière et biologique et des réseaux d'approvisionnements des villes en produits agricoles permettant de construire définitivement une production des biens de consommation populaire sur une base horizontaliste,

39. Cet effondrement est prévisible pour deux raisons : d'une part la crise mondiale qui oblige toute entreprise endettée à réaliser ses actifs pour rembourser ses dettes puisque les banques ne prêtent plus ; et d'autre part la crise du soja transgénique lui-même et l'apparition du « soja rebelle » : comme l'indique le site Combat Monsanto, « *Avant l'arrivée du soja Round Up Ready de Monsanto, les agriculteurs argentins utilisaient quatre ou cinq herbicides différents sur une même parcelle, dont certains très toxiques comme le 2-4 D (un composant de l'agent orange), l'atrazine ou le paraquat (tous interdits d'utilisation dans l'Union européenne). Mais l'alternance entre les différents produits empêchait les mauvaises herbes de développer une résistance à l'un des herbicides. Aujourd'hui, l'utilisation exclusive du Round Up a entraîné l'apparition de biotypes qui furent d'abord "tolérants" au glyphosate : pour venir à bout de ces mauvaises herbes, les paysans ont d'abord dû augmenter les doses de Round Up. Mais après la tolérance, vint la résistance et l'apparition du "soja rebelle" (ou "volontaire" au Canada) qui se développe de plus en plus dans la Pampa. Avant l'arrivée du soja RR, l'Argentine consommait une moyenne annuelle d'un million de litres de glyphosate, en 2005 elle en consomme 150 millions, ce qui représente une manne financière conséquente pour Monsanto. L'augmentation des épandages de Round Up entraîne un épuisement des sols car la flore microbienne, essentielle à la fertilité des sols, est détruite par le désherbant total. La stérilisation progressive des sols entraîne une baisse de rendement, ce qui pousse les agriculteurs à recourir de plus en plus aux engrais chimiques et a pour conséquence d'augmenter les coûts de production* ». Le même type de cycle infernal s'est développé en Inde pour le coton transgénique Bt, également inventé par Monsanto pour vendre du Round Up, ce qui entraîne une vague de suicides de paysans ruinés dans tous les États qui ont adopté ces semences. Le côté humour noir de l'affaire est que ces paysans choisissent en général de se suicider en avalant du Round Up, ce qui provoque une mort assez lente et particulièrement atroce.

40. Voir note précédente.

c'est-à-dire un retour à une satisfaction des besoins sur une base communiste libertaire telle que l'avaient imaginée les Bourses du travail françaises à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. Ceci n'est pas unimaginable, car chaque paysan, produisant pour la consommation populaire, n'a besoin que d'une petite quantité de terres et peut donc la racheter même s'il n'a pas beaucoup de moyens ⁴¹.

Ceci dit, l'exemple argentin, surtout si on imagine son élargissement sur de telles bases, nous permet d'imaginer à l'échelle mondiale, et plus particulièrement en France, une réponse « horizontaliste » ou « communiste libertaire » à l'approfondissement de la crise mondiale qui s'annonce.

Passons d'abord quelques instants à analyser cette crise. Nous avons vu que ce qui caractérise le capitalisme – et que le communisme libertaire des Bourses du travail avait commencé à inverser en donnant la priorité aux coopératives de consommation sur les coopératives de production – c'est la priorité de la production (capitaliste, c'est-à-dire productrice d'abord de plus value et seulement de façon seconde de biens utiles) sur la consommation : consommer plus pour produire plus et non pas produire plus (et mieux) pour consommer plus (et mieux). Un exemple emblématique de cette logique est celui soulevé récemment par les organismes qui luttent contre l'exploitation du travail des enfants : des dizaines de milliers d'enfants indiens travaillent pour des salaires misérables pour produire dans de petites entreprises des jouets électroniques qui sont ensuite vendus à Carrefour et à d'autres bienfaiteurs de l'humanité, lesquels mènent ensuite en Europe, aux États-Unis et au Japon des campagnes de publicité en direction des enfants telles qu'aucun enfant, s'il ne veut pas être la risée de ses camarades d'école, ne va pouvoir se passer de faire acheter par ses parents, même s'ils n'ont pas beaucoup de moyens et si lui-même n'en a pas tellement envie, le jouet en question. Après quoi, soit le jouet sera mis dans un coin

41. On peut aussi compter sur l'inventivité dont ont fait preuve les Argentins pour trouver des formules comme la vente par tous petits lots de la terre à des masses d'acheteurs urbains qui la louent ensuite à des petits producteurs ruraux, éventuellement contre une fourniture de produits en nature, etc.

PRÉFACE

au bout de quelques jours et encombrera les placards, soit au contraire l'enfant va y consacrer de plus en plus de temps au détriment de ses apprentissages et de ses résultats scolaires. Quand il s'agit d'une marchandise qui n'est pas importée mais produite sur place, on va ajouter à la panoplie du discours capitaliste l'idée que développer la production, c'est développer l'emploi. La « défense de l'emploi », priorité affirmée de tous les gouvernements de droite comme de gauche, n'est donc rien d'autre que la défense de la capacité pour les capitalistes d'extorquer de la plus value aux travailleurs. On se trouve donc devant cette situation, criante à l'échelle mondiale, mais vérifiable même à l'intérieur de chaque pays capitaliste développé, d'une part de besoins de consommation urgents qui ne sont pas satisfaits et, d'autre part, de secteurs entiers de la population qui n'ont pas d'emploi ou qui sont sous-employés ou qui sont employés à produire des marchandises qui n'ont aucun caractère de priorité, voire qui sont carrément inutiles sinon nuisibles, pour la population comme dans l'exemple ci-dessus (sans parler de la production d'armements, de stupéfiants et de tous les trafics maîtrisés par les différentes mafias qui dominent de plus en plus le système bancaire mondial qui blanchit à tour de bras l'argent sale). Et ce sont souvent les mêmes personnes qui vivent ces deux situations simultanément.

Lorsque nous entendons tous les jours les représentants politiques et syndicaux de la « gauche », y compris ce qu'il reste des soi-disant « communistes », répéter à l'envi qu'il n'y a pas d'alternative à l'économie de marché, c'est ce système-là qu'ils défendent et qu'ils nous appellent à défendre. Quant aux militants d'extrême gauche qui dénoncent ce système mais ne proposent pas de système alternatif, ils servent simplement de faire-valoir aux précédents du fait que leur opposition au système n'a aucune crédibilité aux yeux des travailleurs qui ne voient pas comment leur consommation peut être assurée autrement que par les produits que leur propose le système capitaliste.

Car depuis le fordisme, la bourgeoisie a compris qu'elle ne pouvait pas se contenter d'un marché de produits de luxe qui lui soient seulement destinés, comme c'était largement le cas au XIX^e siècle.

Et ceci pour deux raisons dont la seconde est beaucoup moins souvent mise en avant que la première, alors qu'elle est infiniment plus importante pour la survie du système :

1. le passage à une production de masse destinée à la consommation populaire permet un élargissement considérable du marché,

2. mais surtout il emprisonne les ouvriers et toutes les couches sociales populaires dans la logique du capitalisme en supprimant toutes les alternatives précapitalistes à la satisfaction des besoins, ce qui n'a cessé de se développer depuis 1945 : si l'agriculture elle-même, notamment en France, reste précapitaliste au niveau de sa structure productive, puisque la production est essentiellement familiale, par contre elle est enserrée en amont (mécanisation de plus en plus inévitable au fur et à mesure que les surfaces mises en valeur par chaque agriculteur s'accroissent, idem pour les engrais chimiques, les herbicides, les pesticides, etc.) et en aval (développement des industries agro-alimentaires qui se substituent à l'ancienne transformation « à la ferme », contrats de sous-traitance entre ces industries agro-alimentaires et les agriculteurs qui poussent ceux-ci à l'élevage en batterie – le fameux poulet aux hormones –, à l'agriculture hors sol ou sous serre, développement du conditionnement des produits agricoles et des emballages inutiles, qui permettent de nouveaux profits au capital sous forme de retraitement des déchets et amènent la création de véritables continents de déchets plastiques dans les océans, etc.) par le capitalisme si bien que son apport relatif quand le produit arrive dans l'assiette du consommateur est de plus en plus minorisé. Pour le reste de la consommation populaire, tout ce qui venait de l'agriculture ou de l'artisanat a été détruit au profit de la production capitaliste : substitution des textiles artificiels aux textiles naturels, du « préfabriqué » industriel à la construction artisanale de logements, ce qui amène pour rentabiliser ce préfabriqué à construire des logements tous semblables aussi bien dans le logement collectif (les « barres » et les « tours ») que dans le logement individuel, substitution de la photocomposition puis de la production numérisée aux anciennes imprimeries, développement de la consommation populaire d'automobiles, d'électroménager, de télévisions,

PRÉFACE

de micro-informatique, de produits « multimédias », de jeux électroniques, etc., aux dépens d'autres consommations qui seraient sans doute plus épanouissantes et moins désocialisantes.

Une fois établie cette nouvelle donne, comment « stimuler la consommation » pour maintenir et développer la production ? Il y a deux méthodes :

1. la méthode keynésienne, inventée en pleine crise de 1929 et qui n'a pleinement produit ses effets qu'après 1945 : augmentation des salaires, redistribution publique par des politiques sociales reposant sur des prélèvements par l'impôt ou autres (sécurité sociale), allocations de pertes d'emploi, qui prennent une importance particulière en période de crise pour éviter la chute en spirale : les licenciements, rendus nécessaire par la réduction du marché solvable et la baisse des ventes qui en résulte, provoquent une nouvelle réduction du marché solvable donc de nouveaux licenciements et ceci jusqu'à l'effondrement total ; c'est cette leçon qu'a récitée Barak Obama pendant sa campagne électorale, avec son corollaire : nous devons accepter d'accroître l'endettement de l'État (alors que l'endettement public des USA est déjà abyssal) parce que si nous ne le faisons pas, nous entrerons dans cette spirale et au final les pertes pour l'État, suite à l'effondrement de l'assiette de l'impôt, seront encore plus considérables ;

2. la méthode néo-libérale : c'est celle qui a été appliquée ces trente dernières années et à laquelle se sont ralliés tous les politiques, de droite comme de gauche : on comprime les salaires, on réduit les retraites ou on remplace les retraites par répartition par des retraites par capitalisation, on ne verse d'allocations chômage que de façon rapidement dégressive et sur une période de plus en plus courte, on fait payer la santé par le malade et non plus par la collectivité mais, pour maintenir le marché et « stimuler la consommation », on distribue à tout va du crédit au logement, du crédit automobile et toutes les sortes de crédits à la consommation. Qui fournit ces crédits ? les banques. Et qui se trouve en situation objective de banqueroute quand ce système arrive au bout de sa logique : les banques aussi ; c'est là l'origine de la fameuse crise des subprimes, détonateur

de la crise économique mondiale ; mais celle-ci n'est qu'un des aspects – le crédit au logement pour des gens manifestement incapables de rembourser – d'une politique d'ensemble dont les effets se font aussi sentir avec l'effondrement du marché de l'automobile, qui entraîne à son tour la faillite des équipementiers et va être suivi par celui du BTP dû au ralentissement ou à la disparition des constructions de routes et d'autoroutes, voire de l'entretien de celles qui existent et tous les autres secteurs dépendant du crédit à la consommation vont suivre ;

3. dès lors, c'est à de véritables travaux d'Hercule que prétend s'atteler Barack Obama, car il lui faut simultanément mener la politique keynésienne qui évitera l'effondrement en spirale chute de l'emploi-réduction du marché-nouvelle chute de l'emploi, etc., et la politique de compensation des effets de trente ans de « solutions » néolibérales par la distribution de sommes colossales aux banques. Ce qui se profile derrière tout cela, c'est la banqueroute des États eux-mêmes. On en a eu, en France, un premier signe annonciateur avec, pour la première fois depuis sa création en 1816, un bilan négatif annuel de la Caisse des dépôts et consignations, chargée notamment du paiement des retraites des fonctionnaires. Et ce déficit n'est pas négligeable : 1,5 milliard d'euros ; si on fait l'hypothèse, pas spécialement pessimiste dans la période, que ce déficit va doubler tous les ans, l'État français sera en banqueroute dans trois ans et demi puisque la Caisse des dépôts n'a que 18 milliards d'euros de fonds propres pour continuer à payer malgré ces déficits.

La mise en accusation des banques rendues responsables de la crise est donc une vaste rigolade : certes les banquiers méritent largement tous d'être pendus haut et court, mais ce sont trente ans de politiques néo-libérales qui ne pouvaient pas avoir d'autre issue que la crise actuelle. Et c'est l'ensemble du système capitaliste et de ses thuriféraires de droite et de gauche qui porte collectivement la responsabilité de la situation.

Il n'est donc pas du tout impossible que d'ici quelques années, voire quelques mois, on se trouve dans une situation telle que les

PRÉFACE

classes populaires dans les pays « développés » ne puissent plus compter sur le capitalisme pour satisfaire leurs besoins. Nous savons depuis la crise de 1929 que, dans une telle situation, s'il n'y a pas de solution révolutionnaire de remplacement du capitalisme, c'est une forme ou une autre de fascisme qui triomphe en convainquant le peuple de ne plus satisfaire ses besoins, avec des arguments tels que « il vaut mieux avoir des canons que du beurre », « quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver » ou encore « vive la mort ». Et précisément, lors de la crise de 1929, le stalinisme n'était pas une solution de remplacement, mais une mauvaise copie du système capitaliste. Il avait par contre largement contribué à détruire la seule solution de remplacement viable, le communisme libertaire des Bourses du travail.

Nous avons évoqué ce que pourrait être un développement complet de l'« horizontalisme » en Argentine – et dans le reste de l'Amérique latine et notamment son cône sud – si la crise barrait définitivement la « sojaïsation du pays », solution catastrophe imaginée successivement par les peronistes « de droite » (Menem) et « de gauche » (Nestor, puis Cristina Kirchner), ainsi que par d'autres apprentis sorciers voisins (Lula au Brésil) pour repousser les problèmes.

Voyons maintenant ce que cela pourrait donner dans un pays comme la France.

Notons tout d'abord, qu'indépendamment de la crise et de tout projet révolutionnaire, il y a depuis au moins vingt ans un retournement complet des Français concernant l'image du monde rural. Les villages désertés dans les années 1960 se repeuplent largement, les maisons abandonnées sont réhabilitées et modernisées et leur prix a d'ailleurs cru à toute allure au cours des vingt dernières années avant de recommencer à décroître un peu avant le début officiel de la crise (mais cette décroissance n'est pas due à un arrêt de l'engouement pour le rural, mais aux premiers tremblements annonciateurs du séisme global lui-même). Cette demande est d'ailleurs stimulée par le prix prohibitif du logement dans les grandes villes et notamment

à Paris, qui s'étend progressivement à des banlieues de plus en plus éloignées du centre, d'où le phénomène bien connu de la « grande couronne », où habitent des gens qui se rendent tous les jours à Paris ou en banlieue pour leur travail, avec tous les coûts en temps de transport et en surcharge des moyens de transport individuels ou collectifs que cela suppose. Par ailleurs, les réseaux d'approvisionnement vivrier direct auprès de paysans par fourniture régulière de « paniers » précomposés sont loin de n'intéresser que les « bobos », la demande de jardins ouvriers n'a jamais été aussi forte. Les écoles d'agriculture sont pleines et la demande de terres pour se réinstaller comme agriculteurs est en plein boom.

Si nous passons à d'autres types d'activité, un nouveau marché florissant s'est ouvert au capitalisme et se développe impétueusement : celui du bricolage et le « *do it yourself* » est en pleine expansion. Or, ce n'est pas la première fois que des capitalistes individuels joueraient contre la logique d'ensemble du système capitaliste parce que seul leur importe leur intérêt personnel immédiat : les Leroy-Merlin, Castorama, Bricorama, Bricodépôt et autres surfent sur cette vague, qui a à la fois pour cause la meilleure satisfaction que l'on retire d'un produit qu'on a fait soi-même, car il correspond forcément mieux à ce qu'on cherchait que ce que voudrait vous imposer le marché capitaliste, et l'économie d'argent que représente cette autoproduction, même si l'équipement en moyens de production est coûteux.

La « financiarisation » du capital industriel a aussi des conséquences que certains chercheurs « honnêtes », en contact avec les entreprises, relèvent volontiers : c'est que les grands groupes se sont concentrés sur leurs holdings financiers et sous-traitent tout ce qui est du domaine du savoir-faire à des PME, y compris des micro-entreprises (moins de 10 salariés ; ces entreprises, qui relèvent des Chambres des métiers, sont considérées comme artisanales) et tout ce qui est du domaine de la production scientifique aux laboratoires de recherche publics, qu'ils soient universitaires ou CNRS. Il en résulte que lorsqu'un de ces chercheurs négocie un contrat avec une grande entreprise, il a affaire à des gens qui ne comprennent rien à

PRÉFACE

ce qu'il dit car, à part dans le domaine financier, ils sont devenus d'une ignorance abyssale. Par contre, quand il négocie avec une PME, voire une micro-entreprise, même si le langage n'est pas le même au départ, on finit très vite par bien se comprendre parce qu'on parle du concret. L'ignorance abyssale des « donneurs d'ordre » a des effets cocasses, que racontent volontiers les sous-traitants dès qu'ils sont en confiance : en effet on a coutume de dire que les cahiers des charges proposés par les donneurs d'ordre étranglent systématiquement les sous-traitants ; en réalité, ces deniers constatent que c'est par incompetence plus que par volonté de faire du fric à tout prix sur le dos des sous-traitants que les donneurs d'ordre imposent de tels cahiers des charges, car il arrive presque aussi souvent qu'ils surestiment le coût d'une opération pour le sous-traitant, ce qui permet à celui-ci de réaliser sur cette opération un bénéfice confortable qui compensera le manque à gagner d'une autre opération. C'est pourquoi les sous-traitants survivent. Cela montre l'intérêt qu'il y aurait à court-circuiter les grandes entreprises, qui n'ont plus aucune utilité dans le processus productif, et à mettre directement en relation les PME et micro-entreprises détentrices et productrices des savoir-faire d'un côté et les laboratoires de recherche, détenteurs et producteurs des savoirs scientifiques de l'autre. Pour construire le communisme libertaire, les PME et micro-entreprises devraient se transformer en coopératives, mais souvent c'est déjà le cas dans les secteurs les plus high tech comme la production de machines outils, y compris à commandes numériques, qui est assurée essentiellement par des coopératives ouvrières en Allemagne ou en Espagne.

Il faut ajouter à cela un constat encore plus spécifique à la France : nous avons vu que la décroissance rapide du nombre d'unités de production paysanne date de 1958, date à laquelle ils ne représentaient plus 32 % de la population active comme en 1945, mais encore plus de 20 %. Cela veut donc dire que parmi les gens qui avaient quinze ans et plus en 1958, il y en a au moins 20 % qui ont été élevés dans une unité de production paysanne et qui par conséquent,

vu la participation très précoce des jeunes à l'activité de leurs parents en milieu rural, maîtrisent tous les savoir-faire paysans. Or, ces gens ont actuellement entre 65 et 80 ans, ce qui veut dire qu'ils sont presque tous vivants et susceptibles en partie de reprendre eux-mêmes une activité rurale et certainement de transmettre leurs savoir-faire à leurs enfants et leurs petits-enfants, voire à tout jeune qui en serait demandeur.

Comment peut se traduire une aggravation de la crise dans le milieu rural actuel ? Nous avons affaire à une agriculture familiale, vivant des subventions de la PAC et de plus en plus endettée. Si les restrictions sur le crédit bancaire s'aggravent, ce qui est déjà programmé, si les subventions européennes disparaissent, ce qui l'était déjà avant la crise, ces paysans, y compris les plus gros qui, à de rares exceptions près, sont loin d'être des latifundiaires, vont être obligés de vendre la partie de terre qu'ils ont en faire-valoir direct pour payer leurs dettes et se replier sur le faire-valoir indirect pour sauver leur entreprise et donc réduire les surfaces qu'ils mettront en valeur. Comme tous les paysans se trouveront dans la même situation au même moment, ils ne vont pas pouvoir faire jouer le droit de préemption que leur accorde les Safer et s'acheter prioritairement la terre entre eux (ce qui a pour effet de faire grossir les grosses unités et disparaître les petites) comme cela se passe actuellement. Supposons qu'au même moment une masse de petits épargnants détenteurs de livrets A – ce qui n'est pas précisément un placement de grand capitaliste – préfère sécuriser son épargne au lieu de la laisser sous la haute garde de la Caisse des dépôts et consignations, qui, nous venons de le voir, est menacée de banqueroute. Il y a, au 31 décembre 2008, 139,2 milliards d'euros déposés sur les livrets A. Le prix moyen de vente de la terre agricole sur le marché libre est de 4 000 euros l'hectare (entre paysans, il est de 3 000 euros). La transformation de tous les livrets A en terre agricole aux prix du marché libre permettrait donc d'acheter 35 millions d'hectare, soit 350 000 km², c'est-à-dire la totalité de la terre agricole en France. Ces chiffres ne sont là qu'à titre indicatif pour indiquer la faisabilité, et probablement le grand intérêt que présenterait pour ceux qui se

lanceraient dans l'opération, de revenir à une proportion de paysans dans la population active française identique à celle de 1945, soit 32 %, sans expropriation ni révolution violente. L'exemple du rachat des droits féodaux aux princes et des terres aux nobles, sans aucune violence, montre que 50 000 paysans briançonnais ont réussi, de 1343 à 1790, l'expérience de « communisme agraire »⁴² la plus extraordinaire qu'ait connue l'histoire de France. *A fortiori* s'il s'agit de terres aux mains de paysans travailleurs – même les plus riches –, cette solution pacifique s'impose.

Supposons aussi que les 32 % de la population active, qui aura procédé à ce nouveau partage de la terre agricole française, soit aussi celle⁴³ qui dispose, elle-même ou par des parents ou grands-parents encore dynamiques, d'un accès facile et rapide aux savoir-faire paysans, ce qui semble assez réaliste. Ces paysans se trouveront donc en moyenne disposer de 8 hectares⁴⁴ pour chaque unité de production. Mais rien n'oblige à ce qu'ils utilisent ces 8 hectares de façon strictement individualiste. Au contraire, pour l'élevage, l'exploitation de la forêt, la cueillette, la chasse, la pêche, etc., l'existence de communaux est bien plus rentable que la propriété individuelle et on ne voit pas pourquoi ces paysans ne seraient pas conscients de cela, comme l'avait bien pressenti Pelloutier que nous avons déjà cité à ce sujet : « *le paysan a, plus peut-être encore que l'ouvrier des villes, le sens de la coopération communiste : il l'a en raison même de son âpreté au gain, de son désir ardent de remplacer une propriété précaire par une possession durable...* ». Imaginons donc, pour fixer les idées, que la moitié de ces propriétés soient conservées en moyenne (car la répartition variera forcément selon qu'on est dans une zone plutôt agricole ou

42. Pour reprendre la formule que Kropotkine applique, dans son ouvrage *La Grande Révolution*, aux effets de la politique montagnarde de juin-septembre 1793 dans les campagnes, répondant enfin aux revendications formulées par les paysans depuis des siècles et particulièrement depuis l'été 1789.

43. Parmi lesquels il ne faut pas oublier bon nombre d'immigrés ouest-africains ou maghrébins qui ont souvent été agriculteurs dans leurs pays d'origine avant de devenir ouvriers de l'automobile ou du bâtiment, éboueurs, etc., en France. Si les savoir-faire ne sont pas exactement les mêmes, on apprend beaucoup plus facilement un nouveau savoir-faire paysan quand on a déjà été paysan que quand on a un Bac Pro ou un BTS « Force de vente ».

44. 35 millions d'hectares divisés par un peu moins de cinq millions de familles anciennement ou nouvellement paysannes si on veut arriver aux 32 % d'actifs agricoles dans la population active.

plutôt d'élevage, plutôt montagnaise ou plutôt en plaine, plutôt forestière ou plutôt cultivable, etc.) par l'agriculteur individuel et l'autre moitié confiée par lui à la commune en échange de droits collectifs. Tout d'abord, d'un point de vue théorique, ceci ne s'oppose en rien au communisme libertaire car ce qui importe, pour réaliser ce projet, ce n'est pas que tout le monde soit privé de propriété individuelle, ce qui a toujours débouché sur la disparition du sujet individuel au profit de l'État, mais c'est que tous les échelons emboîtés de la société voient reconnaître leur subjectivité sur le plan juridique par une forme de propriété : propriété individuelle, propriété communale, propriété intercommunale selon l'ampleur des coopérations nécessaires pour telle ou telle entreprise ⁴⁵. Et pourquoi pas une propriété mondiale pour des entreprises qui ne peuvent être qu'à cette échelle comme la conquête du système solaire, voire des exoplanètes les plus proches.

Ceci déboucherait donc forcément sur une agriculture totalement biologique, qui n'aurait besoin d'aucun intrant industriel. Mais ceci ne veut nullement dire un retour à des rendements du type de ceux de l'Ancien Régime ou même du XIX^e siècle. Aujourd'hui l'agriculture entièrement biologique, qu'elle soit associée à l'élevage comme dans les systèmes polyculture-élevage bretons, ou qu'elle cherche ses intrants azotés dans des productions végétales ad hoc, a une productivité certes inférieure à l'agriculture bourrée d'intrants chimiques qui pollue les rivières et les nappes phréatiques, voire les nappes fossiles. Mais l'ordre de grandeur de ces rendements reste le même. Prenons l'exemple emblématique du blé : la France détient le record du monde absolu des rendements avec 7,9 tonnes à l'hectare en moyenne. Or, en agriculture entièrement biologique, on obtient 4 tonnes à l'hectare, soit un peu plus de la moitié ; et la France exporte les deux tiers de son blé. On en déduit immédiatement que si on passait entièrement à la production biologique de blé et si on consacrait au blé exactement les mêmes surfaces qu'aujourd'hui, la France dégagerait encore un excédent de blé de 50 % par rapport à

45. Les Briannonnais avaient d'ailleurs mis au point un système parfaitement efficace de répartition de la propriété à ces différents niveaux.

PRÉFACE

sa consommation. Mais ceci ne tient pas compte du fait que des producteurs produisant sur une propriété d'en moyenne 4 hectares, consacrés à la production agricole, pourraient donner des soins beaucoup plus intensifs à leur production que les agriculteurs actuels qui, même biologiques, ont des surfaces bien supérieures à cultiver, et donc obtiendraient des rendements supérieurs ; par ailleurs, la recherche agronomique n'aurait plus à être concentrée dans un organisme national comme l'Inra, mais devrait être menée dans chaque « pays » (au sens que les géographes et les historiens ruraux donnent à ce mot), en contact permanent avec les paysans et donc, au lieu d'expérimenter sur les OGM, elle pourrait prendre en compte beaucoup mieux qu'actuellement les spécificités de chaque terroir, ce qui augmenterait aussi les rendements à l'hectare sans épuiser le sol.

Forcément, pour promouvoir cette agriculture, les paysans auraient besoin de tout un ensemble d'activités artisanales et de petites industries locales, qui ne seraient pas le retour au forgeron, au charron ou au bourrelier du début du xx^e siècle (ce qui n'exclut pas non plus que ces métiers recommencent à se développer), mais viseraient à répondre aux besoins de cette paysannerie, ceci comprenant les chercheurs, les enseignants (pourquoi avoir des universités de 30 000 étudiants si on peut en faire des plus petites et mieux préparées à répondre aux besoins locaux aussi bien culturels qu'économiques ?), les médecins, la production d'énergie renouvelable, etc. Pour fixer les idées, on peut considérer que cela doublerait la population rurale, ce qui l'amènerait globalement à 64 % de la population active totale. Les 36 % restant pourraient habiter dans des villes plus ou moins grandes pour répondre à tous les besoins qui ne pourraient pas être satisfaits à l'échelle locale, y compris par des entreprises de dimension mondiale pour les grands projets qui engageraient l'ensemble de l'humanité.

Ceci renouerait donc, en mobilisant et en développant et poursuivant toutes les découvertes faites depuis un siècle et qui sont d'un véritable intérêt pour le bonheur collectif – et pas simplement pour permettre aux capitalistes d'extorquer de la plus value –, avec le programme communiste libertaire des Bourses du travail. Au-delà, on

renouerait aussi avec le programme de la Grande Révolution Paysanne française à son apogée et, au-delà encore, avec les diverses formes de communisme agraire inventées au fil des siècles.

Ainsi commencerait à se réaliser l'espoir formulé par Kropotkine dans les dernières lignes de *La Grande Révolution* : atteindre enfin la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, « *cette lumière vers laquelle nous marchons* ».

La nuit finale approche, réveille-toi



I

LES PREMIERS TEMPS

I. Entre socialisme et utopie

1. Jeunesse dorée

Dans son livre sur les Internationales latino-américaines, José Luis Rubio considère que les premières graines idéologiques de la contestation sociale et la naissance d'une conscience de classe en Amérique latine furent surtout le fait de petits cercles d'intellectuels, de poètes, d'écrivains ou d'étudiants, groupés en clubs ou autour de revues de réflexion ¹. Ces hommes ont souvent séjourné en Europe où ils se sont imprégnés de la pensée et de la philosophie sociale des premiers socialistes – dont Saint-Simon, Fourier, Cabet, Blanc, Owen... La France, selon les cas, grâce ou malgré sa parenthèse bonapartiste, est toujours auréolée d'une mystique révolutionnaire et

1. José Luis Rubio, *Las Internacionales obreras en América (1928-1970)*.

libératrice à cette époque. Nombre d'intellectuels latino-américains la considèrent tout bonnement comme la voie à suivre, quitte à s'y inféoder intellectuellement, voire concrètement, en demandant son soutien militaire. Parmi ces premiers socialistes latino-américains, l'Histoire retient sans nul doute la figure de l'Argentin Esteban Echevarría (1805-1851). Écrivain et poète considéré comme un nouveau romantique, il bouleverse sa génération et les suivantes avec son livre *Los Consuelos* publié en 1832. Echevarría, comme beaucoup d'autres, a séjourné en France cinq années, entre 1825 et 1830, mais s'est vu obligé de quitter le pays faute de moyens pour financer ses études de droit. De retour en Argentine, la dictature de Juan Manuel de Rosas le pousse à tenter de réveiller « l'esprit de mai » : l'esprit des révolutionnaires de 1810² ayant sonné le début d'une révolution qui culminera en 1816 avec la déclaration d'indépendance du pays vis-à-vis de la couronne espagnole. De retour en Argentine, Echevarría rencontre Juan María Gutierrez et Juan Bautista Alberdi. Les trois hommes commencent à se réunir régulièrement dans une librairie appartenant à Marcos Sastre. Ces réunions vont rapidement devenir un point de rendez-vous de la jeunesse de Buenos Aires, un salon de causeries et de lectures à la disposition des étudiants, inauguré le 23 août 1837. Autour de ce salon et d'Echevarría va peu à peu s'échafauder une mouvance intellectuelle qui va réellement prendre forme avec le journal *La Moda* (novembre 1837-avril 1838), auquel participent de nombreux collaborateurs et qui fait le grand écart entre marques de respect répétées pour la personne et la politique de Rosas et la conservation d'un ton d'une indépendance d'esprit et d'un positionnement en faveur des thèses libérales et progressistes évident. Le salon disparaît en mars 1838, mais va donner naissance à l'association Jeune Argentine qui, comme son nom l'indique, regroupe essentiellement des jeunes gens dont l'objectif premier est de travailler pour la patrie.

2. L'entrée des troupes napoléoniennes en Espagne en 1808 et l'exil du roi Fernando VII à Valencay, sur les terres de Talleyrand, privent de toute autorité le représentant de la couronne en Amérique du Sud, le vice-roi du Rio de La Plata, Francisco Javier de Elío. Une junte le représentant va ainsi prendre la tête du gouvernement.

3. Abad de Santillán, *Historia Argentina*, t. 2, p.308.

Plus tard, le 23 juin 1838, une trentaine de jeunes gens se réunissent autour d'Echevarría qui leur lit *Las Palabras simbólicas de la nueva generación* (les paroles symboliques de la nouvelle génération) ³ :

« Association ; progrès ; fraternité ; égalité ; liberté ; Dieu, centre et périphérie de nos croyances religieuses ; le christianisme en sa loi ; l'honneur et le sacrifice, mobile et norme de notre conduite sociale ; adoption de toutes les gloires légitimes, tant individuelles que collectives de la révolution ; continuité des traditions progressistes et rejet des rétrogrades qui nous subordonnent à l'ancien régime ; émancipation de l'esprit américain ; organisation de la patrie sur des bases démocratiques ; confraternité de principes ; fusion de toutes les doctrines en un centre unitaire ; abnégation des sympathies qui peuvent nous lier aux deux grandes factions qui se sont disputées le pouvoir pendant la révolution. »

« À celui qui s'acoquine avec la corruption : anathème.

À celui qui encense la tyrannie ou se vend à son or : anathème.

À celui qui trahit les principes de liberté d'honneur et de patriotisme : anathème.

À celui qui vacille le jour grandiose des fils de la patrie : anathème.

À celui qui regarde derrière lui et qui sourit au son des trompettes de la régénération de la patrie : anathème. »

« Gloire à ceux qui ne se découragent pas dans les conflits et tiennent confiance en leur propre force. D'eux viendra la victoire.

Gloire à ceux qui ne désespèrent pas et qui ont foi en l'avenir et au progrès de l'humanité. D'eux viendra la récompense.

Gloire à ceux qui travaillent de manière acharnée afin d'être dignes de la patrie. D'eux viendront les bienfaits de la postérité.

Gloire à ceux qui ne transigent avec aucune tyrannie et sentent battre dans leur poitrine un cœur pur, libre et arrogant.

Gloire à la jeunesse argentine qui ambitionne d'émuler les vertus et réaliser la grande pensée des héroïques pères de la patrie.

À toujours et prospérité. »

Ces paroles, quasi métaphoriques, se concrétiseront en devenant le « dogme socialiste de l'Association de mai », qui serait la première expression socialiste de l'Amérique latine. Ce socialisme, Echevarría le définissait ainsi :

« Le socialisme n'est rien d'autre que la démocratie ; nous voulons la démocratie dans l'enseignement et, à travers lui, dans la famille, la démocratie

4. Abad de Santillán, *Historia Argentina*, tome 3, p. 544.

dans l'industrie et dans la propriété, dans la distribution et la rétribution du travail ; dans l'assise et la répartition de l'impôt, dans l'organisation de la milice nationale ; dans l'ordre hiérarchique des capacités ; en somme, dans tout le mouvement intellectuel, moral et matériel de la société argentine⁴. »

Mais Echevarría et ses compagnons ont l'impression de prêcher dans le désert. Pourtant, malgré ce manque de visibilité, l'Association de mai tentera de fomenter une insurrection militaire contre Rosas qui échouera, mais donnera des idées à certains d'entre eux, dont Bartolomé Mitre – un de ces jeunes Portègnes engagé dans l'association –, futur président de l'Argentine entre 1862 et 1868, traducteur de *Ruy Blas* en espagnol, écrivain et poète, fondateur du journal *La Nación*. L'échec est d'autant plus cuisant que l'Association de mai sait que le gros du travail préliminaire à tout soulèvement est la propagande... Mais elle ne va pas réussir à impliquer d'autres catégories sociales que des étudiants et des intellectuels de la capitale fédérale⁵. Finalement, Rosas est destitué en septembre 1852 par une coalition menée par José de Urquiza, soutenue par le Brésil et l'Uruguay. En 1853, Mitre gagne le ministère de la Défense et s'oppose militairement à Urquiza, jusqu'à le vaincre en 1861, lors de la bataille de Pavón. En 1862, il est donc élu président et « inaugure » la fonction de père de la nation qu'il va tenir avec son successeur (premier civil à devenir chef de l'État argentin), Faustino Sarmiento, qui va présider la nation argentine entre 1868 et 1874. Au cours de ces années, Bartolomé Mitre élabore (entre 1857-1859 et 1877) une théorie sur la révolution républicaine, faisant de ce processus ouvert en mai 1810 un long combat pour l'indépendance, qui serait la conjugaison du développement d'une économie alternative et contradictoire avec les intérêts de l'Espagne – donc de la prise de conscience créole – et d'une longue tradition anarchique qui carac-

5. Cependant et malgré le peu d'échos au sein de la population, l'Association de mai essaime à Montevideo, en Bolivie, ainsi que dans un certain nombre de villes du pays, telles que Córdoba... À sa décharge, il faut préciser que l'Association est constituée sur le mode des sociétés secrètes blanquistes ou anarchistes du Second Empire, ce qui ne facilitait pas leur visibilité.

6. Sur le thème du gaucho et de la mystique anarchiste au XIX^e siècle, nous renvoyons à la thèse de sociologie de María Laura Moreno Sainz, *Anarchisme argentin 1890-1930, contribution à une mythanalyse*.

térisait la société locale, particulièrement présente dans la figure du gaucho libre, indépendant et anti-autoritaire ⁶, mais aussi chez les différents *caudillos* plus ou moins fédéralistes et révolutionnaires, comme Manuel Artigas, ayant émaillé l'histoire argentine. Ainsi, avant que ne débarquent les libertaires européens, tous les mouvements antigouvernementaux se nommaient, très logiquement d'ailleurs, « anarchistes », et étaient en grande partie composés des *montoneras* dont l'historiographie a voulu faire un peu rapidement de simples bandes de voyous, alors qu'elles étaient plus souvent composées de civils en rébellion : « *démocratie horizontale, anti-centralisme, valorisation de la liberté individuelle et opposition à l'ingérence étatique. Dans ce sens, Mafud a vu dans les montoneras un prolétariat "turbulent et rebelle" aspirant à plus de justice sociale* ⁷. » C'est dans cette tradition qu'il faudrait voir « *cette attitude rebelle et cet individualisme que tout natif [argentin] ressent face à l'État. Pour lui, l'État ne corrige pas les excès, mais il les aggrave et les multiplie* ⁸. » Cette nette tendance à la fronde, on l'aura compris, va muter et opérer une transformation au fur et à mesure que les villes vont se peupler. Le mouvement ouvrier argentin de manière générale va ainsi se développer autour de la création de sociétés qui se nommeront par la suite « de résistance ». La première est celle des ouvriers typographes ⁹ de Buenos Aires. D'inspiration saint-simonienne, elle est créée le 25 mai 1857 sous l'impulsion, entre autres, de Bartolomé Victory y Suarez, un Espagnol venant des Baléares. En collaboration avec Amedeo Jacques, Alejo Peyret et Francisco Bilbao, Victory y Suarez est le fondateur du premier journal ouvrier argentin, *El Artesano*. À forte teneur anticléricale, *El Artesano* exige l'établissement des droits sociaux dans la constitution et appelle clairement les artisans à se libérer de l'ignorance. Victory y Suarez mène une autre très virulente campagne anticléricale dans la *Revista Masónica Americana* (revue maçonnique

7. Gonzalo Zaragoza, *Anarquismo Argentino, 1876-1902*, p. 75.

8. Julio Mafud et Enrique Fernández, *El Anarquismo Argentino*, p. 34.

9. Il est à noter que, dans nombre de pays, les premiers ouvriers à tenter de s'organiser sont des travailleurs du Livre. Il nous paraît évident que, du fait de leur accès facilité aux thèses politiques, les ouvriers du Livre se les sont peut-être appropriées plus facilement que les autres travailleurs... Cela dit, à notre connaissance, il n'existe toujours pas d'études faites sur ce sujet.

américaine) puis va traduire Cabet et faire publier un livre au titre explicite : *El Comunismo d'Esteban Cabet* (le communisme d'Étienne Cabet). Pour autant, cette première société est surtout caractérisée par son côté mutualiste, social et culturel.

2. Les Afro-Argentins : véritables précurseurs du socialisme rioplatense ?

L'Argentine n'abolit l'esclavage qu'avec l'article 15 de sa Constitution de 1853. Auparavant, l'Assemblée constituante de 1813 avait accordé la « *libertad de vientres* » aux femmes noires – leurs ventres étant désormais libres, les enfants nés d'esclaves après 1813 échappaient à ce statut.

Le port de Buenos Aires « accueille » cette main d'œuvre gratuite depuis 1580, et va voir défiler des milliers d'Africains destinés aux mines de la Vice-royauté du Pérou (notamment Potosí) puis, à partir de 1776, à la Vice-royauté du Río de la Plata – pour servir de servant(e)s, de péons, voire, de gauchos... Prétendument donc, le système esclavagiste profitant à l'Argentine se serait étendu sur moins d'un siècle, entre 1750 (approximativement) et la révolution de mai 1810. Dans la réalité, il ne sera aboli qu'en 1853 et reparaitra notamment dans les provinces de Jujuy et Salta au début du XX^e siècle – avec des esclaves indiens. Il faut dire que parmi le puissant « *partido esclavista* » des commerçants de Buenos Aires, on retrouve des noms de famille comme celui de Martínez de Hoz, dont l'un des descendants sera le ministre de l'Économie de la dernière dictature militaire entre 1976 et 1981 : de la filiation dans l'abjection.

Pourtant, s'il est un préjugé bien établi, c'est que l'Argentine est européenne et blanche : ni noire ni métisse, encore moins indienne. Évidemment, ces contre-vérités devaient un jour ou l'autre se faire tordre le cou, et un certain nombre de travaux tendent à rompre avec cette forme de révisionnisme. Les Afro-Argentins existent toujours et ont existé à tel point que le premier Président de la République argentine, Bernardino Rivadavia (1826-1827) surnommé par ses adversaires « Dr Chocolate », était afro-argentin.

Dans son article, « Le noir dans une société prétendument blanche », Lucía Dominga Molina indique ainsi :

« Les chiffres donnés par les recensements coloniaux témoignent d'une présence importante d'Africains en Argentine. Selon le rapport de 1778, sur un total de 210 000 habitants, au moins 80 000 étaient noirs, mulâtres et « sambos » (mélange noirs et métisses). Dans certaines villes, nous représentions 60 % de la population, dans d'autres 45 % ou 30 %, comme à Buenos Aires selon le recensement de 1810. »¹⁰

Le chercheur Jean-Arsène Yao précise de son côté :

« Pour toute l'Argentine, Nicolas Besio Moreno a calculé un demi-million d'âmes de sang noir visible. Ce chiffre se base sur des sondages et des observations dans divers points du pays [datant de 1980]. En plein vingtième siècle, la population d'origine africaine s'estimait selon plusieurs calculs respectivement à 15 000 (5 000 noirs et 10 000 mulâtres) ; 17 000 ; 3 000 ; 4 500 ; 10 000 noirs et 30 000 mulâtres. Donc, rien de bien précis. »¹¹

De son côté, l'archéologue Daniel Schavelzon (de l'université de Buenos Aires) avance que la population noire représentait, vers 1810, 35 % de la population portègne et plus de 50 % de certaines régions au nord-ouest de la capitale.¹² Ainsi, les Afro-Argentins sont passés d'une proportion non-négligeable dans le total de la population argentine à une hyper-minorité mais n'ont jamais disparu de la société. Il en va tout autrement d'une histoire idéologiquement orientée en partie par les jeunes hommes dont nous avons parlé précédemment, et le qualificatif même de Pères de la Nation, en opposition au premier président (noir) d'Argentine prend, sous ce nouvel éclairage, un goût amer :

« Au cours des deux derniers siècles, le système politique au pouvoir s'est chargé de diffuser des modèles culturels avec pour objectif de consolider l'identité argentine. Les concepteurs de la nationalité furent Bartolomé Mitre, Juan Bautista Alberdi, José Esteban Echeverría, Domingo Faustino Sarmiento et d'autres qui faisaient la promotion de l'immigration européenne pour forger des citoyens "blanchis" pour ce qui est de la couleur et "européanisés" en ce qui concerne la mentalité et les coutumes. »¹³

10. Dans son article, titré en français « Afro argentins rayés de l'histoire », consultable sur http://www.basango.com/Lucia-Dominga-Molina_a587.html et en espagnol sur http://alainet.org/active/show_text.php3?key=1006.

11. La diaspora afro-argentine sur http://www.africultures.com/index.asp?menu=revue_affiche_article.asp&no=2284.

12. Dans une interview télévisée visible sur : <http://ceride.prisma.org.ar/ID/000200000183>.

13. Résistances des Afro-Argentins : interview de Miriam Gomes sur <http://afrodes.wordpress.com/category/afro-argentin/>

Cette quasi-disparition physique des Afro-Argentins qui s'accompagne d'une disparition « des registres, des statistiques, de l'Histoire »¹⁴, Emilio J. Corbière la nomme « génocide ». Le premier des quatre génocides qu'aurait, selon lui, perpétré la République argentine.¹⁵ En fait, quatre grandes raisons sont généralement avancées pour expliquer cette chute dramatique de la population noire :

« Les historiens essaient d'expliquer la "disparition" des Afro-Argentins en la basant sur la participation massive de ceux-ci à toutes les guerres du siècle dernier. Nos grands-parents étaient de la chair à canon pendant les invasions anglaises de 1806-1807 ; ils ont traversé, beaucoup d'entre eux enchaînés, les Andes pour intégrer l'Armée Libératrice de San Martín, arrivant même jusqu'ici, à Lima ; ils ont participé aux innombrables guerres intestines du pays, et le coup de grâce fut sans doute la néfaste Guerre de la Triple Alliance contre nos frères paraguayens. Trois autres causes supplémentaires sont à signaler : la forte mortalité, versus une faible natalité, conséquence des pires conditions de vie qu'ils subissent (il est important de rappeler l'épidémie de fièvre jaune qui a frappé Buenos Aires et particulièrement les Afro-Argentins) ; la fin du trafic des esclaves stipulé par l'Assemblée de l'An XIII (même si, dans les faits, l'arrivée d'Africains se poursuivait. Sous le gouvernement de Don Juan Manuel de Rosas, le commerce des esclaves reprend à deux occasions) ; et finalement, on évoque le grand nombre de métissages, le manque d'hommes à cause de leur engagement dans les guerres et l'entrée d'immigrants blancs venus d'Europe. Il ne faut pas oublier le fait que de nombreuses femmes noires se sont mariées avec des blancs pour que leurs enfants aient de meilleures chances, étant donné le niveau élevé de racisme dans la société. »¹⁶

L'épidémie de fièvre jaune de 1871 fut particulièrement meurtrière (d'autant que les populations noires furent apparemment cantonnées militairement dans les portions de la ville qu'ils habitaient¹⁷) et se déchaîne juste après la guerre de la Triple Alliance que les Paraguayens appellent à juste titre : la Grande Guerre.¹⁸

14. Daniel Schavelzon, *idem*.

15. Avec le massacre des Indiens lors de la Conquête du désert, à la fin du XIX^e siècle, le massacre des ouvriers de la Patagonie Tragique, entre 1921 et 1922 et les 30 000 disparus de la dernière dictature. Dans *Lucas Fernández, precursor del socialismo en el Río de la Plata*, sur <http://www.lafogata.org/biblio/lucas.htm>.

16. Lucía Dominga Molina, *idem*.

17. Emilio J. Corbière, *op. cit.*

18. En 1865, un conflit armé interne à l'Uruguay oppose le Parti Blanco au Parti Colorado. Chacun bénéficie de soutiens extérieurs : le Paraguay pour le premier, le Brésil et l'Argentine pour le deuxième.

Mais, au-delà de sa présence attestée, ce qu'il faut comprendre, c'est que la diaspora afro-argentine ne restera pas – comme un autre préjugé bien établi tente de le faire croire – apathique vis-à-vis de sa situation.¹⁹ Un cas de révolte est maté en 1806 à Buenos Aires par les troupes anglaises occupant la ville à cette époque, sans doute suivi par nombre de convulsions, rébellions et soulèvements. Après 1853, les Afro-Argentins vont d'autant plus commencer à faire connaître leurs revendications et leurs aspirations à plus de justice sociale qu'ils sont théoriquement libres mais restent, dans les faits, souvent proches de leur ancienne situation d'esclaves. Dans ce contexte se créent d'abord des journaux tels *La Raza africana* ou *El Democrata negro* en 1858 puis, le 18 avril de cette même année, paraît *El Proletario*, dirigé par l'intellectuel Lucas Fernández (également

Le Paraguay, à cette époque, est l'un des rares pays de l'Amérique du Sud à ne pas être dépendant économiquement de la Grande-Bretagne, du fait de cinquante ans de protectionnisme qui lui ont permis non seulement de se doter de bateaux et de développer ses industries, mais aussi d'exporter des produits comme le coton ou l'herbe de maté, et de scolariser une bonne partie de sa jeunesse. Ce système autarcique entamé sous le Consulat de Gaspar Rodríguez de Francia en 1816, va se poursuivre avec le régime constitutionnel et présidentiel de Carlos Antonio López, puis de son fil, Francisco Solano López. L'exemple est gênant pour les Britanniques car le Paraguay menace de devenir un modèle de développement économique pour les nouvelles et jeunes nations qui l'entourent. Dès lors, l'Empire n'hésitera pas à aider financièrement le Brésil au cours de cette guerre.

De son côté, l'Argentine était restée neutre jusqu'à ce que le président paraguayen, envoie des troupes dans la région de Corrientes en 1865. Le gouvernement Mitre, neutre, mais sympathisant du parti Colorado, va refuser au Paraguay tout passage de troupe. La province est donc occupée par les Paraguayens et, conséquemment, l'Argentine entre en guerre au côté du Brésil et du parti Colorado uruguayen. Sans s'étendre sur le déroulement militaire du conflit, il faut noter qu'il tourne à la véritable tragédie pour le Paraguay : pourtant fort d'une armée de 100 000 hommes avant le début des opérations, le pays en ressort exsangue avec seulement 400 hommes en 1870, et une population réduite de moitié – certains historiens avancent même le chiffre faramineux des cinq sixièmes de la population disparus.

En comparaison aux conflits contemporains – notamment la guerre de Sécession et la guerre Franco-prussienne –, la Grande Guerre se démarque très largement en terme de violence et de cruauté, notamment vis-à-vis des populations civiles. En Argentine, le conflit est si mal perçu par le peuple criollo que les autorités envoient en masse les populations noires. Beaucoup de bataillons de première ligne ne sont constitués exclusivement que d'Afro-Argentins et, à titre d'exemple, le désastre de la bataille de Culpayty, en septembre 1866, va provoquer la mort de plus de trente mille d'entre eux et rendre inactive l'armée argentine pendant plusieurs mois.

On peut voir quelques photos des soldats noirs de l'armée argentine sur le site www.temakel.com/ghdegparaguay.htm.

19. Howard Zinn, dans son livre *Une Histoire populaire des États-Unis*, démontre clairement comment les esclaves noirs travaillant aux États-Unis n'ont eu de cesse de se rebeller contre leur condition. Il n'y a aucune raison pour que les Afro-Argentins n'aient pas fait de même.

animateur du mouvement Democracia Negra) qui puise aux sources des « conceptions les plus progressistes de son temps, l'utopisme social, l'humanitarisme libéral, le socialisme. »²⁰ Dans ce journal, on peut trouver l'information selon laquelle une association professionnelle et syndicale de noirs existe et qu'elle se nomme La Fraternidad, mais sans que nous ayons pu établir d'éventuels contacts entre ces structures noires et d'autres, criollas ou blanches, alors même que, dans son premier manifeste, Democracia Negra s'adressait aux « classes déshéritées » et à l'« intelligence de la génération qui se lève »²¹ sans exclusion de couleurs...

Il faudra attendre quelques années après cette première tentative de presse destinée aux travailleurs pour qu'un nouveau journal spécifiquement ouvrier apparaisse. C'est donc en 1877 que paraît le journal *El Unionista*, dont le sous-titre est « organe de la classe ouvrière. »

II. De l'immigration vers la terre argentine

1. Prémices à cette immigration

La classe dirigeante argentine avait préparé l'immigration, notamment par écrit, depuis 1852, à tel point qu'elle l'avait même intégré dans sa Constitution de 1853 comme étant la solution pour en finir avec les anciens maux espagnols et « l'inadéquation raciale ». L'article 25 de la Constitution stipule ainsi : « Le gouvernement fédéral favorise l'immigration européenne et ne pourra restreindre ni limiter ni taxer d'impôts l'entrée sur le territoire argentin d'étrangers venus travailler la terre, améliorer l'industrie et développer les sciences et les arts »²². » Pourtant, quand les pères de la nation argentine – Alberdi, pour qui « Gouverner, c'est peupler », ou Sarmiento – pensaient surtout à une immigration nord-européenne et anglo-saxonne, c'est plus de 80 %

20. Emilio J. Corbière, *idem*.

21. *Ibid.*

22. Cité par Horacio Salas, *Le Tango*, p. 39.

d'Espagnols et d'Italiens pauvres, souvent analphabètes et incultes, qui débarquent en Argentine. Mais, pour l'utilité que concède Sarmiento à ces nouveaux migrants, leur origine sociale et nationale importe peu. Il est en effet clair que les Argentins souhaitent avant tout voir débarquer des bateaux de jeunes hommes ne dépassant pas les 18 ou 19 ans de moyenne d'âge, de préférence non qualifiés, afin de servir de chair aux usines censées développer l'économie du pays. Ce fut d'ailleurs très concrètement le cas puisque selon les statistiques mêmes de la direction générale de l'immigration, 70 % des immigrés qui débarquèrent en Argentine entre 1857 et 1924 étaient de sexe masculin²³. Un peu plus tard, à mesure que les conflits sociaux s'intensifieront, cette immigration jeune et non qualifiée aura également pour but de servir de stock de « jaunes », au cas où. De fait, les Argentins mettent en place un véritable trafic d'êtres humains aux multiples facettes puisqu'il inclut non seulement le trafic de main-d'œuvre (paysans, ouvriers), mais aussi celui de femmes. La prostitution passe du commerce quasi familial géré par le *cafiolo*, le marlou mettant sa femme sur le trottoir afin d'améliorer le quotidien, à une véritable industrie, dont les filières remontent jusqu'en Europe où de jeunes femmes naïves décident de suivre d'exotiques proxénètes argentins qui leur ont promis le mariage, mais qui, en fait, les kidnappent une fois leur confiance acquise pour les vendre dans des maisons closes du Río de la Plata²⁴. À partir de quel moment le phénomène commence, nous ne le savons pas, mais on peut noter que, dans le premier numéro de l'hebdomadaire *Ideas y Figuras* (dirigé par Alberto Ghirardo), daté du 13 mai 1909, mentionne l'existence d'une Association nationale argentine contre la traite des Blanches. Le numéro est d'ailleurs consacré intégralement à ce problème, illustré d'une dizaine de planches de gravures représentant les étapes de la vie d'une victime. Quelques semaines plus tard, dans le numéro 4 du même journal, daté du 3 juin, un article du député socialiste Alfredo L. Palacios est publié sous le titre « Trafico de

23. Horacio Salas, *idem*, p. 212.

24. Nous conseillons de lire l'excellent travail d'époque d'Albert Londres sur cette traite des Blanches : *Le Chemin de Buenos Aires*.

Esclavas ». Le même Palacios avait déposé un article de loi en 1907 visant à lutter contre le phénomène.

Le 19 octobre 1876, sous la présidence de Nicolas Avellanada (1874-1880), est votée la plus importante loi encadrant le problème de l'immigration. Ladite loi Avellanada est avant tout destinée à la politique agraire du pays. Dans ce cadre est établi un département général de l'Immigration. Son travail, assez simple, se divise en deux grandes parties : d'une part, faire rentrer des immigrés dans le pays, d'autre part, les faire rester. Se coordonnant avec tous les organismes susceptibles d'aider ce gigantesque projet migratoire, le département de l'Immigration envoie vers la vieille Europe plusieurs agents recruteurs chargés de trouver des candidats au départ de moins de 60 ans. Les propositions pour ces petites gens, des Méditerranéens pour la plupart, sont plutôt alléchantes : les agents recruteurs promettent entre 25 et 30 hectares de terres par agriculteur, le transport gratuit jusqu'au lieu définitif de résidence, le logement et la nourriture pour les cinq premiers jours de présence en Argentine. Ils iront jusqu'à lancer des rumeurs de réussite afin de convaincre les plus réticents. D'autre part, les salaires promis et payés sont souvent de deux à trois fois supérieurs à ceux que reçoivent les Français, les Espagnols et les Italiens dans leurs pays respectifs et restent toujours plus élevés que ceux payés à Londres ou Liverpool. Enfin, c'est la perspective de pouvoir s'installer sur sa propre terre qui fait s'exiler les paysans et les ouvriers...

Mais il existe une double dynamique dans le pays : l'importance des vagues d'immigrants en même temps que les terres se concentrent dans les mains de quelques possédants, conduisant à l'exode de populations rurales de plus en plus nombreuses. Au début de la vague d'immigration, les migrants se retrouvent sur une terre divisée en deux entre la ville et l'industrie/la pampa et l'Indien. L'Argentine n'est pas encore un État unifié (ce n'est pas pour rien que l'on nomme les présidents qui vont tenter cette unification « pères »), et il faut attendre 1881 pour que s'achève la conquête du désert qui appartenait encore aux Indiens mapuches. Les peuples araucans sont, après plus de trois siècles de résistance acharnée à l'envahis-

seur, d'abord espagnol, puis chilien et argentin, conquis et soumis par une coalition des deux États du Cône sud. Plus de 46 millions d'hectares sont incorporés au territoire argentin, sans pour autant être répartis équitablement entre les paysans. Ainsi, les *estancias* (grandes propriétés), dont parle l'écrivain Osvaldo Bayer et qui seront le théâtre des grandes révoltes des ouvriers agricoles dans les années 1920, sont dans leur grande majorité la propriété d'étrangers sur lesquelles travaillent des Chilotes (des Chiliens) extrêmement pauvres, taillables et corvéables à merci. Selon Horacio Lafuente, dans son essai sur Santa Cruz (1920-1921), plus de 20 millions d'hectares sont partagés entre 619 entreprises, dont seulement 189 sont argentines : 110 appartiennent à des Espagnols, 81 à des Britanniques, 53 à des Chiliens, 42 à des Français et 37 à des Allemands. Ces chiffres doivent d'ailleurs être pris comme une estimation basse, car il faut tenir compte de la pratique des hommes de paille qui semblait très répandue dans le Sud argentin et dont le très grand mérite était d'é luder la question des véritables propriétaires de la terre. Le restant des 46 millions d'hectares servira à la constitution de la bien-nommée Société rurale, base essentielle de l'oligarchie argentine jusqu'à nos jours. Ainsi, la famille Martínez de Hoz reçut plus de 2,5 millions d'hectares. Parmi les bénéficiaires, relevons aussi les noms suivants : Anchorena, Leloir, Temperley, Atucha, Ramos Mejía, Miguens, Unzué, Llavallol, Señorans, Martín y Omar, Real de Azúa, Luro ou encore Roca ²⁵, qui s'octroya seulement 65 000 hectares, mais n'oublia pas les militaires en accordant 7 450 000 d'hectares au total à ceux ayant participé à ce que les Argentins (du moins, une partie d'entre eux) considèrent aujourd'hui comme un génocide.

Entre 1871 et 1880, 8 500 migrants vont rentrer chaque année en Argentine, puis entre 1881 et 1890 ils seront 63 800. Sous la présidence de Bartolomé Mitre, c'est plus de 100 000 nouveaux arrivants qui débarquent sur les côtes ; sous celle de Faustino Sarmiento, ils sont 200 000. À partir de 1890, le solde migratoire se stabilise à 32 000 personnes par an. En 1895, les étrangers représentent 25 % de la

25. Cf. la chronologie en annexe.

population des domestiques, 60 % des travailleurs industriels et 80 % des dirigeants d'industrie, preuve nouvelle de la totale dépendance du pays vis-à-vis de son phénomène migratoire.

Profession et nationalité des immigrants (indiquées sur le passeport) débarquant à Buenos Aires entre 1876 et 1896.

	Italiens	Espagnols	Français	Autres	Total
Agriculteurs	554 857	99 408	64 635	48 074	766 974
Journaliers	86 996	35 787	8 640	8 872	140 295
Colons	27 685	17 363	7 516	9 759	62 323
Commerçants	7 640	2 835	3 713	8 904	23 092

Source : A. Franzoni, *Gli Italiani nella Repubblica Argentina*, Buenos Aires, 1898.

Jusqu'en 1924, ce sont 2 600 000 Italiens et 1 760 000 Espagnols qui émigrent, soit près de 4,5 millions de travailleurs chez qui l'anarchisme et le socialisme se sont déjà fortement diffusés et qui vont s'intégrer directement à la classe ouvrière argentine en formation. La population de l'Argentine passe ainsi de 6 millions d'habitants en 1890 à 11 millions en 1930. Buenos Aires passe d'une population de 76 000 habitants en 1853 à 500 000 en 1887 ; en 1895, 47,9 % de sa population sont constitués d'étrangers dont 53,4 % d'Italiens, 32,2 % d'Espagnols et 9,6 % de Français.

Dans le même temps, l'Argentine développe modestement un certain nombre d'industries : en 1900, le pays bénéficie déjà de grandes industries frigorifiques et pétrolières ; le nombre de kilomètres de voies ferrées construites passe de 4 502 en 1885 à près de 40 000 en 1930. La vague migratoire est donc d'autant plus importante pour le pays que son développement économique va être très rapide entre 1880 et 1914. Les périodes allant de 1880 à 1889 et de 1903 à 1913 sont des périodes d'expansion économique, reliées par la crise Baring qui va durer de 1890 à 1903, avec un pic entre 1890 et 1891. Cette crise s'explique d'ailleurs par les liens économiques tissés avec la Grande-Bretagne, si forts que, entre 1880 et 1914, l'Argentine sera plus importante pour la couronne que ses colonies des Indes.

« *Le consul anglais à La Plata, Woddbine Parish, décrivait en 1837 un robuste gaucho de la pampa : "Prenez toutes les pièces de son habillement, examinez tout ce qui l'entoure et, à l'exception des objets de cuir, qu'y aura-t-il qui ne soit anglais ? Si sa femme porte une jupe, il y a 99 chances sur 100 qu'elle ait été fabriquée à Manchester. Le chaudron ou la marmite dans lesquels elle cuisine, l'assiette en faïence dans laquelle il mange, son couteau, ses éperons, le mors de son cheval, le poncho qui le couvre, tout vient d'Angleterre."* L'Argentine recevait d'Angleterre jusqu'aux pavés de ses trottoirs ²⁶. »

L'Argentine est riche et dispose d'un puissant secteur artisan, mais dans la division ricardienne du travail au niveau mondial, ce pays n'est destiné qu'à exporter les matières premières et importer les produits manufacturés. Du coup, la plupart des ouvriers se retrouvent dans les chemins de fer, la construction et le complexe portuaire, qui seront autant de foyers importants de syndicalisation et de lutte.

2. Immigration espagnole et italienne

Il a été dit, notamment par le géographe Elisée Reclus, que la terre ibérique porte sur elle les « stigmates » de l'anarchisme : « *Le fédéralisme semble écrit sur le sol-même de l'Espagne, où chaque division naturelle a conservé sa parfaite individualité géographique.* » Cette impossibilité pour un État centralisateur de se mettre en place autrement que d'un point de vue théorique et idéologique (Église catholique ou monarchie) a rapidement permis aux idées anarchistes de se développer. Les militants ouvriers espagnols, regroupés partiellement, intéressés par l'Internationale s'organisent dès 1868 sous l'impulsion de l'Italien Giuseppe Fanelli et le pays ne démentira jamais son attachement pour l'anarchisme. Il n'en va pas autrement pour l'Italie, source intarissable en penseurs et en hommes d'action. Quant à l'Argentine, elle sera également une des grandes terres de prédilection de cette pensée, peut-être du simple fait qu'elle ait été une terre d'accueil : ainsi, quand le pays ouvre ses portes, si prometteuses de jours meilleurs pour les prolétaires méditerranéens,

26. Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, pp. 246-247.

la vieille Europe se déchaîne contre les anarchistes et la Première Internationale. Le foyer communal parisien vient juste d'être réprimé dans le sang de plusieurs dizaines de milliers d'insurgés et la réaction européenne a croit voir derrière cette insurrection la main de l'Internationale. Ainsi la répression sera aussi féroce contre l'Association internationale des travailleurs (AIT). La loi française du 4 mars 1872 châtie toute affiliation à l'Association et le gouvernement italien adoptera une loi similaire vers 1874.

Cette chasse à l'internationaliste oblige donc un certain nombre de militants à s'exiler rapidement. Et c'est ainsi que, entre 1890 et 1906, 338 000 jeunes Espagnols ²⁷, parmi lesquels des paysans, des ouvriers, des membres de la basse classe moyenne, soit autant de possibles convertis (et militants) à l'anarchisme ou au socialisme débarquent avec armes, bagages et idéologie sur le sol argentin. En 1876, 100 000 Italiens vont également quitter leur pays, ils seront 500 000 en 1901. Le manque de terres et le manque de rendement, couplés à partir de 1887 à une crise agricole, provoquant un fort chômage rural impossible à résorber pour l'industrie urbaine naissante, poussent sur la route des centaines de milliers d'exilés. Les Italiens du Nord et du Sud ont donc – tout comme les Galiciens et les Canariens – une certaine expérience de l'exode interne dans leurs pays, à tel point qu'entre 1881 et 1901, ils seront trois fois plus nombreux à prendre la mer pour l'Argentine que les Espagnols.

Pourtant, l'arrivée sur ces nouvelles terres n'est pas suivie d'une participation immédiate au militantisme local : un certain nombre de ces anarchistes espagnols vont abandonner leur engagement en arrivant, c'est le cas du publiciste Indalecio Cuadrado par exemple. D'autres

27. Pendant la même période, Cuba attire plus de 358 000 immigrants, mais seuls 111 000 d'entre eux vont s'acclimater à l'île, quand plus de 200 000 Espagnols s'installent en Argentine définitivement. Il est à noter par ailleurs que sur 8 millions d'immigrants en Argentine, près de 4 millions sont rentrés dans leur pays d'origine. Cette désaffection peut s'expliquer par de nombreux facteurs telles les conditions de travail déplorables, la duperie originelle – du moins pour les premières grandes vagues de migrants – sans doute, les reconversions forcées (bien que suivies par des ouvriers qui n'hésitent pas à changer de métier) doivent-elles être prises en compte dans le retour à la maison de nombres de personnes. Au-delà, il aurait été intéressant de savoir pourquoi un plus grand nombre d'Espagnols sont restés en Argentine plutôt qu'à Cuba : nul doute que des conditions de travail et de climat sont en grande partie responsables.

s'investissent, eux, dans l'activisme local : G. Inglan Lafarga, A. Pellicer Paraire, Rafael Roca, Bautisto Fueyo.²⁸

Précisons par ailleurs que les migrations se font de manière relationnelle, par parenté, amitié, connaissance, etc., et qu'il n'est donc pas rare de retrouver ces liens intacts dans la mesure où, parfois, des clubs entiers ou des villages prenaient la route des Amériques. Et pourquoi pas des clubs politiques ? L'arrivée est souvent synonyme de désillusion pour les émigrés arrivant en Argentine : débarquant avec les baluchons pleins des promesses diffusées par les agents recruteurs, ils sombrent dans un univers urbain et industriel, alors qu'ils sont souvent issus de la campagne ; d'autres, galvanisés par l'idée de se retrouver propriétaires de leurs terres vont tomber de très haut arrivés sur place. La réalité est tout autre puisque c'est en tant que salariés au service des grands propriétaires terriens criollos que vont désormais travailler les nouveaux arrivants, retrouvant pour la plupart la condition qu'ils venaient de quitter. Ces frustrations, bien sûr, peuvent susciter plusieurs effets contradictoires²⁹, mais deux réactions semblent pouvoir logiquement prétendre à la généralisation :

- d'une part, un comportement de soumission venant de l'idée qu'ils se feront toujours flouer ;
- d'autre part, le renforcement du sentiment de classe pouvant conduire au réveil d'un prolétariat désormais prêt à réagir et à s'engager dans la lutte pour l'amélioration de sa condition, attitude renforcée du fait que l'État argentin n'est pas encore consolidé.

28. L'anarchisme argentin de l'époque étant en plein essor, les tendances « organisationnelles » de ces nouveaux arrivants pouvaient trouver une nouvelle sphère d'influence, alors que cette tendance était justement en perte de vitesse dans la Péninsule.

29. « Moi aussi je suis venu avec des rêves. Il y a trente ans de cela. C'était la misère dans les villages de la montagne là-bas, dans mon coin du Gennargentu. Pas de travail. Pas d'espoir non plus. Naître pauvre et mourir misérable. Mais, Dio boia ! la polenta de châtaignes était pour rien et le fromage de chèvre aussi. On ne foutait rien, mais on mangeait quand même. Tandis qu'ici, il faut trimer pour arriver à vivre. Et avec le rêve en moins. Il aurait fallu laisser l'Amérique au loin, seulement pour y penser de temps en temps. Maintenant je suis là, sans mes montagnes, et sans mes amis, à rincer des verres et à vendre de la soupe à des gens comme vous... Putain de vie ! Connerie d'humanité, moi y compris ! » Ainsi s'exprime le patron sarde du petit restaurant que fréquentent à Buenos Aires les personnages de *La Chevauchée anonyme*, roman largement autobiographique écrit par Louis Mercier Vega sur son séjour en Amérique latine, au début des années 1940, pp. 113 et 114.

À propos de ces fils d'immigrés qui chanteraient leur héritage d'enfants d'étrangers grâce au tango et à la maîtrise d'une langue que leurs pères baragouinaient, Horacio Salas précise : « *C'est à ces enfants qu'il revint d'exprimer la tristesse de ceux qui, arrivés, avaient dû se contenter de survivre sur une terre étrangère et souvent hostile.* »³⁰ À ces frustrations matérielles s'ajoute un total déni des droits sociaux élémentaires. En 1882, seuls votent ceux qui parlent espagnol, résident à Buenos Aires depuis plus de deux ans et payent une contribution directe de plus de 50 pesos. L'oligarchie terrienne voulait ainsi maintenir ses prérogatives en refusant la nationalité à cette masse en laquelle elle n'avait instinctivement pas confiance et qu'elle ne voulait absolument pas voir entrer en politique : ainsi, à Buenos Aires, sur une population d'un demi-million d'habitants, 6 754 personnes sont donc inscrites sur les listes électorales et seules 4 043 personnes votent cette année-là, soit 1 % de la population totale de la ville. La Constitution de 1853 a créé une rupture entre le monde réel et le monde légal, mais les immigrants n'en ont cure, car, pour la plupart, ils veulent tous revenir dans leur pays d'origine et, en ce sens, ne questionnent pas le pays d'accueil du point de vue des institutions – ce qui n'exclut pas en revanche pas la lutte pour les améliorations des conditions de vie. L'une des premières conséquences de ce mépris institutionnel va être l'anti-étatisme généralisé de ces populations immigrées. La structure « État » étant clairement fait par et pour l'oligarchie terrienne, comment demander dès lors aux exploités de s'y intéresser ? D'autant que, autre conséquence de l'immigration et de cette première frustration des débarqués, de nombreuses sociétés à caractère national (parfois politisées, comme dans le cas des cercles mazzinistes ou garibaldiens italiens) vont se créer dans tout le pays, avec comme objectif l'entraide *hic et nunc* de leurs compatriotes.

« *Pour les immigrants, une manière d'échapper au déracinement, à l'isolement et à l'anonymat était de s'inscrire dans une société nationale. Là, ils trouvaient un appui moral, des possibilités d'aides mutuelles, éducatives et de récréation. Ainsi que le dit Falcón, "Dans un pays comme l'Argentine, où le rôle protecteur de l'État disparaissait au bout de quelques jours, renouer avec la*

30. Horacio Salas, *opus cité*, p. 264.

communauté d'origine apparaissait comme une question fondamentale de simple survie.» ³¹

Si les premières associations se créent au début des années 1850, leur nombre augmente rapidement : on en compte 70 italiennes et 50 espagnoles en 1899, ainsi que des hôpitaux, ou encore des associations caritatives. Pour autant, ces sociétés ne sont pas toutes révolutionnaires, loin de là. Certaines évoquent plutôt l'action de dames patronnesses, développant une activité caritative pour s'occuper des ressortissants de leurs pays. Aucune intention donc de niveler les classes sociales.

Cela dit, l'existence de telles structures en parallèle des structures étatiques argentines a sans doute conduit les migrants souhaitant agir à se tourner plutôt vers les anarchistes que vers les socialistes. Ces derniers, bien que fondant toute leur stratégie politique sur le vote, auront des difficultés à convaincre leurs propres militants de demander la nationalité afin de pouvoir déposer un bulletin dans l'urne ! Cette situation sera longuement débattue, et nous semble être par ailleurs la preuve d'une certaine prégnance des idées anarchistes sur les militants socialistes – à défaut d'en influencer la structure.

Quoi qu'il en soit, le phénomène migratoire provoqué par les autorités argentines est sans aucun doute l'un des plus longs et des plus massifs de l'histoire moderne. D'autant plus original par rapport à la conquête même des Amériques qu'il s'agit bien de la démarche d'un État à peu près constitué et établi, et pas de terres vierges habitées par des nomades ou de petites tribus indiennes. Afin de synthétiser l'ampleur de ce phénomène, citons ces quelques données :

- un flux humain continu s'étendant sur plus de soixante-dix ans,
- à la même période, près de 70 % de la population portègne (de Buenos Aires) sont étrangers,
- entre 1891 et 1914, le pays absorbe près de 17 % de l'immigration européenne.

31. Gonzalo Zaragoza, *opus cité*, p. 55, et Falcón, *thèse*, p. 480.

Soit, d'un point de vue sociologique, un renouvellement substantiel de la population et sans nul doute une modification de la culture ³².

III. Théologie

1. Rappels factuels

C'est la conjonction d'un syndicalisme anglais puissant et organisé, mais flirtant avec le réformisme, et des éléments ouvriers français proudhoniens qui va donner naissance à la Première Internationale ou AIT (Association internationale des travailleurs). Le 22 juin 1863, au Saint-Martin's Hall, sur convocation du London Trades Council, se tient une réunion de soutien aux vaincus de la révolution polonaise. Le délégué français Tolain, ciseleur de métier et futur premier délégué de l'Internationale, propose à cette occasion l'organisation d'une association internationale ouvrière. Un an plus tard, le 28 septembre 1864, se tient une deuxième réunion à laquelle assistent des travailleurs anglais, français, belges et suisses, ainsi qu'un certain nombre d'exilés allemands, italiens et polonais. Au cœur de cette nouvelle réunion au Saint-Martin's Hall se tient Karl Marx. Il ne représente personne, alors il se tait et écoute. Tolain prend une nouvelle fois la parole et demande que les travailleurs s'organisent à l'échelle internationale, afin de mieux contrer les capitalistes qui sont, eux, organisés mondialement. La Première Internationale est ainsi approuvée par les travailleurs présents et un bureau de préparation se constitue : cinq personnes le composent, dont Marx et Odre, secrétaire des syndicats londoniens. Ne pouvant se mettre d'accord sur des statuts communs,

32. Le but de notre travail n'est pas de faire une étude sur les influences culturelles de l'immigration en Argentine, mais force est de constater que les différentes vagues d'immigration n'ont pas modifié que les rapports sociaux, mais aussi la langue, la musique, voire la littérature, en un mot, l'identité culturelle des Argentins. D'un point de vue linguistique, autant le « verlan » argentin, obéissant aux mêmes lois strictes que son homologue français (le terme *papel*, voulant dire papier, sera ainsi inversé pour donner *pelpa*), et n'existant pas en Espagne, que le *lunfardo* (l'argot), mélange d'italien et d'espagnol, véritable langue usuelle et signe de reconnaissance sont enfants de cette immigration. Bien sûr, le Tango est peut-être l'exemple musical le plus significatif, fruit du métissage entre les rythmes africains, le mal-être des habitants des faubourgs issus de la vieille Europe et d'un instrument allemand nommé bandonéon...

le comité délègue l'auteur du *Manifeste* afin qu'il écrive les statuts de l'association. Ils seront approuvés le 1^{er} novembre de l'année 1864, date de création définitive de l'Association internationale des travailleurs. En septembre 1866, au lendemain de la bataille de la Sadowa (le fameux « coup de tonnerre dans un ciel serein » selon Napoléon « le petit »), une réunion se tient à Genève en présence d'une soixantaine de délégués. Mais, dès l'origine, des questions fondamentales se posent au sein de l'Internationale : faut-il regrouper tous les travailleurs sans distinction d'aucune sorte, sous la forme la plus démocratique possible ou bien sous une bannière idéologique unique ? La première option écartée, s'installaient les luttes de tendances entre autoritaires et anti-autoritaires. Il serait difficile de réduire cette querelle à ce seul point : la lutte politique, l'intervention de l'État, l'utilisation de la loi vont poser de nombreux problèmes aux proudhoniens – puis aux bakouniniens – qui vont constituer un pôle radical, faisant par exemple condamner le travail des enfants... Ces luttes, si elles ont alimenté jusqu'à nos jours des querelles stériles, doivent être revues sous le nouveau jour de cette vague horizontale dont ce livre se veut une esquisse – faut-il le préciser pour le cas argentin. Il est par exemple assez largement connu (mais pourtant peu diffusé) que Bakounine était entièrement d'accord avec l'analyse du capital de Marx, tout comme Marx était sans doute plus libertaire (sinon bakouninien) que le voudraient ses descendants autoproclamés.³³ Malgré tout, le contentieux est réel et, en 1872, se déroule le fameux congrès de La Haye qui souligne le désaccord entre les socialistes autoritaires et les socialistes anti-autoritaires, en l'absence de Bakounine et alors que Marx a personnalisé le débat en reprochant au Russe de l'avoir escroqué :

« [Que Karl Marx] se servît pour triompher objectivement de moyens aussi honteux que de souiller son adversaire, c'est un geste déshonorant qui ne salit pas Bakounine et qui avilit au contraire son auteur. [...] Qu'un concile de révolutionnaires internationaux prêts à faire sauter à la première occasion le

33. Pour plus d'information, nous renvoyons à l'article de Gaetano Manfredonia, « En partant du débat Marx, Proudhon, Bakounine », publié dans *A Contretemps*, n° 6. À l'inverse, Alexandre Skirda, dans son livre *Autonomie individuelle et force collective*, dépeint Marx comme une personnalité tyrannique, très fortement égocentrique, voire perverse.

code de la propriété personnelle et de la morale bourgeoise ait chassé, proscrit, expulsé, sur la dénonciation de son chef, le plus génial, le plus héroïque, le plus fascinant de ses membres sous le prétexte d'une infraction aux lois bourgeoises de la propriété, c'est une des plus sanglantes plaisanteries de l'Histoire. »³⁴

Les socialistes anti-autoritaires se font donc exclure, mais une grande majorité des sections désavoue le conseil général de l'AIT pour suivre Michel Bakounine et James Guillaume, qui réorganisent l'Internationale depuis la Fédération jurassienne. Ce qu'Alexandre Skirda nomme « le syndrome de Marx » va alors toucher de plein fouet une Fédération qui va rejeter toute tentative organisationnelle et perdre peu à peu de ses forces vives, dont Bakounine, qui se retire à bout de forces, en octobre 1873. Pour autant, « l'AIT maintenue tient quatre congrès : Genève (1873), Bruxelles (1874), Berne (1876) et Verviers (1877). C'est son apogée, période généralement occultée par les historiens du mouvement ouvrier, et pourtant déterminante, car c'est là que ce fait véritablement la démarcation entre les réformistes, partisans du socialisme d'État et de la conquête du pouvoir étatique, et les révolutionnaires, tenants résolu de la lutte économique de classe. À tel point que leur cohabitation devient impossible. La rupture est consommée au congrès socialiste universel de Gand (1877). »³⁵ De leur côté, Karl Marx et Friedrich Engels ont tenté de transformer les sections de l'Internationale en véritables partis politiques, mais se voient bientôt contraints de délocaliser le conseil général à New York, cerné par une double menace à la fois anarchiste mais surtout blanquiste (alliés des marxistes jusqu'alors, mais encore plus jacobins que ces derniers). Le 15 juin 1876, l'AIT new-yorkaise n'existe plus. Le 14, Michel Bakounine décédait.

En juillet 1881 (un mois après le congrès de Paris, tenu du 25 au 29 de mai et marquant la naissance du mouvement anarchiste français), le congrès international de Londres décide d'approuver la promotion de la propagande par le fait, qui va faire rentrer l'anarchisme dans une décennie sanglante et spectaculaire, mais bien peu porteuse de perspectives. À la fin des années 1880, le 14 juillet 1889 exactement – pour le centenaire de la prise de la Bastille – naît la II^e Inter-

34. Otto Ruhle, *Karl Marx*, pp. 320-321, cité par Alexandre Skirda, *opus cité*, p. 47.

35. Alexandre Skirda, *ibid.*, p. 57.

nationale, d'obédience marxiste et blanquiste, qui va se développer et tenir jusqu'à nos jours sous le nom d'Internationale sociale-démocrate. Elle regroupe essentiellement tous les partis socialistes des différents pays – mais pas uniquement. Certes, le mouvement internationaliste renaît de ses cendres toujours aussi vigoureux, mais beaucoup plus modéré que sa glorieuse ancêtre. Très lucidement, au vu de ce qu'est devenue cette nouvelle association, José Luis Rubio constate que « si la I^{re} Internationale aspirait à la destruction du capitalisme, la II^e aspire à la journée de huit heures »³⁶. Seuls les partis socialistes sont acceptés et, dès 1896, au congrès de Londres, les tendances refusant le travail parlementaire sont exclues de fait puisqu'elles ne sont même pas invitées. Bien sûr, cette politique vise directement l'anarchisme, qui, entre-temps, s'est investi très largement dans le syndicalisme et a repris sa place dans le mouvement ouvrier international. C'est un peu plus tard que les syndicats spécifiquement socialistes se fédèrent à Dublin, en 1903, sous la forme du Secrétariat syndical international, dont le siège est fixé à Berlin.

Le choix de cette ville n'est pas innocent car, si les syndicalistes français se veulent ouvertement et radicalement internationalistes et antimilitaristes, les syndicalistes allemands tiennent une position beaucoup plus modérée. Le SSI s'autodissoudra à Amsterdam en 1919 pour donner la Fédération syndicale internationale, comptant à l'époque plus de 23 millions d'adhérents. En parallèle, en 1892, en France, se crée la Fédération des Bourses du travail, emmenée par Fernand Pelloutier, dont le fondement clairement anarchiste n'est pas à démontrer. En 1894, un congrès ouvrier adopte l'idée de grève générale révolutionnaire comme principe moteur et comme début de la fin supposée du système capitaliste. En 1895 enfin, c'est la Confédération générale du travail (CGT) qui se constitue et adopte en 1897 le sabotage et le boycott comme méthodes de lutte privilégiées.

En 1907 se tient le congrès socialiste international de Stuttgart, où sont discutées les relations entre syndicats et partis politiques et dont la principale résolution sortante sera la suivante³⁷ :

36. *Ibid.*, p. 21.

37. Cité dans Mercier-Vega, *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire*, p. 17.

« Le parti mène principalement la lutte prolétarienne sur le terrain politique, tandis que les syndicats la mènent principalement sur le terrain économique... Chacune des deux organisations a un champ déterminé par sa nature même, terrain sur lequel elles déterminent leur action de façon entièrement autonome. Mais il y a un domaine toujours croissant de la lutte de classe prolétarienne où l'on ne peut obtenir de résultat que si les deux organisations travaillent ensemble et d'accord... Le congrès déclare qu'il est de l'intérêt de la classe ouvrière que dans tous les pays des rapports intimes s'établissent entre le parti et les syndicats et soient entretenus d'une façon constante. »

En parallèle se tient le congrès anarchiste d'Amsterdam qui voit se développer la polémique autour de l'action des anarchistes et de la nécessité de leur présence dans d'autres sphères que celle des groupes autonomes (Monatte argumentera contre Malatesta sur l'importance du syndicalisme).

Mais, bien vite, la première grosse désillusion du mouvement ouvrier, parfois également nommée Première Guerre mondiale, va reporter aux calendes grecques tout rêve d'émancipation. Ce que le penseur argentin José Ingenieros nommera lucidement le « suicide des barbares » est avalisé par l'immense majorité des mouvements politiques et syndicaux se situant de part et d'autre du Rhin dont les leaders prouvent à ce moment-là leur profonde incompréhension de la situation ou leur collusion avec les pouvoirs en place pour certains. Après trois ans de massacres, le peuple russe, excédé, décide de reprendre la main et de se débarrasser de ses maîtres. Pour un certain nombre de militants anarchistes (Monatte, Serge, les anarcho-bolchéviques argentins, etc.), la révolution russe est un miroir aux alouettes dont la puissance symbolique d'une guerre civile enfin transformée en guerre révolutionnaire victorieuse cache l'un des pires totalitarismes. Se pose donc un problème de conscience pour de nombreux anarchistes : faut-il adhérer ou non à cette révolution qui est, malgré toutes ses exactions, un immense espoir pour les militants révolutionnaires et les peuples du monde entier. Arthur Lehning³⁸ décrit très bien le flou artistique qui entoure la Russie à l'époque :

38. Arthur Lehning, *La Naissance de l'AIT de Berlin*, p. 14.

« À ce moment (1919), les syndicalistes n'étaient pas opposés, en principe, aux propositions de Moscou. La Russie révolutionnaire avait toute leur sympathie. Qu'on se représente ce qu'était en 1919 la situation en Russie. Bien que le parti bolchevique fut au pouvoir, la phase révolutionnaire n'avait pas atteint son terme. Menacé au Nord par l'intervention des Alliés, à l'Est par Koltchak, dans le Sud par Denikine et Wrangel, le gouvernement soviétique laissait une certaine liberté aux organisations révolutionnaires non bolcheviques, aux socialistes révolutionnaires de gauche, aux maximalistes, aux syndicalistes, aux anarchistes. Le cordon sanitaire contre le nouveau régime faisait que la situation en Russie était mal connue et la révolution, aux prises avec la contre-révolution, trouvait des défenseurs parmi les révolutionnaires du monde entier. »

Pour sa part et au-delà de la conscience des changements sociaux opérés en Russie à cette époque, José Ingenieros considère que « l'esprit révolutionnaire est aujourd'hui un état de foi collective dans la possibilité de vivre dans un monde meilleur. ³⁹ »

Mais l'illusion ne tient que très peu de temps. En décembre 1920, une conférence syndicaliste révolutionnaire internationale, qui devait statuer sur l'attitude à adopter lors du congrès syndical rouge qui se profilait pour l'année suivante, dégage sept points de principe qui sont autant de portes devant ouvrir une éventuelle adhésion à l'ISR. L'Internationale syndicale rouge (ou Profintern) doit-elle être vue comme une excroissance du parti bolchevique quasi inexistant dans les pays dans lesquelles l'ISR sera présente ? Ou bien est-ce un simple satellite de Moscou visant à verrouiller les différentes structures révolutionnaires ? Certains courants syndicalistes révolutionnaires affirment pour leur part que l'ISR (mis à part son secrétaire) était et resta longtemps orientée par des syndicalistes révolutionnaires poussant jusqu'au bout leur stratégie de front unique... ⁴⁰ Par ailleurs, 1921 est une année qui va voir se dérouler deux événements fondamentaux qui vont déterminer une cassure (quasi) définitive entre les deux idéologies : la mise en minorité des syndicalistes révolutionnaires/anarcho-syndicalistes lors du congrès syndicaliste

39. Cité par Nestór Kohan dans son livre *Ni calco Ni Copia*, p. 59.

40. Nous laissons là les lecteurs souhaitant se renseigner par eux-mêmes sur les vertus et les vices de l'ISR. Cependant, et comme nous le précisons dans cette même partie, les exactions bolcheviques étaient largement connues du mouvement libertaire dès le début des années 20.

rouge, mais surtout, le massacre des marins insurgés de Cronstadt en février. À propos de cette répression, Robert Conquest note :

« La guerre fut ouvertement déclarée à l'idée du socialisme radical libertaire et à la démocratie prolétarienne. Seule demeurait l'idée du parti. Isolé de sa raison d'être, le parti ne reposait plus que sur un dogme. Il était devenu une secte et symbolisait le fanatisme sous sa forme la plus classique. »

Un peu plus tard, en 1925, Miguel Angel Roscigna, anarchiste expropriateur argentin, écrit, à propos des relations entre anarchistes et communistes ⁴¹ :

« À l'heure actuelle, il est inadmissible qu'il reste encore un anarchiste capable de militer sans connaître le parti communiste et ce qu'il aspire à être. Des milliers de camarades morts, prisonniers et proscrits, voilà le bilan sinistre du gouvernement qui exerce en Russie une dictature tout aussi inique que celle du fascisme en Italie. »

Entre-temps, les socialistes allemands (exceptés les fameux spartakistes) enfonçaient le clou de leur alliance objective avec l'ex-futur Reich en écrasant les révolutionnaires de 1919.

Quant à l'Association internationale des travailleurs, elle fut l'objet de plusieurs tentatives de reconstruction dont la dernière aboutit lors du congrès international de Berlin, qui se tint du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923, sous la présidence, et surtout l'impulsion, de Rudolf Rocker. Toutes les centrales qui se veulent anarcho-syndicalistes, ou du moins ayant un intérêt quelconque à participer à ce congrès, ont répondu présent à cet appel. Le but des délégués présents, qui ont déjà tous compris la tournure totalitaire qu'a pris la révolution d'Octobre, est de s'opposer concrètement à ce qu'ils considèrent comme étant la main de Moscou et ses velléités de cooptation sur le syndicalisme mondial. Déjà, en 1919, Lénine avait organisé une III^e internationale (ou Komintern), faisant voler en éclats certains partis socialistes, dont le français – le congrès de Tours de 1920 ayant entériné la création du PCF et la relégation de la (pourtant assez récente) SFIO au rang de relique. L'ISR fait ainsi des appels du pied aux anarcho-syndicalistes afin qu'ils intègrent définitivement le giron marxiste. Mais ces derniers, viscéralement anti-étatiques et anti-autoritaires, ne peuvent se

41. Cité par Osvaldo Bayer, *Les Anarchistes expropriateurs*, p. 57.

résoudre à une adhésion qui oblige comme condition d'entrée une totale soumission au parti communiste du pays d'origine. Il est donc on ne peut plus clair que, dès la constitution de la seconde AIT, la rupture est bel et bien consommée entre les anarcho-syndicalistes révolutionnaires et les partis bolcheviques qui n'auront dès lors de cesse (mais en aurait-il été autrement dans le cas inverse ?) de réduire au silence toute pensée anarchiste – avec un bonheur mitigé soit dit en passant.

2. Quand les philosophes débarquèrent en Argentine

Si on tente de faire le tri dans la pensée socialiste (au sens large du terme) qui atteint l'Argentine en cette fin du XIX^e siècle, on constate que, du point de vue général et philosophique, deux influences scientifiques claires sont reconnues par les anarchistes : le positivisme d'Auguste Comte et le socialisme utopique de Saint Simon. Le positivisme est sans doute la théorie scientifique ayant le plus influencé les intellectuels de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. À ce titre, il nous faut noter l'ambiguïté de la sphère d'influence positiviste qui va autant peser sur l'idéologie anarchiste⁴² que sur des régimes autoritaires, notamment celui de Porfirio Díaz au Mexique (contre lequel, les troupes d'Emiliano Zapata s'élevèrent en 1910) et dont le gouvernement était appuyé par un groupe d'hommes, unis aux multinationales étatsuniennes et européennes ainsi qu'aux latifondistes, appelé *los científicos*, du fait de leur attachement à la pensée d'Auguste Comte. D'ailleurs, les penseurs argentin José Ingenieros et mexicain Vasconcelos auront un léger différend autour de l'action concrète du positivisme, justement à partir de l'exemple des *científicos*⁴³. Notons encore la thèse de Cesare Lombroso, se basant, en partie, sur le positivisme pour écrire son *Homme criminel* et dont le fondement positiviste va justement être repris et réinterprété par les intellectuels anarchistes dans les colonnes de *La Protesta humana*, alors même que les thèses de Lombroso étaient loin d'être sympathisantes de près ou

42. Lire à ce sujet, la thèse de Jacy Alves de Seixas sur l'anarchisme brésilien, *Mémoire et Oubli*.

43. Nestór Kohan, *opus cité*, p. 59.

de loin de l'anarchisme. Un peu moins influents sont le darwinisme social et l'évolutionnisme de Spencer qui gardent pourtant un certain poids chez les intellectuels de l'époque. De la même manière, les marxistes et futurs sociaux-démocrates voient dans le quatuor Darwin, Spencer, Marx et Auguste Comte les fondateurs du déterminisme économique et du matérialisme historique. À propos des socialistes argentins, Jorge Solomonoff indique :

« *Les courants d'idées ayant eu le plus d'influence dans la formulation programmatique et la stratégie politique du parti socialiste en Argentine proviennent essentiellement des tendances révisionnistes marxistes bersteiniennes issues de la social-démocratie allemande, d'une importante influence sur certains secteurs du socialisme français, sans oublier la vieille tradition libérale républicaine, ici notoirement infiltrée par le positivisme de Spencer et Comte.* ⁴⁴ »

Cette influence semble définitivement beaucoup plus marquante pour ces derniers que pour les anarchistes, malgré une optimiste croyance au potentiel révolutionnaire de la science : « *Le socialisme moderne a trouvé ses raisons d'être dans les conditions physiologiques et psychologiques de l'homme* », peut-on lire dans le journal anarchiste brésilien de langue italienne *l'Avvenire* en 1894 ⁴⁵. Par ailleurs, une des idées fortes de l'anarchisme est celle de l'être humain comme producteur et non comme citoyen. Cette idée de la cellule de base de la nouvelle société se retrouve aussi bien chez Proudhon que chez Saint Simon (et chez certains socialistes utopiques) avec des différences notables, qui tiennent notamment au maintien théorisé d'une structure étatique ou pas. Mais cette idée va être magnifiée et dépassée par les anarchistes, qui vont faire de l'homme non seulement un producteur au sens économique, mais aussi et surtout un producteur de civilisation, un « civi-

44. Cité par Camarero et Schneider, dans *La Polémica Penelon-Marotta*, p. 22.

45. Jacy Alves de Seixas, *opus cité*, p. 92.

46. Nous empruntons l'image de Prométhée à Moreno Sainz dont la thèse, que nous avons déjà citée, nous apparaît comme une lecture incontournable pour celui qui souhaite comprendre les origines et prémices de cette pensée dans ce pays. Par ailleurs, les anarchistes ne seront pas les seuls à se concevoir de la sorte. Les socialistes, bien sûr, vont ainsi accepter de travailler avec des professions libérales et une certaine aristocratie ouvrière, tels que les membres de La Fraternidad, car ils se voient eux-mêmes comme des civilisateurs, et donc se tournent logiquement (du moins, à leur yeux) vers les plus lettrés des Argentins. Par ailleurs, à travers la voix de leur leader, Juan B. Justo, les socialistes assumeront également des positions flirtant parfois avec des idées aujourd'hui clairement d'extrême droite : en justifiant notamment la colonisation européenne en Afrique, bien que cette dernière s'accompagne de cruautés ; Camarero et Schneider, *opus cité*, p. 23.

lisateur » dont le but et le destin, tel le Prométhée de l'Antiquité, est d'apporter à l'homme une flamme libératrice à travers l'exemple et la propagande⁴⁶. C'est cette idée de double production qui est au fondement de la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA), véritable organisation de propagande anarchiste structurée comme un syndicat, qui va prendre du poids dans une société ayant gardé une certaine mentalité d'artisan. D'ailleurs, selon Maria Laura Moreno Sainz, « *tout semble être une question de propagande à laquelle les travailleurs et intellectuels devenus militants et orateurs se consacreront sans relâche*⁴⁷ », comme le démontre par exemple l'action d'Errico Malatesta lors de son passage en Argentine et « *qui avait l'habitude d'offrir des conférences informelles et spontanées dans les cafés* ». ⁴⁸ Peut-être doit-on y voir plus que dans n'importe quel pays l'application en Argentine de l'individualisme stirnerien – soit une association d'individualités –, dans la mesure où les anarchistes de la FORA (et, au-delà, des autres courants anarchistes dans le pays) ne se considéraient pas d'abord comme faisant partie d'une masse prolétaire, mais comme des producteurs et des civilisateurs libres. Pour autant, il ne faudra pas y voir l'application stricto sensu de la pensée de Stirner car l'instituteur allemand était à l'époque quasi inconnu en France, et *a fortiori* en Argentine. Le « *a fortiori* » s'expliquant par l'influence primordiale des anarchistes français arrivés suite à la Commune de Paris dans le futur pays du tango. Plus sûrement, les événements ayant marqué les anarchistes individualistes argentins (en dehors du fait de leur relative inclinaison en faveur de la rébellion comme nous l'avons vu plus haut) furent le coup d'arrêt porté par Santos Caserio à la carrière du président français Sadi Carnot, ainsi que les attentats de Ravachol⁴⁹, sans compter la philosophie nietzschéenne et le romantisme. À partir de la fin des années 1880, ce sont en effet les individualistes argentins qui vont le plus porter sur leurs épaules le mouvement local, de l'aveu même d'un militant

47. *Opus cité*, p. 106.

48. Suriano, *Anarquistas*, cité par Moreno Sainz, *opus cité*, p. 106.

49. Mafúd et Fernández, *opus cité*. À Buenos Aires existait un groupe espagnol nommé Ravachol et un autre italien nommé Santos Caserio.

50. Enrique Dickmann, *Recuerdos de un militante socialista*, la Vanguardia, cité par Mafúd et Fernández, *opus cité*, p. 10.

socialiste ayant quelque sympathie pour les libertaires : « *En Argentine, les anarchistes individualistes furent le coup de fouet du mouvement socialiste naissant.* ⁵⁰ »

Du point de vue de la pensée syndicale, la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e sont le temps du développement d'un syndicalisme en radicale opposition au réformisme trade-unioniste. D'une claire obédience anarchiste dans ses premiers temps, le syndicalisme révolutionnaire va s'imposer dans sa forme cégétiste dans nombre de pays à travers le monde. L'Argentine n'échappe pas à ce succès, mais après avoir totalement adapté sa forme au contexte local.

Car justement, le contexte argentin est fécond en hommes libres et en mythologie. La thèse de Moreno Sainz sur la *mythanalyse* de l'anarchisme argentin est à ce sujet riche en enseignement. Le gaucho, cet homme originel de la pampa argentine, cet ancêtre légendaire d'un peuple ayant depuis lors fondé en grande partie son folklore sur cette image, est un être libre évoluant dans un espace infini. Proche géographiquement d'un autre peuple tout autant attaché à sa démocratie, celui des Guayakis étudiés par Pierre Clastres. Le gaucho est « *le représentant du maté* » ⁵¹, cette plante paraguayenne que l'on fait infuser dans un bol, que l'on boit à la paille et que l'on fait tourner de bouche en bouche jusqu'au bout de la nuit. Ce gaucho qui, selon Felix Luna, a marqué définitivement la société argentine d'un « esprit de liberté » par sa « conscience de l'égalité » et son « attitude vagabonde ».

51. Moreno Sainz, *opus cité*, p. 87.

Syndique-toi



II

STRUCTURATION DU MOUVEMENT SYNDICAL

I. Les mentors

Parmi les hommes qui ont permis que se forme ce qu'Alfredo Gómez considère comme étant un mythe collectif du début du siècle arrive en premier Ettore Mattei, qui débarque à Buenos Aires en 1880, après avoir été pourchassé à Marseille (qu'il est obligé de quitter en 1874) et à Barcelone. Ancien internationaliste actif, Mattei va créer avec des compagnons boulangers, ébénistes et graveurs, le Cercle communiste anarchiste, proche des idées de Malatesta qui sont exprimées dans *La Question sociale* à Florence (1883-1884) ou dans *La Révolte de Paris*.

Selon certains auteurs, l'impulsion définitive en faveur du courant anarchiste en Argentine est donnée par Errico Malatesta lui-même, qui arrive dans le pays entre mai et juin 1885 entouré de quelques compagnons, tous militants aguerris et anciens membres actifs de l'Internationale : Angenore Natta, César Agostinelli, Galileo

Palla. Tous fuient l'Italie et sa justice. Le petit groupe d'hommes ouvre dès son arrivée un petit atelier de mécanicien. En parallèle, Malatesta reprend immédiatement son travail de propagande, non seulement parmi la diaspora italienne, mais aussi parmi les ouvriers du cru, dont il apprend rapidement la langue. Un petit cercle socialiste se crée, dans lequel il donne un certain nombre de conférences et où se tiennent des discussions. Les débats seront vifs, notamment avec le très fort courant républicain dominant l'immigration italienne et auquel le penseur anarchiste s'oppose régulièrement. La deuxième grande partie du travail de propagande de Malatesta réside dans la réédition du journal *La Question sociale* pendant quelques semaines¹ : écrit en italien, le journal reprend en grande partie la forme de son prédécesseur florentin, avec une prédominance de textes théoriques publiés. En 1886, ayant entendu parler de la possibilité d'extraire de l'or en grande quantité en Patagonie, Malatesta et ses compagnons de route Agostinelli et Palla partent dans l'intention de ramasser un pactole et ainsi financer la propagande anarchiste. Arrivés à Cabo Virgenes, ils s'engagent comme péons pour les négociants locaux, s'équipent pour tenir trois mois dans un pays où la température ne dépasse pas les - 14° et s'installent dans une cabane en pleine zone aurifère. Mais la désillusion ne tarde pas, car les meilleures zones d'extraction ont déjà été accaparées par de grosses compagnies. Finalement, au bout de sept mois passés en plein hiver patagon, le petit groupe d'amis décide de repartir vers des climats plus accueillants. C'est à son retour à Buenos Aires que Malatesta va étendre le plus son influence, avec l'impulsion d'un certain nombre de sociétés de résistance, notamment, l'Association des boulangers, qui connaîtra un grand succès et aura une grande influence sur la profession. C'est sur la demande d'Ettore Mattei, qui appelle à une assemblée le 18 juillet 1887 de tous les ouvriers boulangers afin de créer une société de résistance, que Malatesta se voit solliciter afin d'en écrire les statuts. La Société cosmopolite de résistance et de placement des ouvriers boulangers est la première du pays : c'est un

1. Luigi Fabbri pense se souvenir que ce périodique est sorti fin juillet, tout le mois d'août 1885 et quelques fois par la suite, le nombre total de numéros parus ne dépassant pas les 10-12.

organe de défense et de solidarité de classe, anti-parlementaire et fédéraliste. Toutes les sociétés prendront par la suite ce nom de « société de résistance » par respect pour cette première organisation. La marque des boulangers est d'ailleurs indélébile puisque, encore aujourd'hui, les fameuses *facturas* (que nous traduirons par viennoiseries pour faire court) portent des noms donnés par leurs créateurs anarchistes : *Bola de Fraile* (boules de Frère) ou *Suspiro de Monja* (Soupir de Nonne), appelé aussi plus simplement soufflé ; *el Vigilante* (le policier) qui est un gâteau long et fin ressemblant à une matraque ; *Cañonito* (petit canon) qui est une pâte feuilletée en forme de cylindre, fourrée à la confiture de lait ; *el Sacerdote*, etc. ²

Enfin, l'un des derniers personnages à avoir été une figure déterminante pour l'anarchisme argentin est sans aucun doute le très ambigu et contesté Pietro Gori, dont López Arango affirmait qu'il fut « *non seulement un facteur de premier ordre pour l'essor de l'anarchisme en Argentine, mais il eut aussi de l'influence sur le réveil intellectuel du pays, influence qui fit de lui un facteur culturel inoubliable.* » ³

Né en 1865, poète, dramaturge, fondateur de divers journaux, avocat, orateur hors pair et surtout infatigable, Gori va faire un tour des États-Unis de plus de 11 000 kilomètres, ponctués de 280 à 400 conférences selon les sources. Fuyant Milan en 1898, il se retrouve en France, puis très vite va prendre un bateau pour l'Argentine. Personnage hors du commun et reconnu à sa juste valeur par les gens de son époque, c'est auréolé d'une certaine réputation – du moins, parmi la diaspora italienne – qu'il débarque au Río de la Plata. Très vite, il va multiplier ses activités, reprenant dès le 26 juin 1898 un cycle de conférences au cours desquelles il aborde tous les sujets, depuis l'idée de justice dans les livres de Zola, jusqu'aux droits des travailleurs et la question sociale. Ces conférences, données dans tous les milieux et toutes les ambiances, parfois même en présence

2. Il faut préciser que le reste du séjour en Argentine de Malatesta ne fut pas très fort en émotions, hormis quelques escapades à Montevideo ainsi qu'une fausse accusation par la police de faux-monnayage, le penseur et homme d'action italien repart de Buenos Aires pour Nice (où il se trouve déjà en octobre) au cours de la seconde moitié de l'année 1889.

3. Cité par Marianne Equy, dans le résumé de sa maîtrise *L'Anarchisme en Argentine de 1870 à 1910*, p. 30.

de militaires ou d'hommes politiques, attirent beaucoup de jeunes qui sont ainsi poussés vers des études de droit et/ou vers l'anarchisme. De son talent d'orateur, Alberto Ghirardo va écrire :

« *Arrogante figure, manières distinguées, dialectique brillante et d'une ténacité à toute épreuve. Il était orateur, orateur par excellence ; il sentait la volupté de la parole et vivait à la tribune.* ⁴ »

En 1899, il initie une tournée de propagande dans le pays, la première en Amérique latine selon *La Protesta humana*. Cette incroyable capacité de diffusion des idées anarchistes, Pietro Gori va la mettre à disposition des courants pro-organisation, qui reçoivent de fait un soutien de poids à leur cause ⁵. En décembre 1899, lui et Inglan Lafarga (qui va y apporter un certain nombre de modifications) vont écrire le texte fondateur de la première Fédération libertaire des groupes socialistes anarchistes de Buenos Aires. Sans aucun doute, Pietro Gori est l'un des initiateurs avec Pellicer Paraire du congrès fondateur de la FOA auquel il assiste. Pourtant, Gori reste un mystère : fréquentant indifféremment les cercles de l'intelligentsia bourgeoise de l'époque, le journal conservateur *La Nación* écrira après son départ, en avril 1902, que Gori « [n'est pas] *un ennemi de la bourgeoisie.* ⁶ » Soupçonné d'être un agent actif de la police, il n'en reste pas moins sûr et certain que, lors de sa conférence de départ, étaient non seulement présents nombre de militants anarchistes mais aussi le président Roca dont Pietro Gori était un ami déclaré. Gênant dans un contexte de guerre de classe aussi prégnant, *La Protesta humana* va faire le choix de passer outre toutes ces ombres au tableau pour faire du docteur Gori un compagnon de route sincère du mouvement libertaire.

II. Les premières organisations

À la fin des années 1860, plusieurs centaines d'anarchistes, tous membres de la I^{re} Internationale et tous issus de l'immigra-

4. Gonzalo Zaragoza, *opus cité*, p. 244.

5. Un tel soutien, qu'il devient la bête à abattre des anarchistes individualistes, qui vont plusieurs fois tenter de le faire taire.

6. Cité par Patricio Geli, dans son article « Los Anarquistas en el gabinete antropométrico ».

tion (française, espagnole ou italienne), ainsi que des cantonalistes espagnols⁷ se retrouvent dans la ville de Buenos Aires. Le premier contact entre l'AIT et les travailleurs argentins date de 1870 – mais des contacts avec la Fédération libertaire de Barcelone étaient également établis –, époque à laquelle les typographes argentins envoient à l'Internationale le premier numéro de leur journal *Anales de la Sociedad Tipográfica Bonaorense*. Le secrétaire du conseil fédéral de la région espagnole, Francisco Mora, en informe le conseil général de Londres et lui demande une aide pour la revue, d'autant que des contacts pourraient s'établir à Córdoba, Montevideo, Valparaiso et Rio de Janeiro. Un peu plus tard, le congrès de l'Internationale de La Haye de 1872 est informé de ces ramifications à Buenos Aires, puisqu'elles sont représentées au congrès par Raymond Wilmart. Dans une lettre à un internationaliste de Bordeaux datée du 3 mars 1872, A. Aubert, qui est le secrétaire des sections de la capitale argentine, évoque trois sections de l'Association⁸ : une espagnole, une italienne et une française, qui correspondent chacune aux diasporas en question. C'est d'ailleurs ces diasporas qui sont à l'origine du tout premier noyau d'internationalistes : très exactement, ce sont des réfugiés de la Commune de Paris qui auraient repris leurs activités militantes en arrivant en Argentine⁹. Les sections sont constituées d'un comité central qui désigne deux membres d'un Conseil fédéral. Mais l'AIT aura du mal à s'insérer socialement dans les couches populaires¹⁰. La section argentine ne dépassera jamais les 300 membres et se contentera de diffuser des

7. Le cantonalisme en Espagne était l'exigence de l'indépendance villageoise (*aldeana*), caractéristique, selon Eric Hobsbawm, de tous les mouvements paysans du XIX^e siècle. Pour plus d'information et malgré une certaine pédanterie marxiste de sa part, notamment dans sa description des mouvements qu'il dépeint comme millénaristes, consulter *Rebeldes Primitifs* d'Eric Hobsbawm.

8. Il faut noter ici certaines divergences entre les historiens. S'il est communément admis que la section française argentine s'est créée en janvier 1872 (le 28 janvier exactement, un peu moins d'un an après la Commune de Paris) avec 26 membres fondateurs, la section italienne est censée avoir été fondée un peu plus tard, courant 1872 et la section espagnole – selon Julio Godio – aurait été créée au cours de l'année 1873... De même, notons qu'une quatrième section, cosmopolite, est fondée en 1874, à Córdoba.

9. Cité par Eduardo Colombo dans son article *La FORA. Le finalisme révolutionnaire*, pp. 81-82.

10. Bartolomé Victory y Suarez écrit dans le numéro 12 de la *Revista Masónica Americana* que les internationalistes ne participent pas à la vie locale. Cité par Julio Godio, *Historia del movimiento obrero Argentino*, pp. 86-87.

journaux (*El Trabajador*, *Le Révolutionnaire* ou encore *El Organizador*) et des tracts afin de propager les idées révolutionnaires. Pour autant et malgré son relatif échec pour s'implanter, la presse n'hésite pas à accuser les internationalistes de conspirer en vue de déclencher une nouvelle Commune de Paris. C'est d'ailleurs durant cette période qu'émigrent des militants espagnols connus, tels Gratacos, Benito Prieto et Ruban Denadeu, qui vont renforcer l'ancrage libertaire du mouvement naissant. Cette section de l'AIT suivra d'ailleurs l'Internationale anti-autoritaire. Avant la scission entre autoritaires et anti-autoritaires, ces sections sont composées de membres de bords idéologiques différents : marxistes surtout, anarchistes, mais aussi blanquistes et mazzinistes. Internationalistes dont les rancœurs vont se concrétiser suite au congrès de 1872 : les journaux anarchistes, *Una idea* (en 1876), puis *El Descamisado* (1879) et *La Voz del obrero* s'attaquent ainsi violemment à l'autoritarisme des marxistes.

Cependant, marxistes et anarchistes vont se retrouver dans les luttes, en participant notamment à la première grève de l'histoire de l'Argentine, en 1878, organisée (évidemment ?) par la Société des typographes après qu'elle eut changé de forme et après s'être rebaptisée l'Union typographique en cette même année 1878. Le but de cette nouvelle organisation est de s'engager dans de vraies luttes, notamment en établissant une grille des salaires, alors que la Société typographique, comme mentionné plus haut, se limitait au mutualisme. Mouvement fort, suivi par plus de mille travailleurs, les ouvriers typographes des journaux quotidiens obtiennent une augmentation de salaires, la réduction de la journée de travail à dix heures en hiver, douze heures en été et, surtout, l'abolition du travail des enfants et leur remplacement par des adultes. En 1879, c'est la Manufacture des tabacs de Buenos Aires qui va se mettre en grève – entre autres pour revendiquer la réintégration de trois de leurs compagnons –, grève organisée par les anarchistes qui est, non seulement une victoire claire contre le patron, puisque les deux ouvriers licenciés se verront réintégrés, mais aussi contre les marxistes, à qui est prouvée sans coups férir la validité des thèses libertaires.

Entre la fin des années 1860 et le début du xx^e siècle, le développement de l'anarchisme en Argentine va donc connaître un succès important, mais sera toujours un peu dépendant des idées de la péninsule Ibérique, l'une des plus grosse pourvoyeuse de main-d'œuvre immigrée du pays (juste après l'Italie).

Ce développement est aussi explicable par le nombre très élevé de travailleurs étrangers présents en zone urbaine ou à la campagne, l'éloignement physique de ces couches sociales facilitant leur éloignement intellectuel vis-à-vis du politique. Or, la politique est partout contrôlée par la bourgeoisie et la classe dominante. En Argentine, le développement capitaliste est impulsé par une classe nationale hégémonique en alliance avec le capital anglais principalement. Au cours de la décennie 1880, les propriétaires terriens du littoral décident de former avec les propriétaires de l'intérieur une alliance suffisamment forte afin d'établir un État libéral. L'outil politique qui se met alors en place est le parti autonomiste national (PAN), sous la direction du général Julio A. Roca. C'est sous cette alliance que va se constituer le fondement de l'État argentin moderne. Mais le PAN se montre très mauvais gestionnaire et particulièrement rétif à laisser sa place. La situation empire avec la grande crise de la décennie 1880-1890 et les nouveaux conflits sociaux d'ordre purement économique en résultant (conditions de vie, perspectives de salaires, etc.) vont alimenter la montée des courants de gauche et, ainsi, le retour au politique des couches défavorisées. Les ouvriers s'organisent peu à peu à travers des sociétés de résistance et de secours mutuel dont les dates de création sont détaillées ci-dessous :

1880 : Société des employés, vendeurs ou commis du commerce ; corporation des valets de chambre.

1881 : Union des ouvriers boulangers ; Société des ouvriers Meuniers.

1882 : Union des maîtres maçons ; Unions des maîtres plâtriers ; Unions des ouvriers tailleurs.

1883 : Société des ouvriers tapissiers ; Société des pilotes (maritimes) ; Société mutuelle des postillons et cochers ; Société de résistance des ouvriers marbriers.

1884 : Aucune création.

1885 : Internationale des charpentiers ; Société de résistance des ouvriers boulangers.

1886 : Société des employés sombrereros (ouvriers chapeliers).

1887 : La Fraternidad (la Fraternité), Société d'entraide entre machinistes et chauffeurs de locomotives ; Société des arts culinaires (cuisiniers et employés d'hôtels).

1888 : Société cosmopolite des ouvriers boulangers ; Société des ouvriers cordonniers.

1889 : Société internationale des ouvriers charpentiers, lustreurs, tourneurs.

1890 : Société des cigaretteurs unis.

En tout, au cours de cette décennie 1880-1890, 19 sociétés de résistance diverses et variées vont se créer – en plus de la Société typographique de Buenos Aires et de l'Union des cigaretteurs créées en 1870. Qu'elles soient de tendance anarchiste ou socialiste, majoritaires ou minoritaires dans leur profession, leur point commun est de s'être constituées dans un but revendicatif et de développement des luttes corporatives. Toutes sont implantées sur Buenos Aires, excepté la Fraternidad qui, en raison de la structure même des chemins de fer, s'est implantée partout et a pu développer une structure fédérale centralisée.

« Ces associations de résistance par métier recrutent leurs membres très logiquement, principalement parmi les étrangers. Chaque association était une espèce de tour de Babel qui obligeait à publier les journaux, les tracts, etc., dans la langue étrangère qui prédominait ou, dans de nombreux cas, en plusieurs langues simultanément. ¹¹ »

III. Grèves et droit de grève

Jusqu'en 1886, les salaires augmentent de manière incessante, mais à partir de cette date, les patrons considèrent que la main d'œuvre est suffisante pour pouvoir jouer sur les bas salaires. En 1887, un ajusteur gagnait entre 2 et 5 pesos par jour ¹², un maçon entre 1 et 3 pesos et un cigaretteur 1 peso : de manière générale, les salaires ne dépassaient pas les 2 pesos journaliers pour les hommes

11. Julio Godio, *opus cité*, p. 191.

12. Ce qui, selon Julio Godio, correspondait à un salaire bas mais « décent ».

adultes, alors que les enfants gagnaient entre 0,25 et 0,30 peso-or par jour et les femmes à peu près 0,50 peso. Pour donner un indice de comparaison, précisons qu'à la même période, dix kilos de riz coûtaient 1,50 peso, un kilo de pain 0,80 peso et le prix d'une chambre dans un conventillo 12 pesos par mois ¹³.

65 % des salariés passaient 10 heures quotidiennes au travail, 22 % entre 11 et 14 heures contre 13 % qui avaient gagné les huit heures ¹⁴.

Entre les années 1886 et 1890, le prix de l'or augmente plus vite que les salaires. Pour des ouvriers ne consommant quasiment que des produits d'importation venant d'Angleterre, la baisse du pouvoir d'achat occasionnée par cette augmentation de l'or (qui va multiplier par deux, voire trois, le prix des denrées et des locations en moins de cinq ans) est une catastrophe et pousse de nombreux travailleurs dans les bras d'organisations ouvrières très bruyantes et actives. À cette époque, « *le prolétariat était quasi totalement sous la direction spirituelle des anarchistes.* ¹⁵ » Nombre de cercles et clubs socialistes et anarchistes vont se créer dans le pays durant cette décennie 1880-1890 : Club des égaux, Fascio del lavoro ou club Worwäts pour les sociaux démocrates. Ce dernier ayant explicitement pour vocation de « *coopérer à la réalisation des principes et fins du socialisme, en accord avec le programme du parti de la démocratie sociale allemande* ». En 1885, ce sont les Français Émile Piette et Gérard Gérombon qui lancent un groupe actif d'anarchistes tournant autour de la Librairie internationale de Piette. Les Espagnols vont créer de leur côté le Centro de propaganda obrera et les Italiens le Circulo comunista anarquico. Les événements vont se précipiter et, dès 1887, on l'a vu, les boulangers suivis des métallurgistes puis des maçons se lancent dans l'auto-organisation. Cette prise de conscience politique des ouvriers va permettre à un certain nombre de sociétés

13. Gonzalo Zaragoza, *opus cité*, chapitre 2.

14. Toujours selon Godio, en raison de la similarité des conditions économiques et sociales, on peut avoir une très bonne description de la situation des ouvriers argentins en lisant *La Situation de la classe ouvrière en Angleterre* de Friedrich Engels.

15. Abad de Santillán, *La FORA. Historia y trayectoria*, p. 46.

16. Là encore, les chiffres divergent, entre 48 et 52 grèves, selon les historiens. Le chiffre 52 est un recomptage de notre part effectué à partir du travail de Julio Godio ; quant au chiffre 48, c'est celui qui est le plus fréquemment cité par les auteurs. Le chiffre de 12 grèves pour la période 1881-1887 (soit, fin 1886) nous semble pouvoir être admis comme correct.

d'entamer des grèves revendicatives : double dynamique durant cette décennie 1880-1890 pendant laquelle on enregistre 48 grèves ¹⁶ (entre 1881 et 1887 on en compte seulement 12). Sur la totalité de ces grèves, des boulangers, des cordonniers, des maçons, des plâtriers, des cigarettiers... les résultats négatifs et positifs s'équilibrent, soit 21 grèves inutiles pour 21 largement positives. Six de ces mouvements obtiennent partiellement gain de cause.

Plusieurs observations peuvent être faites sur ces mouvements.

- Concernant les revendications, il est à noter que plus de 75 % de ces grèves mettent en avant l'augmentation de salaires comme revendication prioritaire. Viennent ensuite et pêle-mêle, des questions horaires (diminution et modifications des horaires de travail), des réintégrations de licenciés, l'organisation du travail ou encore d'autres motifs non précisés...

- Ce sont des grèves qui se produisent sur de courtes périodes de temps et qui sont concentrées géographiquement : plus de 94 % des grèves de cette période se déroulent dans la capitale fédérale.

- Concernant le relatif succès de ces grèves, un triple facteur peut être invoqué : d'une part, la demande en main-d'œuvre couvrant toujours l'offre ; par défaut à cette première raison, l'absence de « l'armée de réserve » marxiste pour casser ces grèves ; enfin, les gros profits engrangés par les patrons qui les poussent à accepter les revendications ouvrières plutôt que de voir un conflit durer.

Quoi qu'il en soit, ces conflits du travail font ressortir un noyau dur d'ouvriers : maçons, plâtriers, boulangers, cheminots, menuisiers, charpentiers, professions qui prouvent leur capacité à se convertir en centres de convergence du mouvement syndical et à la diffusion idéologique socialiste et anarchiste. Quelque temps plus tard, le 3 décembre 1888, une première réunion entre anarchistes et socialistes ¹⁷ se tient au club allemand *Worwärts*, à laquelle assistent notamment Errico Malatesta et Zacarias Rabassa (du côté anarchiste), Swiniger

17. Notons aussi au cours de cette réunion, la présence d'Enrique Lluch de la UIA (Union industrielle argentine) tentant de freiner les velléités des révolutionnaires quant à la pratique de la grève et d'impulser de son côté des commissions de cogestion avec les entreprises. Bien sûr, il sera rabroué plusieurs fois par les membres présents, mais cela dénote clairement l'état d'esprit des entrepreneurs locaux de la période.

et Guillaume Khun (du côté socialiste), dont le débat principal est celui du droit de grève. Il sortira de cette réunion non seulement une déclaration de principe, mais aussi une commission chargée des rapports entre les deux courants. La déclaration reprend les thèmes suivants :

1. Les grèves en général sont le produit de l'ordre social capitaliste ; plus spécifiquement, les grèves se déroulant actuellement sur Buenos Aires sont le produit naturel de la situation déplorable de la classe ouvrière, situation créée par les injustices de la politique financière du gouvernement, par la spéculation effrénée de la Bourse et celle des capitalistes.

2. Les grèves sont un droit naturel découlant de la liberté individuelle et dont le libre exercice sollicite les ouvriers, sans conditions, pour défendre leurs intérêts.

3. En conséquence de quoi, l'assemblée proteste contre l'invention mensongère affirmée par une partie de la presse capitaliste et selon laquelle les grèves actuelles ne sont que des œuvres artificielles des socialistes.

4. Elle proteste de toutes ses forces contre la conduite de la police et les arrestations arbitraires des grévistes, et rend responsable leurs auteurs de tout ce qui pourrait se produire si cette ligne de conduite devait perdurer¹⁸.

IV. Le 1^{er} Mai

Au fur et à mesure que les organisations se multiplient, l'envie de se regrouper semble se faire de plus en plus forte chez les travailleurs. L'une des premières occasions leur a été donnée par le congrès socialiste international réuni à Paris en 1889 du 14 au 24 juillet. C'est après cette rencontre que se monte le Congrès international ouvrier qui intronise le 1^{er} Mai comme fête des travailleurs en mémoire de la grève générale de 1886 et autour de laquelle les travailleurs sont appelés à se réunir dès le 1^{er} mai 1890 : motivation supplémentaire pour

18. Cité dans Julio Godio, *opus cité*, p. 192.

les ouvriers argentins déjà organisés pour se regrouper sous une forme fédérative. Une réunion se tient donc au club Worwäts. Là, les socialistes mettent sur pied une commission d'organisation du 1^{er} mai et décident de solliciter le Parlement argentin pour qu'il vote des lois de protection des travailleurs. La manœuvre exclut de fait les anarchistes... En conséquence de quoi, les premiers affrontements entre les deux courants auront lieu lors de ce 1^{er} mai. Lors d'un meeting au Prado espagnol, une pétition socialiste faisant état des réclamations suivantes est adressée au Parlement :

- la journée de huit heures pour tous les adultes,
- l'abolition du travail pour les mineurs de moins de 14 ans et la réduction de la journée à six heures pour les mineurs de 14 et 15 ans des deux sexes,
- la suppression du travail de nuit, sauf pour les branches industrielles ne le permettant tout simplement pas,
- l'abolition du travail de nuit pour les femmes et les mineurs de moins de 18 ans,
- un repos hebdomadaire d'au moins trente-six heures ininterrompues pour tous les travailleurs,
- l'abolition du travail et des systèmes dangereux pour la santé des travailleurs,
- l'abolition du travail à la pièce ou au mérite,
- l'inspection des ateliers et des fabriques par des inspecteurs payés par l'État,
- l'inspection sanitaire des habitations, la vigilance quant à la fabrication et la vente de boissons et d'aliments, mesures devant être prises contre les falsificateurs,
- l'assurance obligatoire pour les ouvriers contre les accidents, à charge des patrons et de l'État,
- la constitution de tribunaux dans lesquels siègent des ouvriers et des patrons afin de régler rapidement et gratuitement les différends les opposant...

Peu de temps après cette réunion du Prado, la première fédération d'ouvriers tente de se constituer. Elle a pour nom la Fédération des travailleurs de la région argentine et un certain nombre de socié-

tés de résistances y adhèrent, telles celles des cigarettiers, des cordonniers, des charpentiers, des typographes bien sûr, sans oublier les ouvriers organisés des villes de Santa Fé, Rosario, Mendoza et Chacomús. Le congrès constitutif est repoussé pour cause de révolution en juillet de la même année – révolution qui met fin à la présidence de Juarez Celman. L'acte constitutif de cette fédération est repoussé au mois de janvier 1891. Cet acte approuve provisoirement des statuts et reconnaît comme organe officiel, *El Obrero*, journal vieux de déjà plus d'un an, dont la direction est tenue par Gustave A. Lallement, un social-démocrate allemand. Cette fédération proclame « *l'union des travailleurs de cette région afin de défendre les intérêts moraux et matériels et pratiquer la solidarité avec les frères de toutes les régions en lutte contre le capital et ses monopolisateurs* », de même que les moyens utilisés pour cette lutte, sont « *l'organisation de tous les travailleurs en sections de métiers et de sociétés purement ouvrières, la solidarité dans tous les cas où se présente la lutte pour les intérêts ouvriers et la propagande, ainsi que l'instruction par les moyens de presse, bibliothèques, conférences, bulletins, etc.* ».

Le premier congrès se tient en octobre 1891 mais, bien que prenant des positions fortes sur certains thèmes, telle que l'abolition de la propriété privée, la Fédération n'opte pas pour un courant politique particulier.¹⁹ Cette incapacité à choisir la mène à la rupture peu de temps après son deuxième congrès, en octobre 1892. De même les tentatives de fédération de 1894, 1896 ou encore début 1900 seront toutes de cuisants échecs, dans la mesure où les socialistes tenteront de faire cavalier seul en oubliant que les anarchistes tiennent le haut du pavé politique en cette fin de siècle. Pour autant, les socialistes poursuivent leurs efforts pour s'organiser en interne, aidés en cela par la personnalité de Juan B. Justo, qui est le principal militant fondateur ainsi que la référence intellectuelle du

19. Gonzalo Zaragoza note également que cette fédération sera l'objet d'attaques constantes de la part des anarchistes individualistes, qui, au mieux, la traitent de « fédération ouvrière imaginaire » dans leurs colonnes ; au pis, vont dans ses réunions afin de tenter d'en détourner l'assistance ouvrière et faire passer leur message révolutionnaire, avec pertes et fracas, on l'imagine. Voir *opus cité*, pp. 146 à 151.

parti socialiste argentin à cette période. Né en 1865, il suit peu après leur arrivée, les hommes membres du club *Worwärts* et adhère à l'idéologie sociale-démocrate allemande. Orateur infatigable, homme d'une très grande culture et ayant des dons d'organisation certains, il publie sous sa direction, *La Vanguardia*, qui sort le 7 avril 1894. *La Vanguardia* se veut être un périodique (qui va se transformer en quotidien en 1905) de socialisme scientifique, proclamant que le socialisme a comme objectif la lutte pour la défense et pour l'élévation du peuple travailleur qui, guidé par la science, tend à réaliser une libre et intelligente société humaine, fondée sur la propriété collective des moyens de production.

Un peu plus tard, en juin 1896, lors du congrès constituant du parti socialiste, Juan B. Justo précise un peu plus ses idées dans la déclaration préliminaire qu'il écrit pour le nouveau parti :

« Le parti socialiste est avant tout le parti des travailleurs, des prolétaires, de ceux qui n'ont rien d'autre que leur force de travail ; les portes du parti sont, malgré tout, ouvertes à tous les individus provenant d'autres classes, qui veulent entrer, subordonnant leurs intérêts à ceux de la classe prolétaire. L'important est de mettre en évidence notre indépendance de tout intérêt capitaliste ou petit-bourgeois, sans créer pour autant une opposition aux autres intérêts dans tous les cas et sur toutes les questions. Sur la question de la monnaie, par exemple, le prolétaire a les mêmes intérêts que le capitalisme avancé et intelligent. Ce qui veut dire que notre mouvement est avant tout économique ²⁰. Nous ne sommes pas des idéologues qui luttons pour de vagues aspirations à la justice ou à la liberté, nous voulons en premier lieu l'amélioration économique et, nous savons qu'ainsi, nous obtiendrons le reste par petits ajouts. » ²¹

Plus loin, Juan B. Justo poursuit :

« En ce qui concerne les programmes, le peu d'éducation politique du peuple argentin nous oblige à être modestes et à présenter seules les réformes les plus compréhensibles pour tous et de réalisation les plus urgentes et faciles. »

20. Là où les anarchistes ont su, mais pas forcément toujours pu, poursuivre et persister dans la construction d'un espace politique : l'utopie politique est motivée par un choix de vie en opposition au matérialisme capitaliste, que très tôt, embrasse le socialisme. Cette option économique va par ailleurs poser problème lorsque triomphe la neutralité politique de la Chartes d'Amiens et des syndicalistes « purs ».

21. Abad de Santillán, *opus cité*, pp. 544-545.

D'ailleurs pour les socialistes argentins, c'est cette inculture qui pousse le peuple argentin vers l'anarchisme « [qui] *se propage facilement entre les Italiens et les Espagnols issus d'une immigration villageoise européenne, féodale et agraire ; ainsi que chez le travailleur criollo, dans le sang duquel persiste la nostalgie de l'âge d'or de la campagne argentine.* »²² On retrouve bien chez Justo, la volonté de prôner la collaboration plutôt que la lutte entre les classes ainsi qu'une certaine incompréhension (une haine de classe ?) envers une paysannerie dont il est ici clairement spécifié son inutilité dans le cadre du combat moderne dont Justo se sent investi. Le 4 juillet 1896, 19 centres socialistes et 15 sociétés de résistances fondent le parti socialiste ouvrier argentin.

V. Pro et anti-organisation

Cependant, et malgré tous les discours et les efforts pro-organisation, il nous semble assez significatif (et nous pensons pouvoir établir le même parallèle avec la France contemporaine de cette période) que l'entrée massive des travailleurs dans des structures syndicales donc son accès à des organisations ouvrières, ne se fera que lorsque les anarchistes, puis les syndicalistes révolutionnaires se mettront concrètement à organiser les masses. Alors qu'il s'agit de leur credo historique, les socialistes seront incapables d'engager un tel processus, peut-être par peur ou condescendance vis-à-vis d'un peuple que les élites du PSOA se proposaient d'émanciper à sa place... À l'inverse, au début des années 1890, la majorité des militants anarchistes ne sont pas très enclins à prôner la moindre forme organisationnelle. Historiquement, la période est connue comme celle « *du Perseguido* » du nom du journal *El Perseguido*²³, qui paraît le 8 mai 1890 et se revendique non pas d'un individualisme stirnérien, mais simplement d'un individualisme « spontané et naturel ». D'ailleurs, « *avec l'anarchie, il n'y a pas d'autre type d'organisation que celle qui découle des lois naturelles.* »²⁴ Le journal,

22. La Vanguardia du 27 février 1897, dans l'article « Carnaval anárquico-burgués », cité par Zaragoza, *opus cité*, p. 202.

23. Qui tirera rapidement à hauteur de plusieurs milliers d'exemplaires.

24. *El Perseguido*, n° 44 du 18 juillet 1892, cité par Gonzalo Zaragoza, *opus cité*, p. 130.

publié par le groupe Los Desheredados (sous la férule de Inglan Lafarga ou de Fortunato Serantoni), affiche en devise : « *La propiedad es un vol, l'expropriation est une nécessité.* » Malgré cette déclaration d'intention, ni ce journal ni aucun autre groupe de cette fin de siècle n'aura vraiment recours à la propagande par le fait telle qu'elle fut pratiquée en Europe quelques années auparavant.²⁵ Pour le reste, et bien que défendant une ligne anti-organisatrice, *El Perseguido* prône plutôt, en parallèle de cet individualisme « naturel », une idéologie communiste-anarchiste. L'accent est par ailleurs mis sur la culture et l'éducation, revendication que l'on retrouvera d'ailleurs plus tard dans l'idée de « culture contre civilisation » de José Ingenieros.

Dans ces années, les groupes et journaux anarchistes anti-organisation font florès. Citons par exemple les groupes Los Atorrantes, Los Desheredados, El Errante, La Expropiación. Los Hambrientos, Juventud Comunista Anárquica, La Libre Iniciativa, Tierra y Libertad... ou les journaux tels que : *La Liberté, Caserio, Ravachol, El Escalpelo, La voz del esclavo, Gli Incendari, Il Pugnale, I Malfattori, La squila libertaria*... Tous usent, et parfois abusent, d'une prose violente contre les socialistes et les anarchistes en faveur d'une organisation plus formelle et cette presse libertaire n'hésite pas à accuser ses « adversaires » de corruption, d'inconséquence idéologique, d'autoritarisme, de mystification, de dérive bourgeoise, voire d'analphabétisme... Violence des propos qui préfigure peut-être la violence physique qui s'exercera dans le mouvement à partir des années 1920²⁶.

Mais cette fin de siècle est aussi très riche en mouvements sociaux, du fait notamment d'une grave crise économique qui voit la misère augmenter, de nombreux travailleurs jetés à la rue, voire contraints de reprendre les bateaux en sens inverse, pour celles et ceux pouvant se payer le prix du billet... Le journal *El Nacional* du 12 mars 1890 note :

25. Rappelons que la propagande par le fait est adoptée lors du congrès anarchiste de Londres de juillet 1881 et verra pendant une grosse décennie ses adeptes fleurir à travers toute l'Europe, sans pour autant que l'étincelle révolutionnaire que pensaient allumer les anarchistes en montrant l'exemple de ce qu'il fallait faire, ne jaillisse. Voir Alexandre Skirda pour la motion complète, *opus cité*, p. 67.

26. Nous ne saurions trop conseiller la lecture des chapitres 5 et 6 du livre de Zaragoza afin de se faire une idée plus précise de l'activité individualiste de cette période.

« *Le spectacle de la misère prend chaque jour dans les rues de Buenos Aires une forme plus répugnante sans que les autorités ou les sociétés caritatives de la Capitale n'adoptent de mesures adéquates.* »²⁷ »

Après 1894 et les effets de la crise de 1890 quelque peu surmontés, les revendications salariales refont surface. En parallèle, la question de la journée de travail et de sa réduction devient chaque jour plus prégnante, d'autant qu'une nouvelle donnée est à prendre en compte dans un pays qui ne l'avait quasiment pas connu : le chômage, en forte augmentation. Des meetings sont ainsi organisés pour tenter de faire rentrer dans l'action cette nouvelle catégorie de la population comme celui du 1^{er} août 1897 qui voit plus de 5 000 ouvriers au chômage se réunir dans le théâtre Doria de Buenos Aires.²⁸ Malgré cela, en septembre 1899, *La Protesta humana* évalue le nombre de chômeurs à 40 000 dans le tout le pays. Un an et demi plus tard, en juillet 1901, *La Prensa* comptabilise 40 000 chômeurs pour la seule ville de Buenos Aires.

Entre 1890 et 1893, au moins 41 mouvements de grèves sont enregistrés, mobilisant quasiment autant de professions et, au bas mot, plus de 70 000 travailleurs. En 1894, ce sont une quinzaine de professions qui partent en grève, mobilisant plus de 30 000 travailleurs. Puis, en 1895, ce sont 19 professions pour plus de 20 000 travailleurs qui « débrayent ». En 1896, on dénombre 26 mouvements de grèves impliquant 26 000 travailleurs. Dans la plupart de ces mouvements, ouvriers anarchistes et socialistes sont au coude-à-coude. Les journaux de ces derniers se réjouissent de tels mouvements – alors qu'ils ne sont pas en faveur des grèves systématiques – quand les journaux individualistes (*El Perseguido* en tête) rejettent toutes revendications partielles comme autant de compromis faits au système, et se plaignent de l'inactivité révolutionnaire de milliers de travailleurs qui, au lieu d'être en grève passive, devraient se lancer dans des opérations d'expropriation et de déstabilisation du pouvoir²⁹.

27. Cité par Zaragoza, *opus cité*, p. 36.

28. Abad de Santillán, *opus cité*, p. 47.

29. Les informations du dernier paragraphe proviennent essentiellement du chapitre 6 du livre de Zaragoza, ayant lui-même tiré ces informations d'auteurs comme Oddone ou Viñas. Nous avons compilé les informations pour en donner des chiffres clairs et condensés.

Malgré ce dédain individualiste, certaines professions vont obtenir des victoires substantielles : journée de huit heures et augmentation de salaires pour les plâtriers ; journée de huit heures trente pour les marbriers de Buenos Aires ; journée de huit heures l'été et neuf heures l'hiver pour les ébénistes ; journée de huit heures pour les maçons de Mar del Plata (alors qu'ils travaillaient entre douze et quatorze heures).

Les grèves qui émaillent ces années sont souvent ponctuées de violents affrontements avec les forces de l'ordre de la République, les tentatives de constitution de fédérations ouvrières, la violence de la propagande, associées à une grave crise économique et aux multiples déclarations d'état de siège par le gouvernement central (cinq fois sur la décennie) suscitent des velléités organisationnelles dans le mouvement libertaire. Une certaine mutation va donc s'opérer dans les mentalités anarchistes – bien que la tendance individualiste ne disparait pas –, qui va consciemment ou inconsciemment prendre acte de l'échec de la stratégie anti-organisationnelle, notamment suite au demi-succès du mouvement des cheminots d'août 1896³⁰ qui va frôler la grève générale, mais va en partie échouer du fait d'un manque de coordination. *El Oprimido* reconnaît « la nécessité qu'en tant qu'anarchistes, nous soyons solidaires des grévistes, même si cela suppose que nous intégrions des sociétés de résistance. »³¹ Ainsi, vers la fin de l'année 1896, on comptabilise une trentaine de syndicats différents, regroupant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, uniquement à Buenos Aires. C'est justement à cette période que vont se monter les premiers journaux anarchistes pro-organisation. Très exactement, c'est entre 1894 et 1897 que vont apparaître *La Question Sociale*, *El Oprimido*, *El Obrero panadero*, *Avvenire*, *La Revolución social* et enfin, *La Protesta humana*, alors que durant la même période (entre 1895 et 1897) les rangs anarchistes s'étoffent substantiellement.

Mais c'est avec l'arrivée en 1898 du Dr Pietro Gori que cette tendance s'implante définitivement dans le mouvement argentin. Puis,

30. Près de 120 jours de grève, des milliers de travailleurs impliqués à travers tout le pays mais, au final, 700 licenciés et des hausses de salaires inférieures à celles revendiquées.

31. Numéro 18, daté du 23 août 1896, cité par Zaragoza, *opus cité*, p. 229.

à partir de novembre 1900, Antonio Pellicer Paraire ³², sous le pseudonyme de Pellico publie une série d'articles sur « l'organisation du travail », dans les colonnes de *La Protesta humana*. Entre autres, Pellico va proposer un pacte de stabilité, sorte de prototype de l'organisation ouvrière dont les objectifs seraient les suivants : améliorer les conditions de travail ; se prêter appui mutuel ; se procurer de l'instruction et des loisirs ; être solidaire avec les institutions ouvrières ayant les mêmes objectifs ; maintenir les efforts jusqu'à l'émancipation sociale.

Cette série de douze articles tombe à point nommé pour les anarchistes, car les ouvriers qui se sont organisés à travers la Fédération socialiste (le tout nouveau parti socialiste tente de pousser un maximum dans ce sens) en sortent pour la plupart écœurés, mais gardent toujours la volonté de s'organiser via des sociétés de résistance. Devant la vitalité et la détermination ouvrières, ces propositions pro-organisationnelles apportent de la matière à une théorie anarchiste qui ne s'axait globalement que sur une pure critique sociale et le développement d'un souffle rebelle utile mais pas forcément très concret. Pellico, ancien internationaliste ayant vu de près ce à quoi ressemble une société ouvrière, détaille ainsi les tenants (les capitalistes sont, eux, organisés) et les aboutissants ainsi que la forme que doit prendre la future société, fédérale et anti-autoritaire : la fédération locale à partir du concept « travail » et fonctionnant comme organisme social, assoit les bases de la société future, la commune révolutionnaire.

32. Né à Barcelone le 23 février 1851, Pellicer Paraire est un ancien internationaliste exilé, typographe de profession et qui, après des séjours dans différents pays d'Amérique latine – dont Cuba – et un passage aux États-Unis, s'installe en Argentine où il se radicalise un peu plus... Selon Abad de Santillán, il s'agirait du principal inspirateur du système confédéral mis en place en Argentine et aurait donné une impulsion décisive pour la tenue du congrès fondateur de la F.O.A. Précisons qu'il est également à l'origine de l'Institut des arts graphiques. Si la plupart de ces textes n'ont pas été réédités depuis leur parution dans *La Protesta humana*, Pellicer Paraire a publié un livre important, *Conferencias populares de sociología...*



III LE TEMPS DE L'ACTION DIRECTE

I. Anarchisme, anarcho-syndicalisme ou syndicalisme révolutionnaire ?

Les cinq premières années du XX^e siècle sont fondamentales dans le développement à grande échelle du syndicalisme argentin. On peut les diviser en cinq grandes étapes :

- L'union entre les socialistes et les anarchistes afin de fonder une fédération syndicale : la Fédération ouvrière argentine (FOA), créée en 1901 ;
- Une scission idéologique entre les anarchistes et les socialistes en 1902 ;
- La création d'une deuxième fédération syndicale, socialiste, l'Union générale des travailleurs (UGT), en 1903 ;
- La claire affirmation par les militants anarchistes de la Fédération ouvrière régionale argentine de leur attachement à l'idéal anarcho-communiste, inscrit dans les statuts, avec la déclaration finaliste de 1905 ;

• L'orientation de la centrale socialiste vers une conception syndicaliste révolutionnaire de son action, sans pour autant adhérer à l'idéal anarchiste ni le cautionner, en 1905.

En comparaison, le syndicalisme français – puisque le modèle cégétiste sera le plus clairement influent sur les autres formes de syndicalisme, y compris par défaut et en opposition à ce dernier – va se développer dans un premier temps avec une optique purement libertaire, suite notamment à la création de la Fédération des Bourses du travail en 1892, puis à leur fusion avec la centrale cégétiste en 1902. Grâce aux leaders Fernand Pelloutier et Émile Pouget, la double facette du syndicalisme d'action directe français prend une tournure guerrière et libertaire affirmée pendant une bonne dizaine d'années, rompt avec la décennie de terrorisme individualisme anarchiste et rétablit le lien perdu entre les libertaires et le mouvement ouvrier. Menacés par les guesdistes qui souhaiteraient voir la CGT se transformer en simple courroie de transmission de la toute jeune SFIO (créée en 1905), les anarchistes passent une alliance avec les secteurs allemanistes (syndicalement pour la grève générale et l'action directe, mais en faveur du parlementarisme) de la centrale afin de faire adopter la Charte d'Amiens, lors du congrès qui se tient dans cette ville en 1906. Cette charte, les anarchistes syndicalistes tenteront de la faire avaliser par le congrès anarchiste d'Amsterdam, qui se tient l'année suivante. Lieu et place de l'historique opposition entre Pierre Monatte et Errico Malatesta sur le thème « anarchisme ou syndicalisme », le congrès libertaire de 1907 verra Monatte tenter d'y poser fermement le concept d'union syndicale sans pour autant rejeter ni adhérer au projet de société anarchiste. « *Notre anarchisme vaut le vôtre* », répliquera-t-il au doyen Malatesta. Car, la Charte d'Amiens proclame l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis de tout courant de pensée politique ou religieux et affirme la pertinence du projet syndical en tant que vision sociétale, anticapitaliste et visant l'abolition du salariat. C'est forts de ce texte que les syndicalistes français (qui ne sont donc pas tous anarchistes d'idée ou de formation, mais pour beaucoup des marxistes sincères, d'honnêtes militants) se présentent au congrès, souhaitant ardemment faire passer

leur conception auprès d'un anarchisme mondial qu'ils entendent ainsi régénérer. Certains pays suivent, comme la péninsule Ibérique puisque ce n'est que trois ans plus tard que se créera la Confédération nationale du travail espagnole. De manière générale, et ainsi que l'exposent les différents délégués présents à ce congrès de 1907, aucun des pays européens ne peut se targuer d'avoir mis en place une réelle structure anarcho-syndicaliste. Les Allemands viennent à peine de sortir d'une ferme pensée individualiste pour s'organiser au niveau national ; les Italiens traversent une grave crise opposant pro et anti-syndicalistes, etc.¹ Bref, rien n'est vraiment clair pour le mouvement libertaire à cette époque. Pour compliquer le tout, se surajoute à ces mouvements de fond la distinction entre syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme – le mot venant du russe et aurait été inventé par Daniil Novomirski (de son vrai nom Iakov Kirillovski) en 1907 – puis divulgué par les traductions du PC des textes russes.

Selon Maricel Bertolo², l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire peut être résumée par ces trois idées tirées du livre de E. Troïse, *Qué es el sindicalismo ?* :

« L'organisation ouvrière est l'instrument historique de la révolution sociale et le noyau technique d'une nouvelle forme de coexistence sociale ;

« La lutte de classe est une grande norme directrice ;

« La capacité prolétaire est un postulat sans lequel il n'y a pas d'émancipation possible. »

La charte d'Amiens est ainsi la parfaite transcription de l'idéologie syndicaliste révolutionnaire. Mais, à partir du moment où les anarchistes œuvrant dans les syndicats ont reconnu devoir donner tout le pouvoir aux syndicats, et malgré la permanence d'un fonctionnement libertaire, toute référence claire à l'anarchisme en tant que pensée et philosophie disparaît. Ce choix opéré par les anarchistes va donner lieu, en Argentine plus qu'ailleurs, à d'âpres batailles (parfois même physiques) entre les tenants des différents

1. Pour plus d'information nous renvoyons au livre *Anarchisme et Syndicalisme. Le congrès anarchiste d'Amsterdam, 1907*.

2. Dans son article « El sindicalismo revolucionario en una etapa de transición. »

courants et ce pour plusieurs raisons. D'abord parce que l'idée même de syndicalisme révolutionnaire en Argentine prend – très tôt – une tout autre tournure : le mérite des syndicalistes révolutionnaires argentins est d'avoir ouvert une brèche entre l'anarchisme et le socialisme après avoir scissionné avec le parti socialiste argentin lors de son 6^e congrès de 1902. Après cette scission, c'est par les minorités syndicalistes de l'UGT socialiste que se développe cette forme de lutte, influencées en cela par Walter Mocchi, journaliste à *L'Avanguardia* de Milan et dirigeant de l'aile gauche du PSI qui voyagera entre 1900 et 1903 en Argentine. Or, le courant révolutionnaire du PS argentin (dont les têtes pensantes sont Arturo Labriola et Errico Leone) est très proche de son homologue italien. Quant à la vision française du syndicalisme révolutionnaire, elle sera introduite dans l'UGT et dans le PS par Gabriela de Coni et Julio Arraga. Nouvelle preuve évidente de la combativité du peuple argentin au début du XX^e siècle, le syndicalisme révolutionnaire partage avec l'anarchisme sa vision anti-étatique et antipolitique, l'antiparlementarisme et l'action directe comme mode d'action privilégié, cette dernière étant censée être auto-éducative selon le concept sorélien du mythe politique mobilisateur. Le boycott, la solidarité, et la propagande ouvrière ainsi que la grève générale comme méthode auto-éducative pour les travailleurs sont également prônés. En revanche, les syndicalistes révolutionnaires se veulent plus classistes et plus ouvriéristes que les anarchistes, ce qui les rend d'ailleurs souvent anti-intellectuels³. Mais cette vision ouvriériste veut rompre avec le double discours présent chez les anarchistes et chez les socialistes, englobant d'autres secteurs de la société que les ouvriers (les opprimés au sens large pour les anarchistes, les classes moyennes pour des socialistes investis depuis longtemps dans le combat parlementaire et politique) et prôner l'union ouvrière. Dans ce sens, les syndicalistes révolutionnaires sont persuadés d'être les seuls interprètes fidèles du matérialisme historique marxiste mettant en relief le caractère clas-

3. À cela, les anarchistes vont répondre de manière souvent virulente. Ainsi S. Locascio explique en 1916, dans un article de *La Protesta* : « Nous avons toujours combattu les tendances exclusivement ouvriéristes car nous sommes convaincus que le problème social est une question humaine et non simplement le patrimoine d'une classe. » Moreno Sainz, *opus cité*, p. 240.

siste du parlement et des institutions bourgeoises en général. Pourtant et malgré leurs déclarations de principe, les syndicalistes révolutionnaires vont rapidement perdre leur radicalisme suite, notamment, à la violente répression de la Semaine rouge de 1909, alors que les anarchistes gagneront en détermination malgré les durs coups portés par le pouvoir à la FORA. Peu à peu, l'UGT et ses descendantes (la CORA, puis la FORA du 9^e congrès et, enfin, la CGT-A) gagneront en influence sur le peuple, mais c'est véritablement avec le coup d'État du général Uriburu et la camisole enfilée de force aux anarchistes que la CGT – qui aura pris une optique neutraliste, voire collaborationniste dans certains cas – va gagner en marge de manœuvre et acquérir sa place de premier syndicat argentin. Il est à ce titre très troublant de mettre en parallèle cette lente reconversion du syndicalisme révolutionnaire argentin qui, selon certains auteurs tel Alejandro Cieri, a jeté les bases du peronisme, avec sa source intellectuelle : Georges Sorel. Pour beaucoup, mentor du fascisme révolutionnaire, proche de l'Action française à une période de sa vie puis ayant salué l'avènement de la Révolution russe en 1917..., Sorel semble pourtant être resté clair, mais il est étrange de constater que certains de ses « disciples » – bien que souvent intellectuels et/ou bureaucrates – se soient allègrement acoquinés et avec une effrayante constance avec des idéaux qui restent, malgré tout, très éloignés de ce qu'a pu théoriser l'auteur des *Réflexions*.

Dans ce contexte de début de siècle, se dégage véritablement l'originalité du mouvement ouvrier anarchiste argentin, qui décide de jeter sans complexe et avec une clarté exceptionnelle les bases de ce que d'aucuns, par manque de terminologie appropriée, auront vite taxé d'anarcho-syndicalisme, voire de syndicalisme révolutionnaire. Car les résolutions-mêmes de la FORA vont dans un sens opposé à un anarcho-syndicalisme proclamant de concert avec les syndicalistes révolutionnaires que la future société sera basée sur l'embryon syndical. Cette vision est trop réductrice pour les anarchistes de la FORA qui expliquent ainsi leur vision dans un mémoire présenté devant les délégués réunis au congrès de l'AIT de 1922 :

« 1° Le syndicalisme est la manifestation embryonnaire du principe de solidarité et le creuset d'où s'exercent et se manifestent les premières rébellions prolétaires. Dans ce sens [la FORA] l'adopte comme moyen de lutte contre l'ordre régnant.

2° Personne, pas même le syndicalisme, ne peut s'octroyer un rôle « directeur » lors de périodes révolutionnaires.

3° Les organes syndicaux n'auront rien à faire une fois que la révolution aura aboli le système capitaliste et la domination étatique, mais la FORA présente la finalité sociale qu'elle recommande dans son pacte fédéral comme nécessaire complément de ce régime, et comme principal facteur qui améliore sa conception du syndicalisme : le communisme anarchiste. ⁴ »

Un peu plus haut dans ce mémoire, les foristes précisent que « face à ces voix qui réclament “tout le pouvoir aux syndicats”, la Fédération ouvrière régionale argentine sait que tous les pouvoirs sont nocifs ». La position est claire et clairement affirmée depuis son 5^e congrès, puisque :

« le 5^e Congrès régional ouvrier argentin, en adéquation avec les principes philosophiques qui ont donné leur raison d'être aux organisations ouvrières, déclare qu'il approuve et recommande à tous ses adhérents la propagande et l'illustration par le fait, la plus large possible et dans l'idée de les inculquer aux ouvriers, des préceptes philosophiques et économiques du communisme anarchiste. Cette éducation, tout en empêchant que [les travailleurs] s'arrêtent à la conquête des huit heures, les mènera vers leur complète émancipation et, par conséquent, vers l'évolution sociale que l'on poursuit ».

Le syndicat (« qui n'est, au fond, qu'un fils de ce même système [d'iniquités] » ⁵) n'est donc qu'un outil de lutte qui ne doit en aucun cas se substituer à la décision des masses et qui doit se prémunir de toute bureaucratisation. Ces dérives seront incarnées entre autres par le corporatisme ancien, voire contemporain, des autres centrales (à commencer par la CGT française). Par ailleurs, les foristes ont com-

4. Mémoire présenté par la FORA devant le congrès de l'AIT, cité par Antonio López dans *La FORA en el Movimiento Obrero*, p. 171.

5. *Idem*, p. 170. Notons d'ailleurs que pour le penseur italien marxiste Antonio Gramsci, « le syndicalisme s'est en fait révélé être une simple forme de la société capitaliste, mais pas une forme potentielle du dépassement de cette société. Le syndicalisme organise les ouvriers comme des salariés, et non comme des producteurs, c'est-à-dire, comme des enfants du régime capitaliste de propriété privée, comme des vendeurs de la marchandise nommée travail ; [...] le syndicalisme unit les ouvriers selon la forme que leur a donné le régime capitaliste... », cité par Camarero et Schneider, *opus cité*, p. 45.

pris que l'idée marxiste de classe est soit exclusive, soit forcée puisque existent autant de tensions et d'esprit de compétition au sein de la classe ouvrière qu'il en existe au sein de la bourgeoisie. Surtout, les militants anarchistes argentins ont compris toute l'importance de se doter de tout le panel des outils mis à leur disposition. Loin de la polémique entre pro et anti syndicats – qui se focalise souvent autour d'une pure pensée théoricienne, oubliant le minimum de pragmatisme nécessaire pour avancer ses idées le plus honnêtement possible –, les Argentins posent cette donnée simple, à savoir que si le syndicat est un outil important pour convaincre les ouvriers de la justesse du communisme libertaire et que, en tant qu'anarchistes, ils ne sont nullement prêts à fondre leur identité politique dans un grand caravansérail idéologique pour le plaisir de prôner l'union ouvrière de façade, alors la seule équation viable dans de telles conditions est la création d'un syndicat qui se veut dans sa finalité, anarcho-communiste. Cela dit, la FORA n'était certainement pas constituée essentiellement d'anarchistes, mais comme le précise Eduardo Colombo, « *il y avait à l'origine de la FORA une sorte de consubstantiation de la condition ouvrière avec l'anarchisme.* »⁶

Cependant, par cette déclaration du 5^e congrès dite « finaliste », la FORA dépose la pierre la plus fondamentale du mouvement libertaire argentin à l'édifice de l'anarchisme mondial. Avec ce paragraphe, la FORA crée une nouvelle forme syndicale qui se veut proche du concept des Bourses du travail tout en étant marquée par une idéologie anarcho-communiste. Pour Eduardo Colombo, la FORA est d'ailleurs à mettre en filiation directe avec la Première Internationale et la scission anti-autoritaire qui en résulte à l'issue du congrès de La Haye de 1872, plutôt qu'avec un syndicalisme révolutionnaire à la française. Il nous faut donc insister une nouvelle fois sur le fait que la FORA était à la croisée des chemins entre une structure propagandiste quasi spécifique (d'autant qu'elle s'est toujours opposée à la création d'une telle organisation) et une structure syndicale à proprement parler :

6. *L'Anarchisme en personnes*, p. 25.

« Les anarchistes ont aussi conçu le syndicat comme une organisation anarchiste spécifique de militants, une organisation dans laquelle tous les militants sont, parallèlement, activistes dans l'organisation et militant du mouvement anarchiste. Cette conception a conduit à un type d'anarcho-syndicalisme anarchiste se considérant comme piston principal du mouvement global des exploités. L'exemple typique de cette concession au niveau organisationnel a été la FORA qui a atteint jusqu'à 200 000 militants. Sa capacité de lutte fut surtout remarquable, si on calcule qu'en plus de cette FORA se trouvaient un certain nombre de syndicats agrégés, organisations non spécifiquement anarchistes mais liées à la FORA, et si l'on prend en compte le fait de ne pas avoir de caisse de résistance, le mouvement ouvrier argentin et la FORA en particulier n'acceptaient pas les tractations avec les patrons. » ⁷

Sans doute est-ce son adhésion immédiate à l'AIT recréée en 1922 qui induit en erreur ceux ayant taxé la FORA d'un anarcho-syndicalisme dont elle constituerait l'un des quatre types définis par Victor Garcia ⁸, correspondant aux formes de combats développées par la CGT française, la CNT espagnole, les IWW américains et la FORA argentine. Ainsi, la FORA fait le choix d'une opposition frontale au système en place : les revendications sont posées devant l'État et le patronat qui a le choix entre accepter ces revendications ou les rejeter. Quand la deuxième option est retenue par les dirigeants, la FORA appelle généralement à faire grève, à sortir dans la rue et à mener une insurrection le cas échéant... ce mélange entre une forme de « propagande par le fait » et la gymnastique révolutionnaire qu'elle permet d'entretenir chez les militants, les maintient constamment dans une optique de guerre ouverte contre le capital... intransigence tactique intrinsèque à la centrale qui ne s'est d'ailleurs jamais vraiment révélée erronée, sauf quand l'organisation manqua de perspective historique, comme lors du *pronunciamiento* du général Uriburu, de la grande grève de la construction des années 1930, ou lors de l'après-Perón dans les années 1955-1960. Car ce qui fait le fondement de la FORA et sa dynamique (ses valeurs si l'on préfère), c'est bien son idéologie et son organisation simplifiée : un groupe d'ouvriers fonde dans telle ou telle ville une société de

7. Dans *Antología del anarcosindicalismo*, pp. 223-224.

8. *Idem*.

métiers divers dont le but est de faire de la propagande tout en développant une pratique syndicale ⁹. La structure immédiatement supérieure à ces syndicats est la fédération ouvrière locale. Lorsqu'une même profession est suffisamment représentée, la fédération ouvrière locale impulse un syndicat de métier correspondant puis une fédération. En parallèle, existent les fédérations provinciales et, avant-dernière structure, la fédération régionale qui, dans la logique des foristes, représente l'échelle du pays (l'Argentine) et qui doit s'intégrer à une fédération internationale. Le conseil fédéral est, lui, constitué de neuf membres et d'un mandaté par fédération locale ¹⁰.

Au final, retenons l'opinion d'un des grands penseurs de *La Protesta* (organe officieux de la FORA selon la terminologie même utilisée lors de certains congrès, car le journal n'a aucun contrôle ni pouvoir sur l'organisation), Emilio López Arango, résumant parfaitement la différence retenue entre la FORA et les autres centrales peu ou prou réformistes :

« En théorie, ceux qu'on appelle les "syndicalistes révolutionnaires" n'acceptent pas les pratiques réformistes des marxistes. Mais, dans les faits, ils se trouvent d'accord avec eux : non seulement ils subordonnent le mouvement ouvrier au processus de centralisation capitaliste, mais encore ils soutiennent que les syndicats doivent conserver la neutralité idéologique la plus absolue. Le syndicalisme unitaire (qui "se suffit à lui-même"), qui comprend l'action du prolétariat comme une lutte d'intérêts économiques et qui fait reposer tout le changement social sur le remplacement des maîtres actuels, a finalement la même pratique que les tendances autoritaires dans leur conception primitive. »

Et l'anarcho-syndicalisme dans tout cela ?

Une seule centrale de la République peut prétendre avoir développé une théorie proche de la pensée anarcho-syndicaliste : l'Union syndicale argentine. La centrale se crée en 1922, au moment où se reconstruit l'AIT sous l'impulsion de Rudolph Rocker. La précision nous semble d'importance car, comme nous l'avons précisé plus haut, c'est la FORA qui intègre cette nouvelle AIT, sans doute parce

9. Cependant, il est impossible de comprendre le succès de l'idée anarchiste sans parler des lyniers. Cf. plus bas.

10. Pour plus de renseignements sur la structure interne, consulter le pacte de 1904, reproduit dans l'annexe 2 du présent ouvrage.

qu'elle ne peut se concevoir que comme la partie d'un grand tout internationaliste. Néanmoins, et bien qu'il soit vain de faire de telles supputations historiques, il ne nous semble pas totalement exclu que l'USA eût pu prétendre à devenir la section argentine de l'Internationale et y aurait sans doute plus trouvé sa place que la FORA. L'opposition violente qui va caractériser les relations entre les deux structures supprimera toute possibilité allant dans ce sens. Du coup, l'USA restera toujours indépendante des Internationales, qu'elles soient rouge ou rouge et noire. Pour les foristes, l'USA est une structure dirigée par les socialistes, les syndicalistes « purs », les communistes et les anarcho-bolcheviques. On imagine bien, en lisant cette seule définition, tout le bien qu'ils devaient penser de cette centrale. La réalité n'est pas fondamentalement différente, sinon que la prise de position de l'USA lors de son congrès constitutif est claire, le but recherché étant un mode de production et de répartition communiste et des relations sociales qui soient libertaires.

II. Construction de la Fédération ouvrière argentine

1. Premiers congrès, première scission

En 1901 une intense activité se fait jour dans les zones portuaires. Sur l'impulsion du militant Torrens Ros, la première société de résistance des ouvriers du port voit le jour. Très vite, l'action militante va s'étendre à d'autres villes portuaires comme Bahía Blanca ou Rosario (Syndicat des dockers révolutionnaires) en opposition aux syndicats des ouvriers catholiques du curé Grote ¹¹. À la fin de l'année éclate une grève des dockers qui s'amplifie et se propage, notamment à Buenos Aires et Rosario.

11. Notons parmi les différentes tentatives de construction alternative à l'anarchisme et au socialisme au sens large du terme, cette expérience de syndicats catholiques : « *Il existait une certaine innocence chez le père Grote qui supposait que, en sortant les ouvriers du cercle d'influence anarchiste ou socialiste, les patrons répondraient à leurs justes exigences. Cette supposition fut rapidement invalidée en 1906, quand la Société argentine d'ouvriers du port de la capitale, qui était un syndicat catholique créé par le curé Grote, échoua en tentant de construire une grève portuaire ayant pour objectif d'obtenir des*

Le 25 mai de la même année, en plein cœur du quartier ouvrier de la Boca de Buenos Aires, se tient le Congrès ouvrier des corps de métiers dans les salons de la société ligure ¹² (centre d'émigrants italiens). Le congrès regroupe 50 délégués et 35 sociétés ouvrières représentées ¹³. Les 25 et 26 mai, ainsi que le 2 juin, des socialistes et des anarchistes vont donc se réunir et discuter afin de mettre sur pied la FOA (Fédération ouvrière argentine). À ce titre, la première résolution prise par le congrès est assez intéressante à considérer, surtout si nous la mettons en parallèle avec les suivantes, notamment celles du 5^e congrès. Ainsi, le congrès déclare :

« qu'il n'a d'engagement d'aucune sorte ni avec le parti socialiste, ni avec l'anarchiste, ni avec aucun parti politique, et que son organisation, son développement et son champ d'action sont totalement indépendants et autonomes. En conséquence, l'organisation approuvée par ce congrès est exclusivement de lutte et de résistance ».

Déjà, dans son premier programme d'action, la FOA se montre particulièrement revendicative :

- autonomie vis-à-vis des partis,
- fondation de Bourses du travail,
- acceptation du sabotage et du boycott comme moyens d'actions et formes de lutte,
- création d'écoles libres parrainées par la fédération,
- nécessité de lutter pour la baisse des loyers ou leur suspension.

Le principe de grève générale est également accepté, mais – ce sont les militants socialistes qui poussent dans ce sens – uniquement quand sera démontrée l'opportunité de la promouvoir avec succès. Le boycott et le sabotage sont adoptés sur proposition d'Inglan Lafarga. La commission administrative de la Fédération donne une large majorité aux anarchistes, alors que le vote était à bulletin secret, preuve s'il en est de la grande influence de l'anarchisme sur le prolétariat

améliorations salariales. Le père Grote ainsi qu'un grand nombre des syndiqués désillusionnés par l'attitude patronale abandonnèrent l'essai syndical et la ligue se dissout en 1908. » Alberto Spektorowski, dans son article « Argentina 1930-1940 : nacionalismo integral, justicia social y clase obrera ».

12. Le ligure est un ensemble de parlers gallo-italiques appartenant aux langues romanes.

13. Comme souvent, les historiens ne sont pas d'accord sur ces chiffres, certains parlant de 27 sociétés ; pour autant, c'est bien le chiffre de 35 sociétés qui est le plus souvent repris.

de l'époque. La présence de nombreux délégués anarchistes dans les rangs du congrès en est une preuve supplémentaire.

Dès cette première année, paraît l'organe spécifique de la centrale en langue espagnole : *La Organización obrera*, qui ne tiendra que jusqu'en 1905... *La Protesta* se plaçant – et remplaçant – de fait, comme la revue théorique anarchiste, et le relais journalistique de la FOA.

Le deuxième congrès de la FOA se tient entre le 19 et le 21 juin au salon Worwäts et regroupe 86 délégués pour 47 syndicats. Les prises de position sont les suivantes :

- abolition du travail de nuit,
- abolition du travail dans les prisons,
- abolition du travail à la pièce,
- journée de huit heures avec augmentation de salaire,
- opposition aux syndicats catholiques,
- rejet des bureaux de placement,
- campagne antimilitariste et organisation d'un fonds de « solidarité soldat » afin d'aider les déserteurs,
- accord pour la création d'une large institution d'enseignement libre,
- campagne de propagande vers les femmes afin que les ouvrières constituent des sociétés de résistance.

Quant aux enfants, les foristes vont prendre position pour tenter d'empêcher tout mineur de moins de 15 ans d'aller au travail, quitte à les mettre sous protection du syndicat.

Pourtant, malgré tous ces vœux et ces perspectives de lutte, se concrétise une forte tendance à la scission, par le départ, dès ce deuxième congrès, d'une minorité de 1 780 membres, soit une dizaine de sociétés¹⁴ représentant la minorité socialiste, qui décide rapidement de quitter une salle majoritairement pro-anarchiste (une majorité de 7 630 membres s'en dégage). Certaines de ces sections scissionnistes, qui se sont remises tout de suite à l'œuvre afin de constituer une nouvelle centrale syndicale, seront à l'origine en mars 1903 de l'Union générale des travailleurs (UGT) qui sera active jusqu'en 1909. Parallèlement, *La Protesta humana* se félicite de ce

14. Selon Abad de Santillán, cité par Eduardo Colombo, p. 94 de son article sur « Le finalisme révolutionnaire. ».

départ qui est vécu comme plutôt bénéfique pour le courant anarchiste. Il est à noter enfin que, depuis le mois de novembre 1901, les socialistes avaient monté un comité de propagande et publiaient un journal nommé *La Organización*, ceci laissant supposer que l'intention de monter une nouvelle centrale syndicale devait être à l'étude bien avant la scission de 1902.

2. Crispation du climat politique

Jusque dans les années 1900, et malgré la « terreur » que faisait régner le courant anarcho-individualiste en Europe au même moment, l'État argentin ne s'est jamais senti l'obligation de promulguer de quelconques lois limitant les entrées d'anarchistes sur le territoire pas plus que de lois anti-organisations. Le respect des libertés d'expression et d'organisation permit à la voix anarchiste de trouver un écho dans l'opinion publique et donc aux groupes et journaux de fleurir. D'autant que la classe dominante ne se sentira que très tard gênée par le discours des intellectuels anarchistes. L'exemple de Pietro Gori est significatif puisqu'il va diriger un journal de criminologie intitulé *Criminología moderna*, entouré d'une équipe appartenant clairement à « l'élite » du pays : J. M. Ramos Mejia ou José Ingenieros, par exemple. Ce n'est qu'en 1902 et la parution de la loi de Résidence que cette tolérance disparaîtra.

Un des premiers exemples d'interdiction de territoire est relaté par Yaacov Oved¹⁵ : il s'agit de l'anarchiste catalan Torrens Ros, longtemps emprisonné en Espagne puis déporté vers Buenos Aires. Les autorités refusent de lui ouvrir les portes, mais acceptent sa famille. *La Protesta humana* ayant appris l'affaire s'en empare et lance une campagne de soutien qui fait reculer les autorités chargées de gérer l'immigration. Cette affaire se déroule en 1897.

Le 8 juin 1899 apparaît une loi sur les « étrangers indésirables », à l'instigation du sénateur Miguel Cané (dont le père avait pourtant

15. Dans son article « Influencia del anarquismo español sobre la formación del anarquismo argentino ».

fait partie de l'organisation révolutionnaire d'Esteban Echevarría, l'Association de mai). Cané s'est, entre autres, rendu en Europe dans les années 1890, en pleine activité terroriste anarchiste. Ce séjour l'impressionna beaucoup et lui fit craindre que cette vague de terreur ne s'étende à l'Argentine... Cependant, cette loi n'est pas discutée cette année-là, car personne ne la juge nécessaire.

Trois ans plus tard, le mouvement anarchiste prend de plus en plus d'ampleur et le récent vœu pieu unitaire anarcho-socialiste que représente la FOA donne un peu plus de punch aux militants. Le début de siècle est donc particulièrement riche en conflits sociaux. En 1901, plusieurs mouvements sont répertoriés, dont la première grève où seules des femmes étaient parties prenantes (entreprise de fabrication d'espadrilles, La Argentina). Une grève des cheminots du Ferrocarril Sud voit les ouvriers s'armer en prévision d'une intervention musclée de l'armée – le conflit sera d'ailleurs géré par les avocats anarchistes Gori et Montesano avec succès. Entre autres professions, les marbriers, les tailleurs de pierre et, surtout, les boulangers vont aussi se mobiliser tout au long de cette année. Selon Abad de Santillán, « *les luttes ouvrières eurent une impulsion notable au cours de l'année 1902, avec une large adhésion populaire* ». ¹⁶ Ainsi, en 1902, dix conflits d'importance secouent l'Argentine : les coupeurs de briques, les matelots, les chauffeurs portuaires, les chaudronniers, les mécaniciens des ports, les coiffeurs, les fondeurs de l'entreprise Vasena, les cochers et boulangers de Chivilcoy et Pergamino. Dans le cadre de ces actions, boycott et grève générale sont souvent utilisés, bien que « *souvent ce soit plus l'œuvre de l'imminence des circonstances qu'un plan détaillé à l'avance par les libertaires* » ¹⁷. Rosario, Bahía Blanca et la capitale connaissent ainsi de graves heurts. À Rosario, ce sont les arrimeurs qui entrent en grève en janvier : cette grève de 24 heures se solde par une très violente répression et la mort d'un ouvrier ainsi que de nombreux blessés. S'ensuit une grève générale appelée par les anarchistes mais boudée par les socialistes, qui nient toute efficacité à une grève dans ce contexte. Au même moment, dans la capitale, se

16. Abad de Santillán, *opus cité*, t. 3, p. 668.

17. Moreno Sainz, *opus cité*, p. 50.

mettent en branle divers secteurs du salariat (ouvriers du port, chauffeurs, boulangers, cordonniers, maçons, mécaniciens, etc.) afin de réclamer des augmentations de salaire, la fin du travail à la pièce et la reconnaissance des syndicats. Les 22, 23 et 24 janvier, se déclenche une grève générale mobilisant plus de 20 000 personnes. Cette grève s'étend dans les villes de Rosario, Bahía Blanca, La Plata et Villa Constitución. Cette situation de grève générale bloquant une partie des activités du port est totalement inédite pour le pouvoir argentin et pour la bourgeoisie locale, qui s'inquiète particulièrement de la situation explosive qui règne dans les quartiers ouvriers. Le gouvernement décide alors d'envoyer des équipes de jaunes (*carneros* et *esquiroles*) – des ouvriers au chômage ainsi que des membres de syndicats catholiques – pour remplacer les ouvriers en grève. Mais cette décision n'écrase nullement le mouvement. Au final, les grévistes obtiennent la journée de neuf heures et un salaire de 4 pesos. Seule une entreprise (Mihanovich) refusera cet accord passé entre les ouvriers et la Chambre syndicale de la Bourse.

Le 1^{er} Mai de l'année 1902 sera aussi un temps fort avec la participation à Buenos Aires de près de 20 000 personnes (séparées en un cortège de 4 000 à 5 000 ouvriers socialistes et une colonne de 10 000 à 15 000 anarchistes et syndicalistes de la FOA). Une dizaine d'autres villes argentines organisent des manifestations similaires.

Le 17 novembre 1902, les 5 000 péons de las Barracas et du Marché central aux fruits se mettent en grève pour revendiquer l'abolition du travail à la pièce, un salaire journalier minimum de 4 pesos, la journée de neuf heures, etc.

« Le mouvement [avait débuté] avec la revendication de la nouvelle Fédération des arrimeurs de baisser la charge maximale des sacs de céréales de 70 à 65 kilos. Le comité fédéral de la FOA reprend et fait sienne cette revendication en octobre. ¹⁸ »

Ce mouvement de grève gagne rapidement la sympathie des travailleurs et l'opinion. Le gouvernement décide alors de l'envoi d'hommes de troupes afin de remplacer les grévistes. La réponse est immédiate, les arrimeurs et les conducteurs de voiture rejoignent

18. Zaragoza, *opus cité*, p. 346.

la grève. Le mouvement s'étend ainsi et se propage à d'autres métiers... Finalement, cette situation paralyse un port dont les 3 000 ouvriers sont déjà en grève depuis le 1^{er} novembre. Paniquée par les pertes, la Chambre de commerce sollicite le ministère de l'Intérieur et la commission du Sénat afin d'obtenir une loi permettant l'expulsion des agitateurs et grévistes. Mais cette intention remonte jusqu'à la FOA, dont le comité administratif décide de lancer un mot d'ordre de grève pour le 21 novembre. Le lendemain, 22 novembre, 20 000 travailleurs sont déjà en grève. Le même jour, la loi 4144, dite loi de Résidence fait son entrée dans l'arsenal juridique argentin et aboutit à l'expulsion de quelques douzaines d'agitateurs étrangers « professionnels » selon le pouvoir de l'époque¹⁹. Effarouchés par la dureté des grèves, les parlementaires et les sénateurs discutent très rapidement de cette loi : moins de deux heures par chambre ; et la votent non moins rapidement : moins de deux heures là encore (2 sénateurs sur 16 votants s'y opposent et 13 députés sur 63). Le samedi 22 novembre à minuit, la loi 4144 est déjà promulguée. En voici les premiers articles²⁰ :

« Art 1 – Le pouvoir exécutif pourra ordonner la sortie du territoire national de tout étranger ayant été condamné ou poursuivi par les tribunaux étrangers pour des crimes ou des délits de droit commun. »

« Art 2 – Le pouvoir exécutif pourra ordonner la sortie du territoire de tout étranger dont la conduite compromet la sécurité nationale ou perturbe l'ordre public. »

« Art 3 – Le pouvoir exécutif pourra empêcher l'entrée sur le territoire de la république à tout étranger que les antécédents permettent de classer dans les deux catégories mentionnées dans les articles précédents. »

« Art 4 – L'étranger contre lequel aura été décrété une mesure d'expulsion bénéficiera de trois jours pour sortir du pays, le pouvoir exécutif se laissant le droit de le garder emprisonné, comme mesure de sécurité publique, jusqu'au jour de l'embarquement. »

Le 23 novembre, l'annonce de la promulgation de cette loi échauffe un peu plus les esprits des grévistes. Plusieurs syndicats se déclarent solidaires et portent le nombre de grévistes à 70 000 :

19. Cette loi ne sera retirée que soixante ans plus tard, sous la présidence d'Arturo Frondizi.

20. Articles de lois cités dans l'article de Yaacov Oved, *opus cité*.

« *La grève fut terrible. Imaginez-vous une grande ville cosmopolite, industrielle, moderne ; une grande ville, dont le ciel était constamment agité par la fumée des usines, les sirènes du port et celles appelant les ouvriers au travail ; une grande ville fonctionnant grâce au feu et à l'eau ; une sorte de grande machine composée de toutes sortes de machines plus petites et dans laquelle tout tourne, grince, palpète et s'ébranle sans cesse. Imaginez que cette grande ville est cette machine, habituez-vous à son mouvement et à son bruit, puis imaginez qu'elle s'arrête d'un coup. C'est ce qui se passa à Buenos Aires. Aucune voiture ne roulait, aucune grue ne tournait, aucun sifflet d'usine ne gémissait ; les hautes cheminées s'élevaient dans le ciel, rigides et sinistres : dans le ciel, il n'y avait pas de brume, au sol, aucune braise. Et l'âme même de la population, l'âme inquiète, nerveuse et joyeuse du monstre s'emplit de froid et de terreur.* ²¹ »

Le dimanche 23, le gouvernement annonce qu'il va prendre des mesures afin de censurer toute information sur le mouvement. Le pouvoir avait déjà fermé les locaux de *La Protesta humana* le 21 – ainsi que tous les locaux de la FOA... Le lundi, malgré une tentative de médiation socialiste, le président Roca envoie une lettre à la Chambre des députés afin qu'elle déclare l'état de siège. Le 25, la grève est totale.

Mais la loi de Résidence entre en action immédiatement : la détention des grévistes (500 à la fin de la première semaine) puis l'expulsion des principaux agitateurs (60 sont déportés par bateaux vers Gênes et Barcelone entre la promulgation de la loi et décembre 1902) ont pour effet d'arrêter temporairement les activités des anarchistes et des syndicats. Un certain nombre de militants partent pour s'installer quelque temps en Uruguay, certains se retirent définitivement de toute activité politique, d'autres passent entre les mailles du filet, mais se mettent au vert quelque temps. Début 1903, près de 70 anarchistes n'ayant pas la nationalité argentine tombent sous le coup de cette loi. Cependant, cette campagne de déportation, aussi dure qu'elle ait été, ne porte pas un coup d'arrêt au mouvement libertaire argentin, dans la mesure où la base locale anarchiste est suffisamment mûre pour pouvoir remplacer les militants étrangers, essentiellement italiens et espagnols. *A contrario*, l'image de l'Argentine en pâtit, puisque cette ancienne terre d'immigration paraît d'un seul coup extrêmement répressive suite à une campagne d'agitation des

21. Julio Camba, cité par Zaragoza, *opus cité*, p. 351.

anarchistes qui ne se privent pas de faire de la réclame pour cette loi. En réaction, nombre d'Italiens et d'Espagnols se refusent à partir pour la terre argentine et se replient vers d'autres pays comme les États-Unis. Or, cette baisse de l'immigration résultant de cette nouvelle image de marque arrive à un mauvais moment pour un pays qui nécessite toujours autant de main-d'œuvre.

L'état de siège dure jusqu'au 6 janvier 1903. *L'Avvenire* et *La Protesta humana* reprennent leur activité le même mois, avec certains changements pour cette dernière publication, puisque G. Ingran Lafarga quitte définitivement la direction du journal et cède sa place à A. Valenzuela et J. Creaghe. Quelques semaines après la levée de l'état de siège, les travailleurs du Marché central de fruits repartent en grève pendant huit jours et obtiennent toutes les améliorations pour lesquelles ils s'étaient battus en novembre 1902. L'activité anarchiste à proprement parler reprendra de plus belle fin 1903, ce qui va convaincre le gouvernement que l'arrêt de toute activité anarchiste ne passera pas par cette loi.

3. Congrès constitutif de l'Union générale des travailleurs, troisième congrès de la FOA

Les 7, 8 et 15 mars 1903, se tient à Buenos Aires le congrès constitutif de l'Union générale des travailleurs (UGT), union de syndicats ayant scissionné d'avec la FOA, par trop anarchiste à leur goût. À ce congrès sont présents des syndicats de métallurgistes, de charpentiers, de peintres, de marbriers, la Ligue internationale des domestiques... Au total, 22 syndicats de la capitale fédérale et 19 du reste du territoire. Le congrès est présidé, entre autres, par Francisco Cuneo, qui avait participé en 1899 à la première scission d'avec le parti socialiste argentin, fondant la Fédération ouvrière socialiste collectiviste, qui se détacha clairement de la FOA par la suite, notamment pour son orientation anarchiste et en raison de la grève générale de 1902.

Cuneo, ainsi que Basilio Vidal, Cecilia Baldovino, Felipe Gauna, Lui Poggi et José Cortenova vont former le premier conseil exécutif de l'UGT. La loi de résidence est condamnée par les militants, qui prévoient tous les moyens possibles afin de la faire retirer. Le recours

à la grève générale est aussi conseillé, mais uniquement si les forces patronales poussent les ouvriers à cette dernière extrémité. En aucun cas, elle ne peut cautionner et être un prétexte à l'insurrection dans l'esprit des ugétistes, car les réactions de la classe dominante pourraient être très dommageables pour la classe ouvrière. Le boycott est quant à lui clairement adopté – bien que soumis à l'approbation de la centrale –, de même que l'abolition du travail à la pièce et l'acquisition obligatoire – au frais du patron – des outils propres aux ouvriers. Ce dernier point constitue un argument de poids dans le cadre de grèves de métiers spécialisés, tels que les ébénistes. Aucune position claire n'est par contre adoptée concernant les coopératives ouvrières, le syndicat laissant à ses sections le libre arbitre en la matière. La participation de la classe ouvrière à la lutte politique est en revanche un point de divergence entre deux motions, l'une préconisant l'entrée dans la vie politique des travailleurs par le soutien au parti politique (bien que le PSA ne soit pas mentionné clairement), l'autre prônant la discussion directe avec l'État, sans intermédiaire. C'est cette dernière motion, qui renvoie le parti socialiste au rang de simple instrument de soutien à la lutte ouvrière, qui est finalement adoptée.

Concrètement, trois courants de pensée s'opposent au sein de la jeune centrale. Le premier est un courant que nous nommerons « autonome », dans la mesure où ses membres défendent vigoureusement l'indépendance des sociétés de résistance face à tous les pouvoirs et partis politiques. Le deuxième est l'exact opposé de cette pensée, puisque, selon les tenants de ce courant, le syndicat devrait se borner à n'être qu'une courroie de transmission entre le programme du parti socialiste et les travailleurs, tout en militant pour des revendications réformistes immédiates sur les conditions de travail... Enfin, le troisième courant se place clairement dans la filiation des nouvelles thèses syndicales européennes, connues sous le nom de syndicalisme révolutionnaire.

De son côté, le PSA, réuni en congrès en juillet 1903, prend clairement ses distances avec la nouvelle UGT, non seulement parce qu'il ne cautionne pas les attitudes trop syndicales des militants socialistes syndiqués, mais aussi afin de ne pas se voir attaqué par les anarchistes sur le thème d'une supposée division syndicale.

Le troisième congrès de la FOA s'ouvre le 6 juin avec la présence de 42 sociétés et de 80 délégués. Une importante motion proposant la propagande contre la loi de résidence est adoptée ainsi qu'un certain nombre d'autres tels que la lutte contre l'action politique, la traite des blanches, le combat en faveur de l'éducation sociétaire, l'opposition à toute forme de coopérative de production ou de consommation et encore l'affirmation de l'inutilité du Parlement dans la mesure où « *l'organisation économique du prolétariat peut être considérée comme le premier pas vers l'émancipation ouvrière. Le socialisme ouvrier est une conception très large dont se trouve forcément exclue toute idée incarnant l'action parlementaire...* »²². Cette position largement offensive vis-à-vis des autres secteurs ouvriers est d'autant plus logique que – et malgré la répression de l'année 1902 – les anarchistes ont déplacé 25 000 personnes dans les rues de Buenos Aires lors du 1^{er} Mai²³. Dans le même temps, entre 1903 et 1904, le nombre de grèves se multiplie par trois et s'étend à tous les secteurs professionnels de la capitale. Les 12 000 conducteurs de voiture de Buenos Aires obtiennent en huit jours de conflits un salaire de 4 pesos quotidien et le paiement de leurs heures supplémentaires majorées de cinquante pour cent ; les ouvriers de la fabrique de sandales La Argentina obtiennent une augmentation de dix pour cent de leurs salaires en un mois de grève ; les peintres, les cheminots, les tonneliers, les métallurgistes ou encore les maçons partent tous en grève durant cette période.

En janvier 1904, *La Protesta* se transforme en quotidien et marque de son sceau définitif l'histoire du journalisme anarchiste, devenant le seul quotidien au monde d'obédience libertaire.

4. La presse anarchiste²⁴

Eduardo Colombo²⁵ mentionne que le premier périodique anarchiste connu est *El Descamisado*. Ce journal apparaît en 1879 mais ne

22. Cité par D. Abad de Santillán, *opus cité*, t. 3, p. 670.

23. Entre 1903 et juin 1904, la FORA compte sur Buenos Aires 57 100 syndiqués.

durera pas. En 1890, paraît *El Perseguido* anarcho-communiste et anti-organisateur qui sera publié du 18 mai 1890 au 31 janvier 1897 par le groupe Los Desherados qui se définit ainsi dans leur premier numéro :

« *Nous autres sommes les vagabonds, les bandits, la canaille, la racaille de la société, "l'élite" de la société actuelle.* »

Diffusé clandestinement, le journal tire à 1 000 exemplaires dans un premier temps, puis augmente son tirage à 1 700 dès le numéro 26 pour passer à 4 000 exemplaires à partir du numéro 60 – nombre d'exemplaires qu'il faut mettre en relation avec le nombre d'habitants de l'époque (exceptionnellement, *El Perseguido* tirera à 9 000 exemplaires à l'occasion du 1^{er} Mai 1891²⁴). Le journal aura tellement de succès et d'influence que certains historiens comme Abad de Santillán parlent de cette période de l'anarchisme comme celle d'« *El Perseguido* ». Pourtant, malgré cette exception, les publications anarchistes, souvent souterraines, se composent de tracts, de petits fascicules, dont le format permet la diffusion et la discrétion. Jusqu'en 1904, ces journaux n'auront que des vies de courte durée mais une prégnance immense. C'est à partir de la décennie 1890 que commencent à se publier un certain nombre de journaux anarchistes dont l'influence locale dépasse rapidement celle des journaux barcelonais, qui sont pourtant les journaux bénéficiant de la plus grande audience dans le monde hispanophone... Emilio López Arango et Diego Abad de Santillán, affirment²⁵ dans *El Anarquismo en el movimiento obrero* que :

« *aucun autre pays n'a été inondé de tant de littérature anarchiste que l'Argentine depuis les trente ou quarante dernières années. Nos idées ne sont, nulle part ailleurs aussi répandues [...]. Toute cette presse s'est chargée d'encourager l'organisation ouvrière et de donner une orientation révolutionnaire aux luttes prolétariennes (locales).* »

D'autant que, par le jeu de maillage des lyniers et des syndicats de métiers divers dans un premier temps, puis de la multitude de groupes libertaires qui vont se constituer par la suite (ALA, antorchistes...),

24. Sur le discours de la presse libertaire au début du siècle, voir la maîtrise de Marianne Equy, (université Toulouse le Mirail), qui étudie la presse de cette période.

25. Dans son article « La FORA. Le finalisme révolutionnaire », p. 82.

26. Le documentaire *Anarquistas* avance même le chiffre de 16 000 exemplaires tirés sur la fin de vie du journal.

l'intégralité du territoire argentin sera couvert par le spectre libertaire. La présence est telle, que certains villages ne recevront comme informations que celles transmises par les journaux anarchistes, souvent seuls médias locaux.

Quant au journal emblématique (et paraissant toujours en ce début de XXI^e siècle) de l'anarchisme argentin, *La Protesta humana*, il débute sa « carrière » en 1897 et se nomme ainsi, jusqu'au 7 novembre 1903, date à laquelle il est rebaptisé tout simplement *La Protesta*²⁸. *L'Avvenire* en devient son supplément. Journal du matin, qui devient rapidement un quotidien, *La Protesta* se transforme en véritable relais de la FORA, qui va préférer passer par ce journal plutôt que de publier sa propre presse. Le premier directeur du journal sera Inglan Lafarga, poste qu'il va occuper cinq ans, jusqu'à la répression de l'année 1902, suite à laquelle il décide de se retirer du militantisme. Dès la première année de parution, *La Protesta humana* est distribuée dans la plupart des grandes villes argentines, mais aussi dans les principales capitales des pays voisins, telles Montevideo, Sao Paulo, Rio de Janeiro, Santiago de Chile, Asunción, Lima. Géraldo Leibner²⁹ précise que les premiers groupes anarchistes qui se constituent au Pérou sont des groupes directement influencés par l'anarchisme argentin et le phare journalistique que constitue pour eux, *La Protesta humana*..., journal qui reste la principale tribune de l'anarchisme organisé et révolutionnaire jusqu'en 1919.³⁰ Arrivée à un tel niveau de reconnaissance, *La Protesta* va se livrer avec le journal catholique *El Pueblo* à une polémique qui est publiée simultanément dans les colonnes des deux journaux, autour de l'existence de Dieu. Les polémistes sont César Montemayor et le docteur en théologie Paulo Podestá. La polémique se terminera en 1918 par un blanc du théologien. Arrivée à un niveau dialectique tel, cette pratique de la polémique aurait d'ailleurs fait l'objet d'une interdiction absolue (sous peine d'exclusion) par le parti socialiste marxiste³¹.

27. Cités par Marianne Equy, *opus cité*, p. 53.

28. À cette époque, *La Protesta humana* tire entre 7 et 8 000 exemplaires.

29. Dans son article « *La Protesta* y la andinización del anarquismo en el Perú, 1912-1915 ».

LE TEMPS DE L'ACTION DIRECTE

Liste non exhaustive des journaux anarchistes (période 1872-1897, dates de parution de *La Protesta*).

Années	Espagnol	Italien	Français
1872			<i>Le Révolutionnaire</i>
1879	<i>El Descamisado</i> (deux n° en janvier) <i>La Voz del obrero</i> (en mai)		
1880	<i>El Obrero</i>		
1884	<i>La Lucha obrera</i>		
1885		<i>La Questione sociale</i>	
1887	<i>Bahía Blanca</i>		
1890	<i>El Perseguido</i> <i>La Miseria</i>		
1891			
1892			
1893		<i>Lavoriano</i> <i>La Riscosa</i>	<i>La Liberté</i>
1894	<i>El Obrero panadero</i> <i>El Oprimido</i>		
1895	<i>La Voz de Ravachol</i>	<i>Venti Settembre</i> <i>L'Avvenire</i>	<i>Le Cyclone</i>
1896	<i>El Obrero</i> <i>La Voz de la mujer</i> <i>La Revolución social</i> <i>Ni Dios ni Amo</i> <i>La Expansión individual</i>		
1897	<i>La Autonomía individual</i> <i>Ciencia social</i> <i>La Protesta humana</i> <i>La Montaña</i>		<i>Germinal</i>

Sources : élaboration personnelle à partir de divers documents.

30. Par la suite, le schéma anarchiste péruvien s'est un tant soit peu compliqué dans la mesure où Manuel Gonzalez Prada s'est attaché à développer une double critique, indigéniste et anarchiste de la situation du pays, alors même que, aux premiers temps, les anarchistes ne faisaient pas confiance aux aborigènes et espéraient une « vague civilisatrice » venant d'Europe !

31. Cité par Serafin Fernández dans *La AIT en el continente Americano*, p. 22.

5. De la FOA à la FORA

Le deuxième congrès de l'UGT – les 23 et 26 avril 1904 – rectifie légèrement le tir dans le sens du parti socialiste, dans la mesure où le syndicat indique la nécessité pour ses membres d'exercer leurs droits politiques en votant pour un parti qui leur permettra d'en acquérir. D'où l'importance pour les étrangers d'obtenir la nationalité argentine (préalable nécessaire au droit de vote...). Cependant, les syndicalistes de l'UGT se prononcent en faveur d'une législation favorable aux droits des travailleurs alors que l'arbitraire militaire et policier est stigmatisé dans la lutte qui s'est établie contre le capital. Une motion proposant la fusion avec la FOA est, elle, rejetée.

Le 1^{er} Mai 1904 marque une nouvelle étape dans la marche du pouvoir argentin vers toujours plus de répression envers le mouvement ouvrier. Après avoir acté la relative inefficacité de la loi de Résidence (qui n'en est pas moins maintenue et ressortira au cours de périodes particulièrement sombres de l'histoire du pays), le gouvernement fédéral décide de réprimer dans le sang les démonstrations (dont les manifestations) ouvrières. Le 1^{er} Mai 1904 sera donc sanglant. Alors que 40 000 à 50 000 travailleurs manifestent sous les bannières de la FOA (*La Prensa* va même parler d'un cortège de 70 000 personnes) et 20 000 sous celles de l'UGT et du parti socialiste, la manifestation anarchiste est attaquée par les forces de l'ordre. Juan Ocampo, ouvrier maritime de la FOA, est assassiné par les forces de l'ordre, devenant ainsi l'un des 5 000 militants anarchistes à être assassinés en trente ans (les anarchistes totaliseront par ailleurs plus d'un demi-million d'années de prison). Un peu plus tard, 66 sociétés (contre 42 en 1903) se réunissent pour tenir le 4^e congrès de la FOA entre le 30 juillet et le 2 août. Au cours de ce congrès historique, la FOA change de nom pour prendre celui de FORA, soit la Fédération ouvrière régionale argentine. On peut légitimement penser que le terme « régionale » est ajouté tant pour prouver la volonté cosmopolite et antinationaliste des anarchistes – qui refusent toute division politique du territoire calquée sur celle des États nationaux – que pour se rattacher à une tradition internationaliste issue de l'AIT et de sa section espagnole (fondée en 1870) nommée Fédération de la

région espagnole (FRE). C'est aussi durant ce congrès qu'est adopté le pacte de solidarité de la centrale : affirmation de la grève générale, campagne antimilitariste et création du fonds des soldats afin d'aider les éventuels récalcitrants à l'armée (se fondant sur le *Manuel du soldat* édité par la Bourse du travail de Paris et la CGT).

La fin du pacte de solidarité précise :

« Notre organisation, purement économique, est différente et opposée à celles de tous les partis politiques ouvriers, puisque de même qu'ils s'organisent pour la conquête de pouvoir politique, nous nous organisons pour que les États politiques et juridiques existant actuellement restent réduits à des fonctions purement économiques, mettant à leur place une libre fédération de libres associations de producteurs libres ³². »

Il faut aussi noter le rejet, au cours de ce congrès, de la loi nationale sur le travail du ministre Joaquín V. González qui se veut une sorte de loi de résidence atténuée, mais surtout une loi tentant d'institutionnaliser le syndicalisme (dans la mesure où le socialisme est toujours considéré comme une idée étrangère et malsaine, cette loi tente de faire sienne ces idées), grave danger, on l'imagine, pour les anarchistes qui réitéreront leurs vœux :

« Le congrès reconnaît que les grèves sont des écoles de rébellion et recommande que les grèves partielles soient toujours menées avec l'esprit le plus révolutionnaire possible afin qu'elles servent d'éducation révolutionnaire et de préambule à une grève générale qui pourra être motivée par un fait secouant la classe ouvrière et que nous devons appuyer ³³. »

L'année 1904 aura été très prolifique pour le mouvement anarchiste.

À Rosario, la « Mecque » de l'anarchisme argentin, les mouvements de grève s'enchaînent à partir de novembre. Le 20, ce sont les employés du commerce qui partent en grève pour exiger la journée de huit heures et un jour de repos hebdomadaire. Suite au décès d'un ouvrier, le mouvement s'étend pour devenir une grève générale les 23 et 24 : les affrontements avec les forces de l'ordre se soldent par six morts, dont un enfant de dix ans, et une cinquantaine de blessés. Selon Marianne Equy, « *il est intéressant de souligner ici le fait que*

32. Cf. annexe 2.

33. Antonio López, *La FORA en el movimiento obrero*, p. 104.

*la grève s'étendait peu à peu vers l'intérieur du pays, ce qui constituait un pas décisif dans la propagation du syndicalisme, tant anarchiste que socialiste, au niveau national*³⁴. » Cette dérive sanguinaire de l'État force les syndicats FORA et UGT à convoquer une grève générale pour le 1^{er} et le 2 décembre, qui s'étend à Buenos Aires, Córdoba, La Plata, Santa Fe, etc. Selon Alfredo Gómez, « cette nouvelle grève générale met en évidence l'importance de la FORA et l'affirmation de l'anarchie comme mythe collectif au sein d'une fraction considérable de la population argentine du début du siècle ».

III. Radicalisation, insurrections et anarchisme « héroïque »

1. Finalisme

Le 4 février 1905, les groupes radicaux – composés de militaires et de civils – de plusieurs villes du pays se soulèvent et tentent de fomenter une insurrection armée. Le mot d'ordre est lancé par le futur président du pays, Hipólito Yrigoyen, et se veut clairement patriotique dans sa démarche :

« Devant l'évidence d'une insolite agression qui, depuis vingt-cinq ans de transgression de toutes les institutions morales, politiques et administratives, menace de retarder indéfiniment le rétablissement de la vie nationale ; devant l'inefficacité prouvée du travail civique électoral et de la lutte d'opinion contre les gouvernements rebelles [...] ; quand il n'y a dans la vision nationale, aucun espoir de réaction spontanée, pas plus que la possibilité d'atteindre normalement ce rétablissement de la vie nationale, alors, exercer le suprême recours aux armes dont se sont servis quasiment tous les peuples du monde est un devoir patriotique sacré pour qui veut batailler en faveur de la réparation des maux et pour le respect des droits. »

L'insurrection a fait long feu dans la capitale et va tenir un peu plus longtemps dans les différentes régions, suffisamment pour que

34. *Opus cité*, p. 42.

l'histoire la désigne par le nom de « révolution ». Alors que les radicaux étaient déjà positionnés sur le credo du suffrage universel et de la démocratie représentative, l'événement ne laissa pas totalement indifférent les anarchistes dont beaucoup avaient, semble-il, quelque sympathie pour la radicalité du parti du même nom : « *Jusqu'en 1912-1916, il y avait dans une certaine mesure plus de différences entre les socialistes et les anarchistes qu'entre les anarchistes et les radicaux yrigoyenistes* ³⁵. » Cependant il n'est pas évident que les radicaux aient réellement pu « débaucher » des libertaires. Enrique Dickmann précise dans ses mémoires ³⁶ que, sur la ville de Rosario, les deux groupes politiques non seulement cohabitaient, mais se soutenaient mutuellement. Suite aux soulèvements, un état de siège de quatre-vingt-dix jours est proclamé, laissant se déchaîner la répression. Contre ce nouvel état de siège, une nouvelle grève est convoquée pour le 21 et se termine par la mort de trois ouvriers.

Entre le 12 et le 18 août 1905 se célèbre le troisième congrès de l'UGT, forte de 7 600 syndiqués, représentant 80 syndicats dont 64 sont présents (33 de la capitale fédérale et 31 pour le reste du pays). Un peu auparavant, en juillet paraît *L'Action socialiste*, porteuse de la « solution syndicaliste » et dont le programme, proche du syndicalisme révolutionnaire, renvoie le parlementarisme au simple rôle de critique et de discrédit des instances capitalistes. Durant ce congrès, les raisons de la future rupture entre le syndicat et le parti socialiste argentin – qui surviendra lors du congrès suivant – commencent à se faire sentir. Trois grandes décisions sont prises, la première concernant la grève générale, la deuxième, le pacte de solidarité (qui est le même que celui pris par la FORA lors de son 4^e congrès) et la dernière l'action politique. Jacinto Oddone présente une motion sur la grève générale qui ne préconise le recours à ce moyen d'action qu'en cas d'agression de la part de l'État. La motion est adoptée avec 5 096 votes, 2 793 votes allant à une motion proposée par Luis Bernard

35. Mafú et Fernández, opus cité, p. 81.

36. Cité par Juan Suriano, dans son article, sur « Ideas y prácticas del anarquismo argentino. » L'article de Suriano lance quelques autres pistes sur les relations entre radicaux et anarchistes, que nous n'avons pas eu le temps d'explorer au-delà.

l'acceptant telle quelle, à savoir comme le moyen de lutte et d'émancipation morale le plus efficace possible. Le pacte de solidarité entre les différentes organisations de la centrale est également adopté afin de lutter contre toute loi restrictive concernant les organisations ouvrières. La volonté de suppression de la loi de Résidence est réitérée. D'autre part, le pacte de solidarité appelle à l'union avec la FORA, tout en souhaitant garder les méthodes de lutte spécifiques à l'UGT.

La motion adoptée sur l'action politique est, elle, on ne peut plus claire ³⁷ :

« Considérant que si l'on entend par action politique l'action de classe réalisée de manière révolutionnaire par le prolétariat organisé afin de réduire moralement et matériellement la domination capitaliste, on considère la représentation parlementaire comme une forme partielle de cette action, avec un rôle secondaire et complémentaire de l'œuvre de transformation sociale pour laquelle lutte la classe ouvrière dont elle ne peut en aucun cas prétendre s'attribuer la direction, sinon à s'en tenir à tous les moments et circonstances, aux nécessités, au contrôle et aux mandats des ouvriers qui l'élisent, et il en résulte au final que la lutte politique est acceptée dans son sens plein de lutte des classes ; l'action parlementaire aussi, mais sachant qu'elle n'accomplit pas d'œuvre effective-ment révolutionnaire et sert seulement à compléter l'action matérielle et positive que réalise le prolétariat ouvrier à la source même de l'exploitation et de la domination capitaliste, à savoir dans le cadre économique. »

Derrière un goût certain pour une prose légèrement ampoulée, cette motion renvoie évidemment aux tenants du parti socialiste argentin la ferme volonté des militants de l'UGT de ne pas se laisser contrôler par un futur appareil d'État, même paré de l'aube socialiste... Paradoxalement, ces résolutions s'expliqueraient par l'intérêt que portait une bonne fraction des ugétistes à l'action de la CGT française et aux Bourses du travail. Du coup, les syndicalistes révolutionnaires, selon Gómez, se seraient répartis en deux tendances très distinctes, dont l'une, proche de la FORA, l'aurait d'ailleurs réintégrée, et l'autre, bien que dominée par les bolcheviques, se vou-
lait plus institutionnelle.

37. Cité par Alejandro Cieri, dans son article « Del socialismo al sindicalismo revolucionario. La UGT argentina, 1903-1906. »

La réponse du parti socialiste ne se fera pas attendre, puisque, lors de son 7^e congrès (tenu du 12 au 15 avril 1906), les syndicalistes, après avoir été très largement mis en minorité, se voient priés d'aller faire leurs expériences en dehors du parti suite à l'adoption d'une motion de Nicolas Repetto ³⁸.

Fin août 1905, quinze jours après l'attentat manqué de Planas contre le président Quintana et en parallèle au vote de la loi du 31 août 1905 sur le repos dominical – qui ne statue pas sur les domestiques de maison –, cinq fédérations locales (représentant 53 sociétés), la Fédération des ouvriers chausseurs (soit 4 sociétés), ainsi que 41 syndicats assistent au 5^e congrès de la FORA ³⁹. Les foristes décident, dans le cadre de la lutte contre la loi de résidence d'agir parallèlement à l'intérieur et à l'extérieur du pays afin de susciter un réveil révolutionnaire, notamment de la vieille Europe. Par ailleurs, le congrès conseille aux différentes fédérations de dépenser une partie de leurs fonds en soutien aux écoles rationalistes, aux bibliothèques, et à l'édition de bulletins, etc., tout comme est souhaitée la rapide expropriation des moyens de production accaparés par le capitalisme.

En revanche, la FORA rejette de manière lapidaire la main tendue par l'UGT. Les foristes considèrent comme « *inutile, inefficace et contre-productif tout pacte de solidarité écrit avec l'Union générale des travailleurs* », mais appellent l'ensemble des travailleurs à les rejoindre.

Mais le congrès de 1905 reste historique pour le contenu de sa déclaration finaliste qui préconise à tous ses membres la promotion de l'idéologie communiste libertaire : ainsi, après le marxisme socialiste et la doctrine syndicale des syndicalistes révolutionnaires, la FORA s'inscrit clairement dans une démarche anarchiste et affirme

38. Voir Camarero et Schneider, *opus cité*, p. 9.

39. En juin 1905, la société des dockers et des ouvriers du port convoque un congrès sud-américain afin de constituer la Fédération des transports maritimes et terrestres : le premier congrès sud-américain des transports maritimes et terrestres se tient en présence des fédérations et sociétés de transports de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay, du Pérou, du Chili, du Paraguay, du Mexique, du Venezuela, de l'Équateur.

sa prégnance autant que sa pertinence dans le mouvement ouvrier ⁴⁰.

Deux mois après ces congrès, les deux organisations déclarent une grève générale contre la répression en solidarité avec les arrimeurs et les navigants. L'état de siège est une nouvelle fois déclaré jusqu'en janvier 1906 et une répression sanglante casse le mouvement. Immédiatement après la levée de l'état de siège, les travailleurs reprennent la lente reconquête de leurs droits d'êtres humains. « *Il ne reste aucun corps de métiers qui ne soit pas entré en lutte pour des améliorations* ⁴¹. » Certains conflits de cette année 1906 sont marquants, comme la lutte de la Compagnie générale des phosphores, à laquelle participent près de 2 000 ouvriers ou encore celle des ouvriers graphiques qui s'achève par la création de la Fédération graphique de Buenos Aires en mai 1907. Au total et seulement pour la capitale fédérale, ce sont plus de 137 000 ouvriers qui participent aux différentes grèves.

C'est dans ce climat social toujours plus propice à l'affrontement que se tient le 6^e congrès de la FORA à Rosario, du 19 au 23 septembre. Trois fédérations locales y participent et 53 syndicats. Congrès relativement routinier, puisqu'il se charge des différentes étapes à mener dans les différentes régions argentines ; il se termine tout de même sur un sujet peu habituel, puisqu'il investit le conseil fédéral foriste de la responsabilité de réunir les différentes centrales syndicales (la FORA étant de fait, la plus puissante, le premier pas vers l'union lui revenait) pour un congrès d'unification. Mais l'une des propositions les plus importantes de ce congrès tient dans la réaffirmation de la lutte pour les huit heures de travail quotidien.

Peu de temps après, en mars 1907 (dans la salle Verdi de Buenos Aires), se tient le premier congrès d'union entre la FORA, l'UGT et certains syndicats autonomes. Au total, 118 répondent présents ⁴². Comme il fallait s'y attendre, le débat n'est ni posé ni constructif, mais passionné et à couteaux tirés entre syndicalistes purs, anar-

40. Selon toute vraisemblance, les révolutions russes et radicales de 1905, ainsi que le durcissement prévisible de la politique du président Quintana, auront pesé dans l'adoption de cet article finaliste. Notons par ailleurs l'opposition d'Eduardo Ghilimon et de Luigi Fabbri à cet article.

41. Abad de Santillán, *opus cité*, t. 3, p. 674.

chistes et socialistes. La proposition de texte autour de laquelle se déchaînent les passions est la suivante :

« Le congrès d'unification considérant : 1) que la tendance du mouvement prolétaire est celle d'unifier les forces historiques contenues au sein de l'organisation ouvrière afin de les pénétrer d'un esprit et d'une action chaque jour plus forte contre le système d'exploitation capitaliste ; 2) que dans la région argentine, au moment historique actuel, il est posé d'une part, le développement de la conscience et de l'action prolétaire et, d'autre part, les répétées et incessantes agressions de la classe dirigeante contre les organisations ouvrières... s'impose l'union de tous les travailleurs de ce pays afin d'affaiblir et casser plus facilement toute forme de coaction capitaliste. Le congrès d'unification, déclare donc :

« Absolument nécessaire la fusion des organisations ouvrières de ce pays. ⁴³ »

Après un certain nombre de débats et discussions, la motion qui mettra un terme au congrès sera celle de l'anarchiste Jaquet, délégué des Employés de commerce, pour laquelle les anarchistes de la FORA demanderont un vote favorable et qui va évidemment forcer une bonne partie des socialistes et des syndicalistes à quitter la salle :

« Considérant que la lutte politique n'est pas un moyen d'action directe et qu'elle est préjudiciable pour le prolétariat, le congrès se déclare contre la politique et recommande une propagande systématique en ce sens. Convaincu de la finalité à laquelle sont arrivés les sociologues et penseurs modernes pour conquérir la plus ample liberté individuelle et collective, le congrès recommande la propagande du communisme anarchiste au sein de toutes les sociétés et la discussion de toutes les idées ⁴⁴. »

Évidemment, il semblait illogique que la FORA, un an après avoir eu des mots aussi durs pour l'UGT, tente une union avec elle... Certains considèrent que la motion de Jaquet était une manière de se prémunir contre toute tentation de fusion ; il nous semble au contraire que cette motion se voulait une démonstration de force de

42. Encore une fois, les chiffres que nous avons pu relever sont toujours sujets à caution et Hélène Finet cite, pour sa part, la présence de 135 sociétés de résistance au total (69 de la FORA, 30 de l'UGT et 36 autonomes). *Le congrès anarchiste d'Amsterdam. Anarchie ou syndicalisme à la lumière de la réalité argentine*, p. 29.

43. Abad de Santillán, *idem*, t. 3, p. 675.

44. *Ibid.*

la part de la centrale anarchiste, dont la vivacité et, encore une fois, la pertinence n'étaient plus à démontrer, et ce afin de « débaucher » des militants socialistes. Pour sa part, et depuis l'Italie, Luigi Fabbri écrira à propos de cet échec :

« Je pense que l'organisation ouvrière, pour ne pas être sectaire, dogmatique et autoritaire, doit éviter toute affirmation idéologique qui puisse diviser la classe prolétaire [...] en conservant un contenu idéal qui est celui de la solidarité avec tous les travailleurs contre le capitalisme. Nous amener sur le terrain des préoccupations partisanses – même si elles sont de caractère purement anarchiste –, revient à ruiner la solidarité ouvrière et agir de façon antilibertaire ⁴⁵... »

2. Éducation libertaire ⁴⁶

Au cours du XIX^e siècle se développe l'idée que l'éducation rationaliste peut être la clé de la libération de l'homme à travers son combat mené contre l'ignorance, principale cause de la misère du peuple. Cette idée, le mouvement anarchiste se la réapproprie vigoureusement, malgré certaines divergences de vue sur sa mise en place. Bakounine lui-même considérait qu'il était inutile de développer immédiatement des structures éducatives qui, selon lui, n'auraient aucune influence sur des individus évoluant dans un système trop oppressant. À la mise en place immédiate de ses structures, Bakounine préférerait l'idée de les développer après que le grand changement révolutionnaire ait eut lieu. Il fallait donc moins éduquer les fils et filles d'ouvriers que les ouvriers et ouvrières eux-mêmes.

À la fin du XIX^e siècle, un courant se dégage au sein de l'anarchisme, qui sera appelé « éducationniste » ⁴⁷, qui prône au contraire le développement massif d'écoles spécifiquement libertaires, dont l'objectif devait être de pallier l'autoritarisme étatique et de former des

45. Hélène Finet, *idem*, p. 33.

46. En ce qui concerne les réalisations, précisons que les socialistes ne sont pas en reste, puisque nous avons pu relever notamment la création de la Sociedad Luz, une université populaire, à Barracas, en 1899, qui tiendra plusieurs années durant, soutenue entre autres par le professeur Angel M. Gimenez.

47. Le groupe Los Acratas va ainsi traduire en 1898 la brochure du pédagogue français André Girard, *Éducation et autorité paternelle*, puis va tenter de soutenir la première installation d'une école libertaire.

individus libres⁴⁸. De même, les anarchistes argentins vont-ils tenter de se substituer à l'école républicaine qui est attaquée avec virulence dans les colonnes de *La Protesta* : « *La pédagogie, telle qu'on l'entend actuellement, ne produit pas autre chose que des maîtres de peu de valeur et des élèves rendus paresseux*⁴⁹. » Effectivement, sous la houlette de Ramos Mejía, l'école adopte un système patriotique très proche de la religion, avec un autel dédié à la patrie, trônant dans chaque classe. Cet autel, les maîtres se devaient de l'entretenir en le gardant toujours garni de fleurs fraîches. Pourtant, aussi rigide pouvait être ce système d'intégration républicaine proche du modèle français⁵⁰ (l'école concernait tout le monde, y compris les immigrés), il n'en gardait pas moins de solides avantages que pouvaient bien mal concurrencer les anarchistes argentins, même s'ils bénéficiaient d'une audience et d'un nombre de militants remarquables. La gratuité, la laïcité, le confort des bâtiments, les enseignants..., l'ensemble de la structure éducative républicaine argentine ne nécessitait pas, aux yeux de beaucoup de personnes, la construction d'un système parallèle, payant de surcroît.

Pourtant, Yaacov Oved relève que les anarchistes s'investissent dans l'éducation non pas des enfants dans un premier temps, mais dans celle des ouvriers. L'ouverture d'écoles rationalistes, dès la fin du XIX^e siècle, fut prise en main par les cercles anarcho-communistes qui travaillaient au sein des syndicats, puis directement par la FORA. Rapidement, ces écoles attirent des intellectuels qui sont intéressés par l'expérience et vont coopérer avec les syndicats. En 1899, s'ouvre

48. Il faut noter que les interactions entre le mouvement libertaire et le courant pédagogique rationaliste sont extrêmement forts, ainsi, Ferrer fut-il l'un des premiers à développer l'idée de grève générale (dans son journal, nommé d'ailleurs *Huelga general*), mais sans pourtant que cette idée soit prégnante au point de rebuter les socialistes, républicains et autres courants de gauche moins radicaux ; c'est ainsi que Ferrer choisit le nom d'École moderne plutôt que libertaire, afin de créer l'union autour d'un projet fondamental.

49. *La Protesta*, 5 novembre 1904 ; cité par Juan Suriano dans son article sur le projet éducatif des anarchistes argentins, 1900-1916. Il faut préciser que l'Argentine, se voulant un pays moderne, notamment influencé par le positivisme, va passer, dès 1884, une loi établissant l'école obligatoire, laïque et gratuite pour les enfants de 6 à 14 ans.

50. Notons tout de même que malgré l'école républicaine, les Bourses du travail furent en France de vrais lieux d'apprentissage, dans lesquelles les travailleurs pouvaient trouver toutes sortes d'ouvrages et/ou assister à des cours du soir.

l'école libertaire la Nueva Humanidad, qui va fonctionner jusqu'en 1901 dans le quartier de Parque Patricios (ex-Corrales). Bien qu'elle bénéficie d'un succès certain avec une moyenne de 70 élèves chaque année, l'école va s'effondrer financièrement, faute de soutien interne – les cotisations des élèves n'arrivent pas – et externe – on compte seulement quelques apports financiers de la part du mouvement libertaire comme celui des journaux *El Rebelde* ou *La Protesta humana*.

L'arrivée en 1905 de Julio Barcos, militant espagnol ayant travaillé avec le grand pédagogue Francisco Ferrer y Guardia dans son École moderne de Barcelone, donne un sérieux coup de fouet au secteur « éducationniste » de l'anarchisme argentin. Le mouvement espagnol était lui très répandu. À titre d'exemple, lorsque se déchaîne la répression sur le peuple catalan, en juillet 1909 durant la Semaine tragique de Barcelone, la police ferme plus de 130 établissements scolaires alternatifs, fonctionnant sur le modèle de Ferrer y Guardia⁵¹. De leur côté, les révolutionnaires catalans brûlent de nombreuses églises et collèges religieux. Ce succès conséquent s'explique par le fait que l'État espagnol d'alors est vampirisé par une Église catholique qui enferme dans ses collèges les jeunes Ibères, sans pour autant leur apprendre quoi que ce soit d'autre que la soumission. La population étant toujours très largement analphabète, les rationalistes, dans un tel contexte, ne peuvent que faire office d'alternative crédible au système. Ce n'est pas le cas en Argentine. Pourtant, Julio Barcos y débarque avec la ferme intention de développer ce courant au sein du mouvement social local. En 1907, il sera à l'initiative d'une

51. « *L'École moderne est mixte. [...] Elle acceptera les enfants des deux sexes à partir de 5 ans.* » Ferrer fera remarquer que « *la femme ne doit pas être une recluse au foyer. Le cadre de son action doit s'ouvrir à toutes les activités de la société* ». Cette coéducation sera également sociale, entre pauvres et riches, avec un système de rétribution suivant les moyens des parents, allant jusqu'à la gratuité. Dans le but d'un enseignement égalitaire, c'est-à-dire différencié suivant les intelligences, « *l'école ne décernera aucun prix, ni n'établira d'examens.* » N'ayant pas comme objectif un enseignement donné mais l'ensemble des connaissances, on ne peut décréter l'aptitude ou l'incapacité de quiconque. « *Tout élève sortira de l'école pour entrer dans la vie sociale avec l'aptitude nécessaire pour devenir son propre maître et guide au long de sa vie.* » (Ramón Safon, Francisco Ferrer y Guardia, p. 24) Car il saura être capable de réactions et d'émancipation de toute tutelle, « *même de celle de ses maîtres rationalistes.* » Si nous y ajoutons un attachement spécifique à l'hygiène physique et à la propreté, nous avons là un très bon résumé de la philosophie pédagogique de l'École moderne ferrériste.

école rationaliste à Buenos Aires soutenue par de nombreux syndicats et qui comptera jusqu'à une centaine d'élèves. Durant la première décennie du xx^e siècle émerge donc un courant « éducationniste » prêt à soutenir le développement d'une éducation radicale, soustrayant les enfants à toute autorité : suivant l'exemple de l'école rationaliste de Ferrer reprenant le concept du « bon sauvage » de Rousseau, pour l'appliquer aux enfants, qui seraient également naturellement bons mais pervertis par le système scolaire. De fait et en opposition avec les thèses bakouniniennes, l'enfant pouvait donc être radicalement changé au sein même de cette société, en bénéficiant d'une éducation appropriée, outil d'émancipation moral et intellectuel. Dans ce but se crée en 1905 le Comité des écoles libres. La même année, le 5^e congrès de la FORA invite ses sociétés membres à participer à la création de ce type d'établissements. C'est à partir de cette date et jusqu'en 1910 – et l'état de siège consécutif à la Semaine sanglante argentine – que va se développer une tension sociale alimentée autant par la multiplication des initiatives pédagogiques que par des initiatives ouvrières et syndicales (grèves, boycotts, etc.). Un certain nombre d'établissements voient donc le jour : l'École laïque de Lanús, l'École moderne de Buenos Aires, les Écoles modernes de Villa Crespo et de Luján. Quelques autres expériences seront également menées. L'école de Lanús, créée et soutenue par des anarchistes, des libéraux, des libres-penseurs et des francs-maçons, va être dirigée à un moment par Julio Barcos entre 1906 et 1907, ce qui n'empêche pas l'école d'être un lieu d'affrontement entre les différents courants politiques, ce qui va la contraindre à fermer ses portes au bout de trois ans d'activité.

Cependant, entre 1906 et 1909, elle va constituer dans cette banlieue éloignée de Buenos Aires un vrai pôle d'activités culturelles (projection de films, théâtre...), festif (bals populaires) et bien sûr éducatif (l'école en soi, mais aussi la mise en place d'une bibliothèque). Elle comptera jusqu'à quatre classes de primaires et 125 élèves ainsi qu'une trentaine d'étudiants adultes.

Il faut noter également, dans ce domaine, un certain nombre d'expériences qui se sont développées en direction des populations

de la pampa. Adrian Ascolani⁵² avance le chiffre de 24 expériences scolaires alternatives sur ces populations, principalement, dans le nord et le centre de la province de Buenos Aires et dans le sud de la province de Santa Fé. Le plus souvent, ces initiatives concernaient des populations adultes et étaient mises en place par les ouvriers eux-mêmes en relation directe avec l'école rationaliste et financées principalement par les syndicats les ayant impulsées, mais aussi par des fêtes de soutien, des dons, etc. Cependant, par manque de moyens et d'expérience, seules cinq de ces écoles connurent une longévité de plus d'un an, quand elles ne perdirent pas leur caractère révolutionnaire : mélange de classes sociales ou tenue des cours par des personnes non spécifiquement anarchistes. Mais, à la fin de l'année 1909, l'état de siège est déclaré dans le pays et le courant « éducationniste » va beaucoup en pâtir puisque le mouvement ouvrier, en pleine reconstruction après cette phase répressive, va laisser de côté son versant éducatif. La période allant de 1911 à 1919 va ainsi être toujours aussi riche en idées, mais pauvre en construction :

« On a fini par privilégier une stratégie de diffusion de connaissances qui, dans une certaine mesure, remplaça les efforts tendant à implanter des alternatives plus régulières et spécialisées en éducation⁵³. »

Il va alors s'opérer une lente mutation qui va transformer peu à peu ce courant en un noyau spécifique d'intellectuels, proposant leur programme de renouveau éducatif à l'ensemble de la société, quitte à se rapprocher du pouvoir pour se faire entendre. En 1911, vont sortir les revues *Revista Francisco Ferrer* et *La Escuela popular*. Puis, en 1912, c'est la Ligue rationaliste d'éducation qui se crée, ligue dont le but est de promouvoir l'École moderne et de mettre en place un véritable projet éducatif pour l'ensemble du territoire argentin. Le changement, dans l'esprit de ces pédagogues, ne doit plus venir de l'extérieur, mais de l'intérieur. Certes, dans ce cadre, la Ligue préconise la syndicalisation des enseignants, mais la rupture avec le mouvement anarchiste se consomme rapidement. Pourtant, il est dif-

52. Dans son article sur « El Anarco-comunismo rural argentino. Utopia revolucionaria y sindicalismo (1900-1922) ».

53. Moreno Sainz, *opus cité*, p. 219.

ficile de considérer que cette Ligue ait cessé d'être libertaire au sens large du terme. Le 21 août 1913, Julio Barcos tenait ce discours dans les colonnes de *La Protesta* :

« Les pédagogues officiels, que le fait d'être pédagogues n'empêche pas d'avoir peu de perspectives, ont commencé à comprendre qu'il est nécessaire de transformer l'école sur des bases rationnelles ou scientifiques, humanistes et libres ⁵⁴. »

Pourtant, Barcos va opérer un glissement régulier vers le parti radical qui, pour le remercier de son évolution politique, lui donnera, une fois Hipólito Yrigoyen au pouvoir, un poste au Conseil de l'éducation, à partir duquel il pourra continuer sa propagande en faveur d'une école rationaliste, certes moins radicale, mais plus efficace à ses yeux.

En conclusion, notons que les expériences concrètes d'écoles rationalistes vont durer au moins jusqu'au milieu des années 1920, notamment soutenues par le Comité éducatif en faveur de l'enfance (qui devient en 1923 le Comité en faveur des écoles rationalistes), émanation du premier congrès anarchiste régional de 1922 ⁵⁵.

3. Grève des locataires

« Imaginons un terrain de 10 à 15 mètres de large (quand ce n'est pas de 6 à 7 mètres) sur 50 à 60 mètres de profondeur ; quelque chose qui s'apparenterait à [...] une maison d'aspect misérable : l'entrée, généralement un vestibule dont on ne peut imaginer parois plus crasseuses, au bout duquel un mur de 2 mètres empêche les passants d'apercevoir les délices de l'intérieur. Une fois franchi le vestibule, on peut voir deux longues rangées d'habitations entre lesquelles se trouve une cour intérieure croisée par des cordes partant dans toutes les directions. Un escalier en bois, sale, dessert l'étage supérieur du bâtiment. Les pièces, plutôt qu'à des chambres, font penser à des pigeonniers ; au côté de chaque porte, entassées dans un total désordre, trônent des caisses qui servent tout à la fois de cuisine, d'éviers, de poubelles et de rangement pour tous les ustensiles d'une famille qui, par manque de place dans les chambres, les laisse dehors. Dans la partie haute des conventillos, l'espace est encore plus réduit : les couloirs ne font pas plus de 1 mètre à 1,50 mètre et il reste à peine l'espace pour passer.

54. *Idem.*

55. À noter par exemple en 1922, la création de la Agrupación pro escuelas racionalistas de la province de Santa Fé.

Les chambres ont généralement 3 à 4 mètres de hauteur sous plafond et sont vraiment très luxueuses quand elles atteignent une superficie de 4 mètres par 5. Ces cellules sont occupées par des familles d'ouvriers ayant 4, 5, voire 6 enfants, quand ce ne sont pas 3 ou 4 hommes seuls qui y vivent. Deux ou trois lits métalliques (voire des « lits de camps »), une table en pin, quelques chaises en paille, une malle à moitié vermoulue, une caisse servant de buffet, une machine à coudre, le tout entassé afin de laisser un petit espace pour des murs qui souhaiteraient voir un peu moins d'icônes de la vierge, de rois, de généraux ou de caudillos populaires accrochées à leurs parois. Voilà, en quelques mots à quoi ressemblent les taudis dans lesquels vivent les familles ouvrières de Buenos Aires et qui leur servent tour à tour de chambre à coucher, de salon, de cantine et d'atelier (pour les voisins).

Il existe peu de « conventillos » recevant moins de 150 personnes. Ils sont tour à tour des foyers d'infection et de véritables enfers dans la mesure où l'armée des enfants qui les peuplent ne cesse de hurler. Les plus petits, à moitié nus et rampant, portent à leur bouche autant de débris qu'ils peuvent en trouver ; pendant ce temps, les plus vieux sautent, crient et bondissent, produisant de 7 heures du matin à 9 heures du soir, un tapage insupportable. »⁵⁶

Pour l'année 1881, Juan Suriano⁵⁷ avance déjà le chiffre de 1 821 « *conventillos* », habités par 65 260 personnes (soit 21,6 % de la population de Buenos Aires), chiffre qui monte en 1904 à 2 462 « *conventillos* » et 138 188 personnes. En prenant une moyenne de 600 m² par « *conventillo* », le nombre de résidents par « *conventillo* » passe de 36 personnes en 1881 (six ou sept familles) à 56 en 1904 (soit, une dizaine de familles). Chaque personne aurait eu 16,5 m² pour vivre en 1881 et 11 m² en 1904.⁵⁸ Si nous nous basons sur les chiffres

56. Témoignage – ironique – d'un ouvrier socialiste sur les *conventillos*, cité par A. López, *opus cité*, p. 30. Cependant, n'oublions pas que les *conventillos* n'étaient qu'un type de logements de Buenos Aires : « Il existait une grande partie de la population – peut-être aussi importante que celle vivant dans les *conventillos* – difficile à appréhender à partir des données officielles, qui logeait dans des conditions similaires, voire pires, dans des pensions, des hôtels, des appartements ou de petites maisons incommodes. » Juan Suriano, *La Huelga de inquilinos de 1907*, p. 8. On peut voir des images de *conventillos* dans le film *Anarquistas*.

57. *Idem*, p. 9.

58. Rúben Rotondaro avance, quant à lui, le chiffre de 2 835 « *conventillos* » pour l'année 1887, habités par 116 167 habitants, ce qui représenterait une moyenne de 40 personnes par « *conventillo* », – six ou sept familles – et de 15 m² par personne. Rúben Rotondaro, *Realidad y cambio en el sindicalismo*, p. 41. Gonzalo Zaragoza confirme également ces chiffres, et donne une moyenne du nombre de résidents par pièce qui serait passée de 2,3 en 1880 à 3,9 en 1892. *Opus cité*, tableau n° 8, p. 54.

donnés dans le témoignage rapporté par Antonio López, la moyenne redescendrait entre 4 et 6 mètres carrés par personnes. Ces conditions déjà déplorables sont d'autant plus difficiles si l'on considère l'environnement proche des locataires, le non-raccordement au système d'égoûts des quartiers pauvres de la capitale, la non-application totale des ordonnances municipales en termes d'hygiène ou encore les matériaux utilisés pour la construction de ces édifices : bois et zinc, qui sont tour à tour froid en hiver et chaud en été. Notons enfin les exigences des propriétaires, complètement délirantes si l'on en croit Marianne Equy :

« [II] *imposait un règlement draconien qui interdisait presque tout aux locataires. À l'entrée du conventillo, on pouvait lire ces normes : obligation de laisser un mois de loyer de caution ; respecter l'ordre moral et la décence ; interdiction de laver le linge ; interdiction d'inviter des amis sans l'accord du propriétaire ; interdiction de stationner devant la porte d'entrée ; fermeture des portes du conventillo à 10 heures du soir ; interdiction de danser, chanter, jouer d'un instrument de musique ; le propriétaire se réserve le droit d'inspecter les chambres pour vérifier leur état de propreté et d'hygiène*⁵⁹... »

Pour couronner le tout, les loyers représentaient souvent jusqu'au quart du salaire des ouvriers et étaient récupérés par des *encargados*, sorte d'hommes de main du propriétaire.

On comprend dans ces conditions que les militants de la FOA aient très tôt poussé leur centrale à s'intéresser au problème du logement. Le syndicat s'était ainsi prononcé en faveur de la diminution – jusqu'à leur totale disparition – des loyers. Mais les propriétaires s'étant montrés moins emballés par la proposition, les expulsions vont toujours bon train au début du mois d'octobre 1907, d'autant qu'une forte poussée des impôts locaux et territoriaux avait immédiatement été répercutée sur les loyers qui avaient subi une augmentation constante depuis 1904. Face à cette augmentation, la Ligue des locataires lance une grève des loyers qui est suivie dans un premier temps par près de 500 « *conventillos* ». Saisie par les propriétaires, la justice ne tarde pas à prononcer nombre d'expulsions qui ne peuvent se concrétiser. Les huissiers et les déménageurs sont souvent

59. *Opus cité*, pp. 21-22. Liste d'interdiction reprise de Julio Mafú, *La clase obrera argentina*.

accueillis de telle manière, qu'il est pour eux impossible de pouvoir appliquer les décisions d'une justice qui va être peu à peu débordée par l'ampleur du phénomène.

Il est à noter d'ailleurs que les « *conventillos* » regroupaient des catégories professionnelles très différentes, y compris des policiers dont certains participèrent à cette grève.

« Pour autant, la réponse aux "comités anti-expulsions" ne se fait pas attendre. Elle est, bien sûr, policière. Et c'est le colonel Falcón – qui s'illustrera deux ans plus tard lors du 1^{er} Mai 1909 – qui dirige les opérations. Fanatique anti-ouvrier et haïssant les anarchistes, les expulsions vont, sous son commandement, devenir de plus en plus violentes, jusqu'au 22 octobre quand les premiers tirs sont échangés alors que beaucoup de grévistes sont des femmes et des enfants dont les maris et pères sont au travail. Des heurts systématiques vont dès lors se poursuivre toute une partie du mois de novembre. Les incarcérations, les mesures d'expulsion et les déportations eurent, au final, raison du mouvement, mais ce ne fut ni sans peine ni sans concéder une légère amélioration de la situation sanitaire et également une réglementation des prix. »⁶⁰

Par ailleurs, certains propriétaires cèdent aux grévistes par peur de tout perdre. Car, au plus fort du conflit, près de 80 % des « *conventillos* » de Buenos Aires avec leurs 140 000 locataires étaient partie prenante du mouvement. La Société de résistance des conducteurs de tramways, adhérente à la FORA, décréta la mise à disposition des conducteurs et de leurs véhicules afin de pouvoir acheminer les grévistes délogés par la justice, jusque sur les places publiques où il avait été décidé qu'ils s'installeraient en attendant une solution au conflit. Les voisins non grévistes (ou pas encore sous le coup d'une expulsion) accueillirent solidairement les familles qui décidaient de ne pas investir les places – ce qui se pratiquait aussi. Chaque expulsion donna lieu à de véritables petites batailles, car les familles se retranchaient dans les « *conventillos* » afin de donner le plus possible de fil à retordre aux forces de l'ordre en s'opposant aux policiers et pompiers à l'aide de bâtons, de pierres ou d'eau bouillante... mais en vain.

C'est donc dans un état de relative morosité, suite à l'échec de cette grève (et aussi de la vaine tentative d'unification qui avait été tentée au début de l'année), que se tient le 7^e congrès de la FORA

60. *Idem*, p. 22.

en décembre de 1907. Seuls trois fédérations et 29 syndicats y participent, dont une délégation de l'UGT, afin d'organiser la prochaine grève générale, prévue pour le début de l'année suivante. Car, malgré ces relatifs échecs, l'année 1907 marque l'entrée dans une période sociale extrêmement riche. Jusqu'en 1909, près de 775 grèves – à répétition – vont mobiliser plusieurs centaines de milliers de travailleurs contre l'ordre en place. La première grande grève générale de 1907 débute à Rosario en solidarité avec les conducteurs de véhicules qui refusent de conduire avec un carnet d'identité et un certificat de bonne conduite... Le 25 janvier 1907, la grève s'étend à la capitale, à Bahía Blanca, San Nicolas, Mar del Plata, Mendoza, Paraná, Córdoba, etc., mobilisant, sur l'impulsion des deux centrales (FORA et UGT), plus de 150 000 ouvriers. Le 27 janvier, les conducteurs de Rosario terminent leur grève par une victoire.

Mais la réelle démonstration de force de la part de la classe ouvrière est à venir.

4. Semaine sanglante

Le 1^{er} Mai 1909, comme à l'accoutumée, deux manifestations sont prévues : celle du parti socialiste argentin et de l'UGT et, en parallèle, celle de la FORA, place Lorea, qui va regrouper plus de 30 000 personnes. Le colonel affecté au contrôle de cette manifestation est le désormais connu Ramón Falcón. Sans aucune raison valable ni plausible, Falcón ordonne une violente charge contre la colonne anarchiste. Les policiers, selon les journalistes, vont poursuivre les ouvriers en fuite jusque dans les moindres recoins afin de leur vider leurs chargeurs dessus ou les frapper avec leurs sabres ou leurs machettes. Une centaine de manifestants sont blessés et huit sont retrouvés morts. L'opération est à tel point injuste et injustifiable que l'ensemble de la presse, pourtant peu favorable au mouvement libertaire, s'en offusque à longueur de colonnes.

Immédiatement, les forces de gauche élargies s'unissent pour convoquer une grève générale pour le lundi 3 mai. Enrique Dickmann, orateur socialiste, appelle à la grève générale le jour même,

afin de punir les responsables ; le syndicaliste Luis Bernard exhorte à une réponse « *énergique* » contre les agressions policières. Un comité de grève est constitué par le conseil fédéral de la FORA, de l'UGT et des syndicats indépendants et, comme de bien entendu, la grève fait tache d'huile dans les autres grandes villes du pays. Dans la capitale, elle mobilise entre 220 000 et 300 000 travailleurs. Une semaine entière de grève générale et Buenos Aires prend des airs de ville sous occupation militaire. Toutes les activités économiques sont paralysées. De violents affrontements ont régulièrement lieu entre ouvriers et forces de l'ordre, y compris le jour de l'enterrement des morts de la place Lorea, alors que les policiers attaquent le cortège et font quatre nouveaux morts. Malgré cette répression, le pays est mis à genou par le blocage économique. Ayant une opinion quasi unanime contre lui, le gouvernement se voit obligé de céder sur toutes les revendications du comité de grève : abolition du code de pénalités adopté par la municipalité, liberté de tous les prisonniers enfermés pour cause de grève, réouverture des locaux syndicaux (fermés suite à la déclaration de grève), ce qui clôt « le débat » le mardi 9 mai.

Peu de temps après, sans doute motivé par cette belle unité d'action, un second congrès d'unification se tient fin septembre, congrès auquel assistent surtout des syndicats de l'UGT, quelques syndicats foristes et des autonomes. Adoptant le pacte de solidarité adopté par la FORA lors de son 4^e congrès, la nouvelle centrale supprime simplement la référence au communisme libertaire sans pour autant faire d'allusions au marxisme qui marquait l'UGT, maintient sa défiance vis-à-vis des partis politiques – la lutte devant se faire sur le terrain économique –, la grève générale comme instrument de lutte favorite avec l'action directe, et se dote d'un organe de presse baptisé *La Confederación*. La création de la Confédération ouvrière régionale argentine (CORA) signe la fin de l'Union générale des travailleurs.

Une majorité de ses syndicats adhèrent à la nouvelle structure, ainsi que nombre des syndicats autonomes présents... La FORA refuse quant à elle d'y participer.

Juste après le 1^{er} Mai sanglant, deux autres tristes événements vont secouer l'Argentine de 1909. Le premier est l'assassinat de Francisco Ferrer y Guardia, inventeur de l'École rationaliste moderne, par le pouvoir espagnol du fait de sa participation à l'insurrection de juillet contre la monarchie espagnole. Le 13 octobre 1909, jour de l'assassinat du pédagogue, un meeting organisé par la FORA, qui réunit 20 000 personnes, décrète la grève générale pour deux jours, ce qui aurait mobilisé de nouveau 300 000 travailleurs ⁶¹. Quant au grand ordonnateur du massacre de la place Loréa, son sort va bientôt être lié par le sang à une future légende de la mythologie libertaire argentine.

Le 14 novembre 1909, le colonel Falcón, accompagné de son secrétaire Juan Lartigau, est la cible de la bombe d'un jeune ouvrier russe de 19 ans, Simón Radowitzky. Les deux occupants du carrosse vont tous deux périr. Radowitzky avait assisté au meeting de la FORA sur la place Lorea et avait depuis longtemps prévu de venger les martyrs anarchistes. Bien sûr, et bien qu'ayant toujours affirmé avoir mis au point sa vengeance seul, le jeune ouvrier ne pourra pas empêcher que la mort du colonel soit un nouveau prétexte pour le pouvoir de crier au complot et de réprimer féroce les opposants, allant même jusqu'à décréter l'état de siège jusqu'au 10 janvier 1910.

Parallèlement, l'engouement populaire en faveur des idées anarchistes est tel qu'un deuxième quotidien spécifiquement libertaire paraît l'après-midi – *La Protesta* étant un journal du matin. Ainsi naît, le 7 mars 1910, *La Batalla*, tenu par Teodoro Antilli et Rodolfo González Pacheco. Peu de temps après s'ouvre le 8^e congrès de la FORA, en avril 1910, auquel assistent 30 syndicats de la capitale, 24 du pays ainsi qu'une fédération locale.

Mais l'occasion est trop belle pour un pouvoir craignant sincèrement les velléités révolutionnaires du peuple de se cacher derrière les préparations du centenaire de la révolution de mai 1810 afin de porter un coup dur aux syndicalistes et révolutionnaires de tous bords dont le seul mot d'ordre du moment est « fêtons l'anniversaire de

61. Hélène Finet, *opus cité*, p. 36.

l'indépendance par la lutte pour plus de liberté ». Le 8 mai, une gigantesque manifestation défile dans les rues de Buenos Aires pour exiger l'abrogation de la loi de Résidence, la libération des embastillés pour des questions sociales et l'amnistie des condamnés militaires et des déserteurs. À ces trois revendications hautement symboliques est associé un préavis de grève pour le 18 mai en cas de non-satisfaction. Mais la police ne s'avoue pas vaincue par les syndicats. Les forces de l'ordre vont largement ratisser parmi les milieux ouvriers anarchistes. Le 13 mai, les membres du conseil fédéral de la FORA, mais aussi les rédacteurs de *La Protesta* et de *La Batalla*, ainsi que les membres du bureau de la CORA sont arrêtés. Sur les 2 000 prisonniers, une bonne partie sera envoyée au bagne d'Ushuaïa. Les arrestations vont donc bon train en même temps que des bandes de jeunes proto-fascistes se déchaînent contre les locaux syndicaux ou les bibliothèques ouvrières... *La Protesta* est obligée de rentrer dans la clandestinité, sous la direction d'Apolinario Barrera, qui maintiendra la sortie régulière et quasi hebdomadaire (selon la répression) du journal jusqu'en juin 1912. Devant user de toutes sortes de stratagèmes pour maintenir en vie le journal le plus important de l'anarchisme latino-américain – y compris la délocalisation vers Montevideo pendant quelques temps –, *La Protesta* ne va perdre ni son aura ni son lectorat, puisque, à chaque numéro, plusieurs milliers d'exemplaires continuent à sortir. En juin 1913, enfin, *La Protesta* peut reprendre son rythme quotidien. Pour autant, cette période est d'une extrême importance pour le mouvement anarchiste, puisque la répression que va subir la FORA sera, selon Diego Abad de Santillán, « [celle qui] *termina ce que nous appellerons l'anarchisme héroïque en Argentine... Il est bien clair qu'il avait atteint la fin de la route et qu'un important chapitre de l'histoire sociale était sur le point de se boucler* ⁶². »

Si cela est vrai pour les anarchistes, ni la CORA ni les socialistes ne ressortent beaucoup plus influents de cette période.

62. Cité par Oved, dans son article, « The Uniqueness of Anarchism in Argentina ».

5. Quelques précisions sur l'anarcho-communisme « en milieu rural »

La mobilisation qu'a connue le monde agraire argentin, en liaison directe avec les grandes fédérations régionales, a pour conséquence directe la création de Sociétés de résistance parmi les « *métiers de la récolte* », selon l'expression d'Ascolani, qui regroupent les *peones cosecheros*, les batteurs, les cochers et les arrimeurs⁶³. Les péons « récoltants » ainsi que les batteurs de blé ou de lin représentent au début du XX^e siècle une population de 300 000 individus en déplacement constant, accomplissant un travail quotidien harassant, souvent pendant seize heures continues, mal nourris et sans logement. La seule contrepartie étant de bons salaires, la nécessité de se syndiquer se fait d'autant plus prégnante que la paye se dégrade.

Les premières tentatives d'implantations de l'idéologie anarchiste dans les campagnes datent du début du XX^e siècle, avec le Grupo libertario et le Grupo aurora social, de la province de Santa Fe (dans la région de Rosario) et dans le sud de Buenos Aires. Durant la récolte de 1904, ces groupes tentent de mener un large travail de propagande sous l'œil omniprésent d'une police qui ne lâche pas les libertaires. Il est à noter par ailleurs que l'anarcho-communisme s'est développé surtout dans un premier temps par la confluence d'un certain nombre d'anarchistes tous issus des milieux syndicaux et avec diverses expériences, vers des centres d'études sociales, souvent fondés par des membres de corporations urbaines. Ces centres sont ainsi des embryons de syndicats qui vont permettre à l'explosion organisatrice et gréviste de 1918 de se concrétiser sous la forme de fédération. Ils cèdent par la suite le pas aux bibliothèques populaires et aux écoles rationalistes. Au cours des deux premières décennies du XX^e siècle, une quinzaine de centres sont répertoriés, dont la moitié au moins possédaient une troupe de théâtre propre. Le théâtre fait partie de ces outils de propagande simple abordant des sujets très

63. À ce titre, signalons que le terme *peon cosechero*, signifie littéralement « ouvrier agricole récoltant ». Cette dernière traduction ne nous paraissant pas brillante, nous garderons le terme de péon. De même, le terme *estibador*, signifie « arrimeur » et renvoie au personnel en charge de sangler correctement les récoltes acheminées vers les villes...

concrets, stigmatisant les conditions de travail ou exaltant le travail et l'héroïsme des ouvriers.

Entre 1906 et 1907, les prises de contact se renouvellent en vue d'une éventuelle grève générale. Le but de cette grève est de provoquer l'adhésion des ouvriers ruraux aux organisations et à la pensée anarchistes. Pour ce faire, un comité d'agitation est constitué dans la capitale et une douzaine de délégués sont chargés de parcourir la pampa pour convaincre les ouvriers d'adhérer. En parallèle, les anarchistes font de la « publicité » pour la terre argentine en Italie et en Espagne, afin que les candidats décidés à partir portent leur choix sur d'autres pays. Soumis à une vigilance particulière de l'État qui ne se prive pas d'enfermer, voire de déporter, des dirigeants, la grève sera un échec du fait de la faible participation des ouvriers ruraux. Cependant, un autre personnage très important aura fait un travail de fond et va permettre d'implanter la pensée libertaire dans la grande majorité des villages argentins. Le « linyers » est sans doute l'un des personnages les plus intéressants de l'anarchisme argentin. Sorte d'apôtre itinérant à rapprocher du fait de son nomadisme aux hobos nord-américains ou aux trimardeurs français (d'autant qu'il emprunte les lignes de chemins de fer de la même manière) ; se déplaçant dans tout le pays avec un simple baluchon rempli de classiques (surtout Bakounine et Kropotkine) et dont le but fixé était « d'anarchiser » les masses paysannes de l'intérieur, le rôle du linyers est fondamental dans la compréhension du fulgurant développement de l'anarchisme dans la République grâce au maillage opéré au-delà des simples affiliations syndicales par cette idéologie. Le succès sera tel que, après la révolution fasciste de 1930 et sa répression, alors que les anarchistes vont monter une large campagne dont le but est d'appeler à un congrès anarchiste, les linyers pourront constater, en « battant le rappel » dans tout le pays, que le moindre village est encore pourvu d'un petit noyau de deux ou trois libertaires pouvant s'engager dans des activités diverses et variées⁶⁴. L'anarchisme va donc se répandre comme une traînée de poudre et renforcer les liens

64. Information recueillie lors de la conférence donnée par López Trujillo dans le local du S.I.Me.Ca., le 21 août 2004.

entre les acrates, les libre-penseurs et les maçons de ces régions. Après 1910, la propagande anarchiste diminue, mais n'empêche pas l'impulsion de structures syndicales entre les différents métiers, structures qui sont fortement marquées par l'autonomisme régional. La fédération ouvrière locale de Rosario impulse par exemple la création de sociétés de résistance dans le sud-est de la région de Córdoba et dans le sud de la région de Santa Fe, sociétés regroupant des arrieros et des cochers.

En 1914, une crise touche uniformément la campagne et la ville argentines, laissant des milliers de personnes sans travail. En réponse à cette situation économique et sociale catastrophique, des groupes de chômeurs pillent, occupent des trains ou volent du bétail dans la pampa. Tous ces actes sont enregistrés par *La Protesta* et par certains idéologues anarchistes qui y voient de pures réactions expropriatrices (au sens anarchiste du terme) : elles sont d'ailleurs analysées comme de très bonnes prémices au développement de l'idée anarcho-communiste dans les campagnes⁶⁵. Pourtant l'année suivante la FORA ne pourra pas transformer l'essai en véritable révolte organisée laissant « *la rébellion des nécessiteux [continuer à être] un mouvement sans plus d'idéologie et guide que la satisfaction, des besoins primaires.* »⁶⁶. Jusqu'en 1914, la FORA n'a en effet pu s'installer dans les campagnes que de manière peu convaincante. Pourtant, *La Protesta* peut mettre en place un réseau d'agents et de correspondants suffisant pour impulser la syndicalisation des campagnes. Et c'est bien ce qui se passe, puisque c'est le journal anarchiste qui va se charger de la plus grosse partie du travail de propagande, en augmentant son réseau de lecteurs et d'abonnés dans les régions du sud de Santa Fe, du sud-est de Córdoba, du sud-ouest d'Entre Rios et dans la région de Buenos Aires. Mais l'une des raisons pour lesquelles les anarchistes vont louper le coche de cette révolte est que le chômage est un mal relativement nouveau pour les Argentins (si l'on exclut les mouvements de la fin du siècle précédent dont nous avons déjà parlé). Phénomène de fait très

65. Des extraits de l'œuvre de Michel Bakounine concernant la révolution dans les campagnes furent, à cette occasion, tirés et diffusés. Ascolani, *El Anarco comunismo rural argentino*.

66. Ascolani Adrian, *opus cité*.

mal compris par les syndicats locaux, qui se bornent à condamner l'État pour la situation dans laquelle il maintient les chômeurs, sans tenter d'organiser concrètement une alternative politique et économique à cette situation. Seul (dans les années 1915) le Comité ouvrier cosmopolite de Bragado tente de mettre en place un registre de placement des ouvriers « récoltants », en parallèle à un cahier des charges censé éviter la chute des salaires. Le Comité populaire des travailleurs de Rosario, essentiellement constitué d'anarchistes, tente à son tour de mettre en place ce système au niveau provincial, mais ce projet avorte rapidement du fait de la persistance de la crise et de la difficulté géographique à opérer un placement efficace des ouvriers.

En 1917, une nouvelle crise, conséquence de la guerre en Europe, touche l'Argentine et entraîne dans son sillon licenciements, baisses de salaire et inflation, notamment dans les campagnes. Le taux de chômage atteint cette année-là près de 20 % de la population, soit 460 000 travailleurs. Dans les régions agricoles, la récolte de l'année s'annonce mauvaise et il manque paradoxalement un nombre important de travailleurs pour que les patrons s'en sortent. La FORA profite donc de cette occasion pour mettre en place un cahier des charges concernant, entre autres, la journée de douze heures et appelant les travailleurs à profiter de la faiblesse économique temporaire (due à la crise) des patrons. Cette campagne « Pro Braceros » obtient rapidement de bons résultats : les assemblées des travailleurs de plusieurs villes décident de ne travailler qu'avec les montants journaliers fixés par la FORA (de 8 à 10 pesos quotidiens). Ailleurs, des ouvriers armés bloquent des chariots d'agriculteurs emmenant des péons payés moins chers que les taux fixés par le syndicat ; ailleurs encore, ce sont des attentats contre des plantations qui ont lieu, attentats surmédiatisés par une presse réactionnaire, agitant (déjà) l'insécurité considérée comme mal endémique des plus pauvres.

À partir de mars 1918, un groupe de syndicalistes révolutionnaires utilise les réseaux de leurs alliés socialistes de la province de Buenos Aires et entament des tours de la campagne argentine afin d'organiser les ouvriers sur leurs propres bases. L'année 1918 est d'ailleurs une année qui va voir exploser le nombre de sociétés de

résistance. Mais, le rapport aux fédérations et à l'idéologie n'étant pas forcément une priorité pour les populations se syndiquant, nombre de ces sociétés de résistance se positionnent de fait comme autonomes, même si certaines peuvent avoir des relations avec les centrales foristes du 5^e congrès ou du 9^e congrès ⁶⁷ et sont par ailleurs souvent tenues par des libertaires. Cependant, un certain fantasme de la classe ouvrière rurale étreint les théoriciens anarchistes, qui conçoivent ces travailleurs comme naturellement rebelles et n'ayant au bout du compte besoin que d'entendre la nouvelle parole afin de déclencher une insurrection libératrice ⁶⁸. De cet étrange sentiment messianique, de l'idée de la proximité d'une révolution et, donc, de la nécessité de regrouper les syndicats autonomes et les initiatives dispersées naît l'Union des travailleurs agricoles (*Unión de los trabajadores agrícolas*, UTA), sorte d'annexe agricole de la FORA, permettant aux ouvriers ruraux de ne plus être marginalisés, mais bien de s'inscrire dans le prolongement des syndicats regroupant différents corps de métiers, proches des groupes de propagande, et de rejoindre les autres groupes de travailleurs. Cette « union » devait pallier la dispersion géographique et éviter que les actions se perdent dans l'immensité des plaines de la pampa, devenant aussi inutiles dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie que dans la lutte contre le système capitaliste au sens global. Trois fédérations régionales voient ainsi le jour. Bien que brève, la période de syndicalisation de 1917-1918 est si intense, que l'anarcho-communisme se développe rapidement dans les campagnes. Cinq nouvelles Fédérations régionales se créent pendant la récolte-révolte de 1919-1920 ⁶⁹. En janvier 1920, les actions se multiplient : mise en place d'un comité pro boycott au siège de l'UTA de Rosario, afin de soutenir les arrimeurs de Piamonte ; victoire des ouvriers agraires sur les villes

67. Cf. plus bas.

68. Dans la province de Buenos Aires, les quatre mois de la récolte de 1919-1920 sont le théâtre d'une rébellion ouvrière qui ressemble à une jacquerie (attaques de commissariats et de prisons afin de faire libérer des leaders syndicaux emprisonnés...) partant dans tous les sens, déclenchée juste après un ultimatum lancé par un groupe nommé Groupe révolution-région argentine.

69. Précisons que ses syndicats sont majoritairement masculins, même si ceux de la FORA anarchistes furent les seuls à tenter d'impulser la création de syndicats féminins à l'intérieur du pays.

de Darragueira, Bordenabe et Tres Arroyos – toujours avec le soutien de l'UTA ; grève générale des syndicats de la Fédération ouvrière portuaire de Santa Fe en soutien aux arrimeurs en grève sur le port de Rosario (mars 1920). L'Union des travailleurs agricoles est urbaine dans sa gestation et n'aura comme premier contact avec le prolétariat que la médiation de *La Protesta* et *Tribuna proletaria*. Les cahiers des charges de l'UTA sont ainsi publiés par ces journaux et touchent peu à peu les travailleurs des champs qui voient en même temps un certain nombre de délégués faisant de vastes tours, notamment dans le sud de la province de Santa Fé, où un certain nombre de nouveaux syndicats vont se constituer. Les revendications les plus importantes concernent :

- la journée de dix heures pauses incluses,
- dix pesos journaliers,
- une alimentation complète comprenant entre autres, du café, du maté, de la viande et de la salade,
- la suppression des bons comme moyens de paiement,
- priorité donnée aux membres des syndicats de l'UTA lors de l'embauche...

Ce sont des propositions, les travailleurs agricoles ont donc toute latitude pour modifier ces demandes : les batteurs de blé vont ainsi faire leurs propres propositions salariales et matérielles, tel que l'achat au prix du marché des articles de première nécessité – ce qui impliquait, de fait, que le patron prenne à ses frais le transport de ces marchandises... Bien sûr, l'établissement de ces revendications ne vont pas sans levée de boucliers de la part des employeurs, qui ont souvent recours aux forces de l'ordre pour faire respecter « leur » ordre. Pratiques qui poussent *La Protesta* à appeler au recours de méthodes beaucoup plus expéditives (d'action directe) que les négociations. Cette position n'est pas partagée par l'UTA, qui va même en arriver à la condamner quand ces initiatives entraînent la répression étatique. Pourtant tous les travailleurs de la terre ne se trouvent pas face à d'acharnés exploiters. Ainsi, à Las Parejas, les ouvriers travaillant sur les batteuses, demandent « *la reconnaissance de la société de résistance, l'embauche des seuls ouvriers syndiqués, des délégués sur chaque lieu de tra-*

vail, du vin et de la bière au repas, une indemnisation pour les accidents de travail selon la loi 9688, le transport de chaque ouvrier sur son lieu d'embauche une fois les travaux finis et le 1^{er} Mai férié. ⁷⁰ » Et à Las Parejas, l'employeur accède à toutes les revendications de ses ouvriers sans aucun affrontement de quelque nature que ce soit.

Cependant, peu à peu s'opère un glissement, suite notamment au travail effectué par les syndicalistes révolutionnaires, qui va se concrétiser lors du second congrès ouvrier provincial, qui se tient les 24 et 26 avril de l'année 1921. Le congrès entérine ainsi l'idée d'unité syndicale qui sera portée au niveau d'un congrès national d'unification, l'idée d'une syndicalisation par branche d'industrie et non plus par métier, ainsi que l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge soviétique.

Pourtant, la FORA du 5^e congrès va être encore capable de mener des actions à grande échelle au début des années 1920, telles que celles relatées par Osvaldo Bayer dans son livre *La Patagonie rebelle*, où, pendant plusieurs mois, les foristes et les syndicalistes socialistes, tel Argüelles, vont réussir à mener une véritable rébellion contre les grands propriétaires terriens. Cette rébellion va se terminer par le massacre de plus de 1 500 des ouvriers grévistes. Mais cette révolte aura pris un caractère si important qu'elle aura impliqué une bonne partie de la population patagone dans le combat. Mafúd et Fernández avancent même l'idée que, après la répression (morts, détenus et déportés), la population locale serait passée de 17 000 habitants à 10 000. Le chiffre paraît faramineux, mais il expliquerait en grande partie le stigmate profond laissé par cette répression dans le monde ouvrier jusqu'à nos jours.

70. *La Protesta*, du 28 décembre 1919, cité dans Ascolani, *opus cité*.

